

multiplicity
VILLE DE LUXEMBOURG
www.vdl.lu











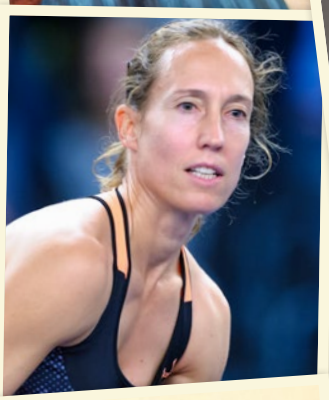








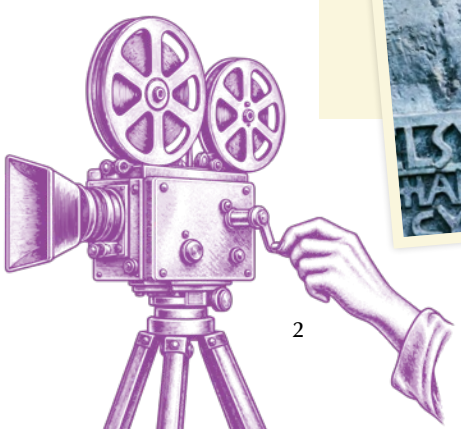












§



Vies de femmes
Frauenleben

ons stad est un périodique édité
par la Ville de Luxembourg
et paraissant deux fois par an.
Fondé en 1979 par Henri Beck †

Tirage :
7.000 exemplaires
Diffusion par abonnement gratuit

Comité éditorial :
Astrid Agustsson
Jeanne Schneider
Françoise Lentz
Catherine Krier
Tom Birden
Guy Thewes

Coordination :
Simone Beck

Layout :
lola

Couverture :
lola

Illustrations (Auteurs, sources, institutions) :
Archives de la Ville de Luxembourg, Archives nationales,
Bibliothèque nationale, Centre national de littérature,
Landeshauptarchiv Koblenz, Ministère des Sports,
Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art,
Musée Guimet, Photothèque de la Ville de Luxembourg,
Service communication et relations publiques de la Ville
de Luxembourg, Wikimedia Commons, Archiv Bressler,
Archiv Molitor-Peffer, Simone Beck, Vic Fischbach,
Ria Hackin, Tom Lucas, Jacques Nicolay, Georges Noesen,
Wolfgang Osterheld, Claude Piscitelli, Rolph, Guy Wolff

Imprimerie :
Imprimerie Centrale, Luxembourg

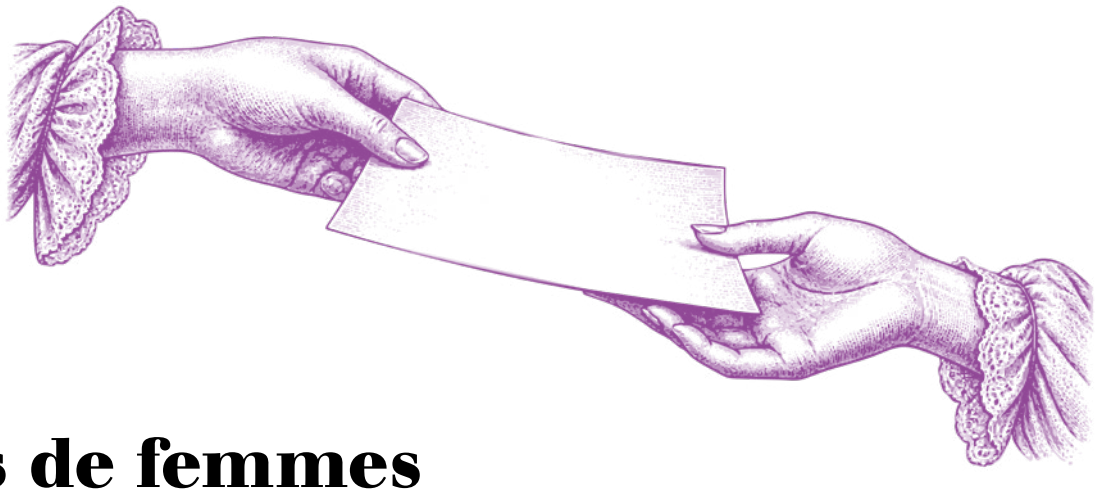
Recherche internet :
onsstad.vdl.lu

L'internaute peut (re)lire sur le site de *ons stad* toutes
les éditions publiées depuis juin 1979.
Un moteur de recherche lui permet de retrouver sans peine
un article selon son sujet, le nom de l'auteur ou celui du
quartier dont il est question.
Les articles peuvent être téléchargés en format pdf.
Toute utilisation doit mentionner le numéro et la date de parution de
ons stad, ainsi que le nom de l'auteur/e de l'article.

Contact :
onsstad@vdl.lu
onsstad.vdl.lu



Abonnement gratuit
Abonnieren Sie sich kostenlos auf ***abo4onsstad.vdl.lu***
Abonnez-vous gratuitement sur ***abo4onsstad.vdl.lu***



Vies de femmes

L'exposition « Fundatio » que le Luxembourg City Museum accueille jusqu'en juillet 2027 retrace les origines du comté de Luxembourg et illustre rôle important que jouaient en Europe les premières comtesses qui furent des personnalités de premier plan. Tout en sachant que leur rôle ne reflète nullement la situation de la femme médiévale en général, cette époque – que d'aucuns désignent à tort de sombre - a permis à de nombreuses femmes une vie hors pair.

En suivant leurs pas, *ons stad* est partie à la recherche de femmes qui à travers les époques ont laissé leur empreinte dans la société luxembourgeoise. Cette recherche fut passionnante, car elle a permis de découvrir des personnalités courageuses, originales, créatrices, sportives et engagées. Elle a aussi permis de dégager les obstacles juridiques, légaux et sociaux qui ne les ont toutefois pas empêchées de développer leurs talents.

Au début du XXe siècle, les institutrices n'avaient pas le droit d'être mariées, les jeunes filles luxembourgeoises ne pouvaient pas fréquenter un lycée et les artistes féminines n'avaient pas le droit de fréquenter des académies d'art (on y peignait des nus...). Si les femmes luxembourgeoises recevaient le droit de vote en 1919, il fallait attendre 1974 pour voir l'incapacité juridique de la femme mariée abolie. Assez de raisons pour *ons stad* de se pencher sur différents aspects de la vie féminine depuis le Haut-Moyen-Âge à nos jours et de présenter des portraits de femmes qui ont sinon crevé du moins touché de leur tête le célèbre plafond de verre.

Frauenleben

In dieser Nummer begibt sich *ons stad* auf eine faszinante Reise durch Frauenwelten. Wir lernen Gräfinnen kennen, eine wohlhabende Spitalmeisterin, Ordensschwestern, eine Prinzessin, Sportlerinnen, Journalistinnen, Künstlerinnen, Widerständlerinnen, eine Schauspielerin, eine Archäologin, eine Ärztin und gar eine Spionin. Jede einzelne dieser Frauen hat in ihrem Bereich dazu beigetragen, die Gesellschaft und den Blick, den sie auf Frauen hatte (und vielleicht noch manchmal hat) zu ändern.

ons stad hofft, dass hier Lieser vill Freed hunn beim Entdecken vun aussergewéinleche Fraen, vun deene jiddereng op hier Aart a Weis zur Lëtzebuerger Gesellschaft bäigedron huet. Et war oft eng Erausfuerderung, oft eng Freed, awer ëmmer noutwendeg fir wéinestens e bësse méi no un dee berüümte glieserne Plafang ze kommen.

SB

134



Vies de femmes

p. 8
—
Femmes de pouvoir ?
Michel Margue



p. 12
—
Die späte Ehre der Katharine Blum
Michel Pauly



p. 16
—
Entre contemplation et vocation éducative
Antoinette Lorang



p. 20
—
Les Trésors des Archives Des femmes hors du commun et leurs histoires
Tom Birden



p. 22
—
Amélie, la princesse qui défia le protocole
Robert L. Philippart



p. 26
—
Un lycée pour jeunes filles ? (Hilarité presque générale...)
Simone Beck



p. 30
—
Femmes de tête et de plume
Claude Wolf



p. 34
—
Wie Frauen die Luxemburger Sportlandschaft gestalten
Pierre Gricius



p. 38
—
Ria Hackin-Parmentier: Archäologin, Dokumentarfilmerin, Fotografin, Widerstandskämpferin
Simone Beck



p. **42**

Marie-Paule Molitor-Peffer

Anne Schaaf



p. **44**

Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann

Malgorzata Nowara



p. **47**

Germaine Damar – das brave Mädchen

Jean-Pierre Thilges



p. **50**

Lise Rischard-Meyer, Spionin im Ersten Weltkrieg

Jean Reitz



p. **54**

Marie Speyer

Germaine Goetzinger



p. **56**

Marguerite Thomas: Das Wahlrecht war nur der Anfang

Renée Wagener



p. **59**

Clotilde Muller Libeski: Die erste Filmemacherin in Luxemburg

Ann Muller & Christine Muller



p. **62**

Lily Unden - Künstlerin & Widerstandskämpferin

Kathrin Mess



p. **65**

FUNDATIO. Les origines du comté de Luxembourg au XIIe siècle

Antoine Lazzari & Michel Margue



p. **69**

Unveiling local cultural heritage: Bonnevoie

Marie-Paule Jungblut



p. **70**

Was bedeuten die Straßennamen der Stadt?

Simone Beck



Texte : Michel Margue

Femmes de pouvoir ?

Un changement de perspective sur la femme au Moyen Âge central



Vatican, BAV, ms. Vat. lat. 4922, f. 7v. Public Domain

La marquise Mathilde de Toscane dans Donizo, Vita Mathildis, vers 1115.

La période du Moyen Âge central, du XIe au XIIIe siècle, a été marquée par la présence de comtesses qui ont joué un rôle important dans les conflits politiques de cette époque. Celle-ci fut en effet empreinte d'importants conflits, comme celui opposant l'empereur au pape, mais aussi d'un essor économique généralisé qui voit éclore les grandes villes et les premières structures étatiques. Injustement méconnues, car de rang inférieur aux reines, les princesses – duchesses et comtesses – ont, dans la naissance des États prémodernes, joué un rôle fondamental, celui d'assurer la continuité et la stabilité dans la vie des dynasties et de leurs territoires. Il s'agissait là d'un rôle dynamique et engagé, loin de l'image que l'Église tentait de propager et qui réduisait les femmes aux vertus de la tempérance, de l'obédience et de la piété. La présentation de certaines d'entre elles, toutes issues de l'ancien espace lotharingien, permet d'illustrer la réalité de leurs ressorts et actions politiques.

Mathilde, marquise de Toscane, la souveraine

La plus remarquable de ces figures est certainement la marquise Mathilde de Toscane († 1115) qui, en 1077, dans son château de Canossa, servit de médiatrice lors des négociations entre l'empereur Henri IV et le pape Grégoire VII. N'ayant pas d'héritier et veuve d'un premier mariage en 1076, elle s'opposa à la tête de son armée aux prétentions de l'empereur sur son vaste territoire du nord de l'Italie. Son soutien autant idéologique que stratégique au pape, ennemi de l'empereur, dans ses projets de réforme de l'Église, lui permit de gouverner en toute indépendance. Mathilde était l'unique héritière de Béatrice de Bar, non loin de Verdun, et du marquis de Toscane Boniface, qui décéda en 1052, assassiné lors d'une partie de chasse. Mathilde, dont le pouvoir dépasse toute comparaison avec les autres princesses du Moyen Âge central, était une femme émancipée. Elle avait fui son premier mari, le duc d'une partie de la Lotharingie, en se



Luxembourg, ANLux A-XXXIX-0004

La comtesse Ermesinde et son fils Henri V donnent leur accord à une donation au couvent de Marienthal (19 avril 1236). Le sceau d'Ermesinde se trouve au milieu.

retirant en Italie où elle régna sur ses terres patrimoniales pendant douze ans. Elle se remaria pour des raisons politiques à un jeune duc de son choix qu'elle répudia six ans plus tard, en 1095. Douze ans de premier veuvage et six ans de régence lui permirent d'agir en dehors de toute emprise masculine. C'est ce que montre une enluminure peu connue qui représente *Mathildis lucens*, Mathilde resplendissante, assise sur un trône à la manière des impératrices, sous un ciborium et tenant dans sa main droite un sceptre végétal. Il s'agit d'une branche verdoyante, ou « tige nouée », symbole biblique que les rois lombards utilisaient déjà pour montrer leur pouvoir juridique et leur capacité à céder des biens ou à attribuer des fonctions.

Ce pouvoir, qu'elle tenait selon sa signature « par la grâce de Dieu », lui permettait de gouverner ses terres en s'appuyant sur deux fondements, les abbayes et les châteaux, symbolisés ici par un moine et un guerrier fidèle qui se tiennent, tout petits, à ses côtés.

Reine d'Oltigen et Ermesinde de Luxembourg, les cousines fondatrices

Toutes les princesses n'eurent pas le prestige de Mathilde. Avec les deux cousines de la Maison de Luxembourg, nous sortons de l'ombre des comtesses qui exercent leur pouvoir dans la sphère religieuse, en prenant des initiatives pour permettre aux moines et moniales d'un des plus grands « empires » monastiques de prendre pied en Lotharingie : l'abbaye et l'ordre de Cluny. Ces comtesses sont un des exemples parmi nombre d'autres femmes qui profitent de leur réseau familial pour se créer un espace à elles dans le domaine qui leur est le plus proche, celui des communautés religieuses. C'est là qu'elles se sentent libres, soit en s'y ménageant des relations étroites, soit en prenant le voile pour diriger une abbaye. En effet, les institutions monastiques médiévales, à l'image de Cluny, sont de puissants vecteurs religieux, mais aussi politiques et économiques.

En 1088, la Reine d'Oltigen, « née, selon la chair, d'une illustre lignée », fit donation à la grande abbaye clunisienne de femmes de Marcigny en Bourgogne d'un domaine qui est à l'origine du premier prieuré de moines clunisiens en Basse-Lotharingie, celui d'Aywaille en Ardenne, au sud de Liège. Comme elle le précise dans sa charte de donation, la comtesse Reine s'était retirée jeune à Marcigny, la première abbaye clunisienne de femmes, souhaitant « se libérer du joug conjugal ». Visiblement, son époux, qui ne décède qu'en 1097 lors de la première croisade, est encore vivant à ce moment. Il s'agissait de Renaud II de la puissante famille des comtes de Bourgogne, très proche de la grande abbaye de Cluny.

La mère de la comtesse Reine était la sœur du comte Conrad de Luxembourg. La fille de celui-ci et donc la cousine de Reine, la comtesse Ermesinde († 1098), s'était aussi adressée à Cluny pour créer le prieuré de Saint-Victor à Huy, seul prieuré de femmes de cet ordre en Basse-Lotharingie. La confirmation de sa donation par l'évêque de Liège en 1139 suggère un puissant lien entre les deux cousines : il y est écrit qu'Ermesinde avait agi « sur la suggestion d'une dame noble et pieuse du nom de Reine, sa parente ».

Ermesinde était triplement fondatrice. En 1098, elle installa des moines bénédictins de Verdun dans son alleu de Longwy/Mont-Saint-Martin, ceci à la suite de la mort de son premier époux, Albert d'Éguisheim, comte de Dabo en Alsace et de Moha près de Huy.

Par ailleurs, la comtesse Ermesinde est aussi à l'origine de l'abbaye norbertine de Floreffe en 1121. En effet, la « Vie de Saint Norbert », fondateur de l'ordre de Prémontré, insiste sur l'initiative de la comtesse : « Lorsqu'une noble dame du nom d'Ermesinde, comtesse de Namur, entendit que Norbert traversait le pays, elle se hâta d'aller à sa rencontre et le pria avec insistance de recevoir l'église du domaine de Floreffe pour y établir des frères de sa communauté. Elle souhaitait en effet depuis longtemps y installer une communauté religieuse pour le salut de son âme et de celui de ses ancêtres. Comme Norbert voyait la dévotion affectueuse de cette femme, il la considéra favorablement et accepta ce qu'elle demandait ». Ermesinde fut donc la véritable fondatrice de la première abbaye de l'ordre de Prémontré en Lotharingie, puissant ordre, comparable à celui de Cluny.



Avers de la monnaie frappée à Luxembourg sous le règne d'Ermesinde et de son fils Henri V. L'avers montre la comtesse debout et de profil, tenant dans sa main le « sceptre » fleurdelisé entourée d'une légende citant Luxembourg comme nom de l'atelier monétaire.

Photo: Christophe Weber © MNAHA Luxembourg



Photo : Christof Weber © MNAHA Luxembourg

Revers de la même monnaie montrant les armoiries au lion sur un champ sans burelles du comte Henri V avec la mention du nom de celui-ci.

Ermesinde de Namur-Luxembourg, la gestionnaire innovante

On ne présente plus Ermesinde, comtesse de Luxembourg (†1247), deux fois veuve et, après s'être débarrassée de son mambour, régente du comté, seule, puis avec son fils Henri. Ermesinde, placée très jeune en Champagne, puis à Bar pour être préparée à son mariage, y côtoya des comtesses puissantes, proches de la cour de France. Elle y fut formée à la gestion d'un comté, où elle introduisit des réformes institutionnelles préparant l'État moderne ; elle soutenait les villes qui devenaient des centres administratifs et eut la sagesse de gouverner avec la noblesse, tout en s'appuyant sur des « hommes nouveaux », agents d'État non nobles appelés ministériaux.

Ermesinde pratiqua aussi à l'extérieur une politique territoriale active, parfois même militaire. Sa présence à la diète d'Aix-la-Chapelle en 1227, comme seule femme nommément citée parmi « tous les Grands d'Allemagne », et l'interdit jeté sur les terres luxembourgeoises en 1228 par le pape Grégoire IX, qui la rend responsable des attaques menées contre l'abbaye de Stavelot, vont dans le même sens.

Son sceau la situe dans la lignée des sceaux de reines de France, la montrant avec un sceptre à la fleur de lys, réminiscence ancienne du sceptre biblique vu chez Mathilde de Toscane. La monnaie frappée à son effigie – phénomène assez rare pour être souligné – imite le sceau et y ajoute le symbole de la dynastie dont elle assura la continuité.

La liste de ces puissantes comtesses pourrait facilement s'allonger. Les contextes très divers dans lesquels elles agissaient leur offraient des marges de manœuvre plus ou moins grandes. Elles avaient toutefois toutes en commun d'exploiter avec détermination les possibilités qui s'offraient à elles. Les moyens pour y parvenir provenaient d'une part des alliances matrimoniales, qui leur permettaient de recourir à des réseaux dotés d'un potentiel politique, et d'autre part, de la proximité avec l'Église, facteur religieux, mais aussi culturel et politique. En dehors de leurs actions, ce sont les signes de leur pouvoir qui méritent d'être explorés, et qui les rapprochent des hommes tout en se démarquant clairement d'eux.



Michel Margue

est professeur senior de l'Université du Luxembourg

Text: Michel Pauly

Die späte Ehre der Katharine Blum

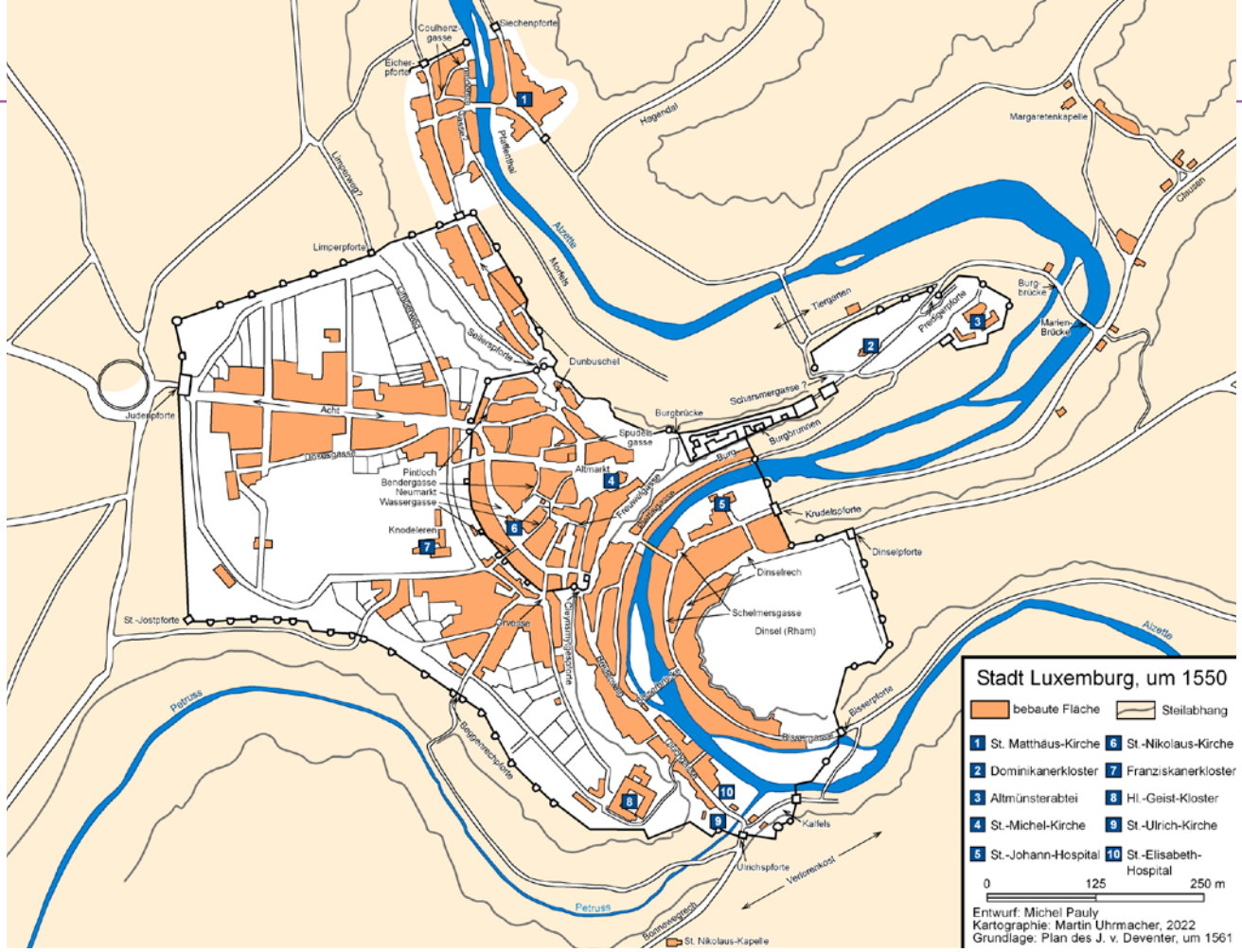
Auch im Mittelalter stellten Frauen grosso modo die Hälfte der Bevölkerung. Sie waren also keine Randgruppe der mittelalterlichen Gesellschaft, sind aber ein Randphänomen in der mediävistischen Forschung. Am Beispiel der zweimal verwitweten Katharine Blum zeigt der folgende Beitrag, dass ihre wirtschaftliche und soziale Rolle durchaus bedeutend sein konnte, auch wenn sie politisch keine Rechte hatten.

Katharine genannt Blum(e) war verheiratet mit Simon von Bettendorf, dem Krämer am Altmarkt, den Herzog Philipp von Burgund 1444 zum Stadtschöffen ernannt hatte und der seit 1417 als Weinverkäufer belegt ist. Nach Simons Tod im Jahr 1445 heiratete sie Johann Fock von Hubyn (Hübingen im Westerwald, Rheinland-Pfalz, D) aus einem Felser Burgmannengeschlecht. Zusammen mit ihrem zweiten Ehemann gewährte sie öfters Kredite an verschuldete Landesadelige.



© Archives, FD-003-184

Schenkungsurkunde der Katharine Blum an das St.-Johann-Spital vom 1. Mai 1456

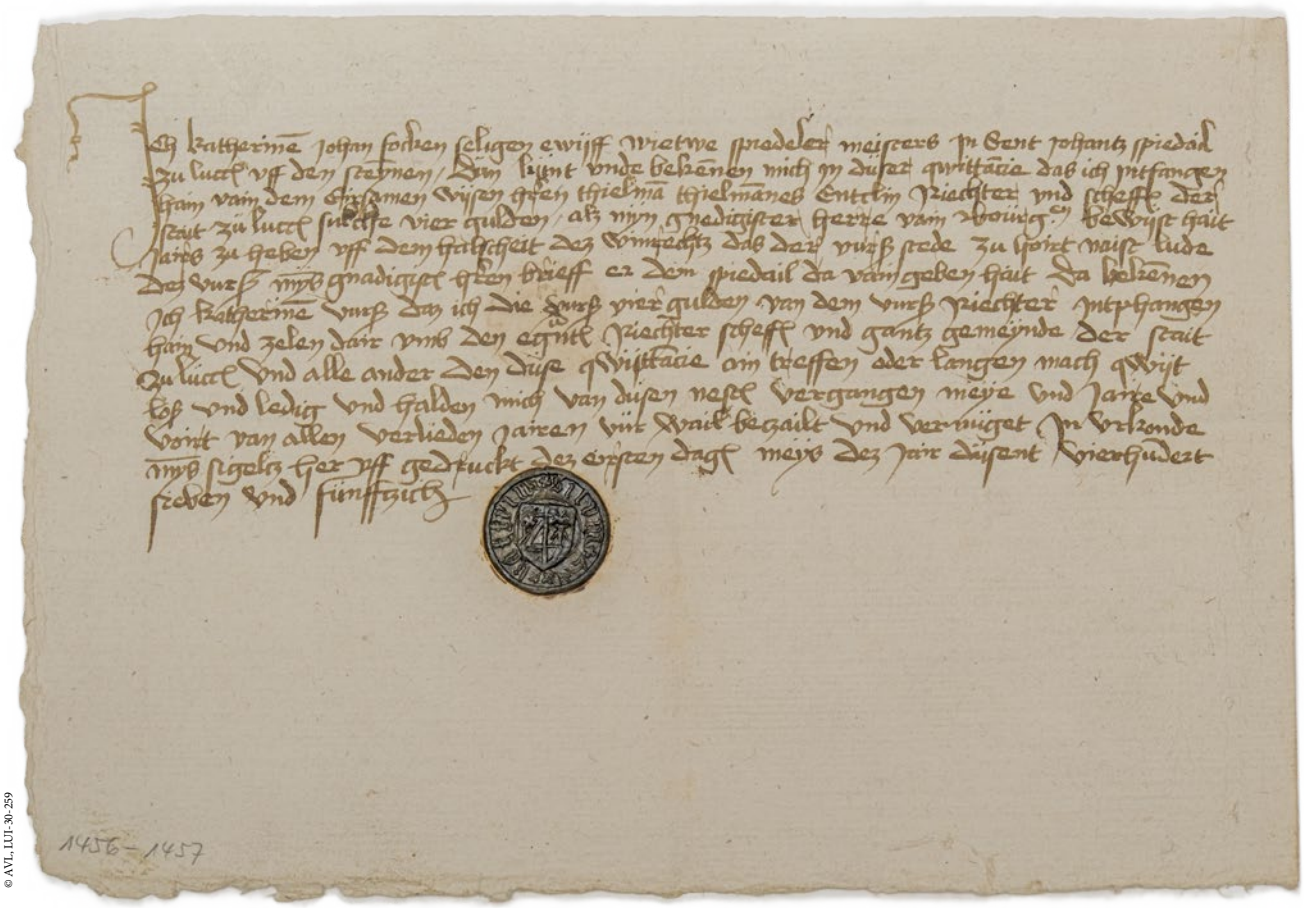


Eine eigene Rolle spielte Katharine Blum erst, nachdem sie 1456 zum zweiten Mal Witwe geworden war. Am 1. Mai 1456 trat sie nämlich als einzige Frau das Amt einer Spitalmeisterin an. Dass die Spitalprovisoren, der Abt der Münsterabtei und ein Pfarrer, sie auf diesen Posten beriefen, hing sicher zum Teil daran, dass sie zum Netzwerk der städtischen Machtelite gehörte, oder wohl auch daran, dass sie ihre Verwaltungskompetenz längst unter Beweis gestellt hatte. Nicht zuletzt dürfte ihr Versprechen, den aktuellen und zukünftigen Siechen, Spitalmeistern und -meisterinnen im St.-Johann-Spital auf den Steinen eine umfangreiche Schenkung zu machen, ihre Berufung gefördert haben.

Eine umfangreiche Schenkung

In der Schenkungsurkunde werden folgende Immobilien und Einkünfte aufgezählt:

- ihr großes Haus am Altmarkt genannt „Zum Engel“, ein Gasthaus und wahrscheinlich ihr Elternhaus, das zwischen ihrem neuen Haus am Altmarkt und Thielman Hoynermans Haus am Eingang zum Breitenweg stand;
- ein Drittel eines Erbzinses von einem Franken auf dem Haus Thielman Hoynermans;
- ein Erbzins von 3 Gulden auf einem Haus in der Wastelergasse (heute Wassergasse), das sie an Cleschin den Schroder vermietet hatte;
- hinter diesem Haus zwei Ställe unter einem Dach in der Freuwelgasse (heute Hl.-Geist-Gasse);
- ein Haus vor den Knodelern;
- ein neues Haus in Dunbuschel (heute Wiltheimstraße) mit einem kleinen Garten dahinter, das für 1½ Gulden an Heynchen den Müller von Marienthal vermietet war;
- noch zwei Häuser in Dunbuschel gegenüber dem neuen Haus, von denen eins hinten an die Poterne rührte und das andere an Simons des Leinenwebers Haus;
- ein Haus in Pfaffenthal, das für ¾ Gulden an Johann den Pelzer von der Fels vermietet war;
- zwei große Gärten in Pfaffenthal unterhalb des Weges nach Eich;
- ein Garten oberhalb des Weges nach Eich;
- ein Garten unterhalb des Weges nach Eich zum Wasser hin;
- ein Garten außerhalb der Eicher Pforte in Pfaffenthal unterhalb des Weges zum Siechenhof;
- ein Garten vor der Judenpforte, der früher einem Metzger gehörte;
- ein Garten am unteren Weg;
- in Selingen (Sélange, bei Arlon, B) ein Haus, eine Scheune, ein Garten, Wiesen und Felder als Pfand für 40 Gulden;
- ein Stall am Altmarkt zwischen dem Haus Johanns von der Fels und den Läden auf dem Marktplatz.



© AVL, LUI-30-259

Des Weiteren überließ Katharine dem Spital folgenden Hausrat: 5 große Betten mit ihrem Zubehör an Kissen und Laken, noch 16 Betten mit ihren Kissen und Laken, 30 große und kleine Flaumenkissen, 18 Stuhlkissen, 50 Paar Bettlaken; 26 große und kleine Tischlaken, 4 große neue Tischlaken, 34 lange und kurze Handtücher, 3 neue Handtücher, 2 Stück Stoff, um Laken daraus zu machen, 8 große Schreine, 6 große Töpfe, 31 große und kleine Töpfe in gutem und in schlechtem Zustand, eine große Herdpfanne, 13 große und kleine Pfannen, 3 Gänsepfannen, 6 Wasserbecken, 2 andere Becken, 2 Wägelchen mit 2 Zügeln und 2 mit je einem Zügel, 2 große schwarze Kessel, 9 schwarze Kessel, 5 weiße Kessel, 26 Quart-Krüge, 2 Halbsester-Krüge, 2 Sester-Krüge, 6 Pint-Krüge, 4 Feuerhaken und einen großen Feuerbock, 6 Paar Feuerböcke, 5 Roste, 6 Spieße, 3 Hängeeisen, 8 große breite flache Platten, 9 *kümpe* (luxbg. Komp), 3 Dutzend flache Platten, 4 Dutzend Schüsseln, ein Dutzend *dobeler*[1], ein halbes Dutzend kleine Platten, 2 Dutzend Zinnteller, 3 gefaltete Tafeln, 6 andere Tafeln mit ihren Schragen, 12 Bänke, 9 große und kleine Schalen, 14 Becher, eine Schale *(coppe)*, eine mit Silber beschlagene Schale in Muschelform, 11 Silberlöffel.



Siegel der Spitalmeisterin Katharine Blum an einer Quittung vom 1. Mai 1457

17 Schuldbriefe im Gesamtwert von 1554 Gulden 5 Beyersgroschen und 40 Hammel stammten hauptsächlich von Landesadeligen, wie dem Grafen von Virneburg, den Junkern von Kerpen, von der Fels, von Zolver, von Befort, von Malberg oder auch dem Domdekan von Trier und einem Stadtschöffen u. a. m. Zudem übertrug die Witwe dem Spital das Recht auf eine *hentschatz* genannte Abgabe, die auf Gütern in Mamer, Livingen, Hagen, Selingen und Blascheid zu erheben war.

Für andere Zwecke behielt sie sich folgende Objekte vor:

- ein Drittel der vorgenannten Möbel;
- 300 Gulden, je zur Hälfte aus dem Bargeld und dem ihr geschuldeten Geld;
- ihre Kleinode, Ringe, Gürtel, Paternoster und andere *gereitgin* aus Gold und Silber und alle ihre Kleider, die sie am Leib trägt;
- die Hälfte ihres Tafelgeschirrs aus Gold oder Silber;
- ihre von Vater und Mutter geerbten Güter im Bann und im Dorf Steinsel im Tal von Mersch zugunsten ihrer nächsten Erben Michel dem Gerber und Clais dem Pelzer, die in Luxemburg wohnen.

Ihr neues Haus, in dem sie zurzeit wohnte, schuldete der Pfarrkirche St. Michel einen Jahreszins von vier Malter Roggen zugunsten von etlichen Jahresgedächtnismessen. In derselben Kirche wollte sie ein Jahrgedächtnis stiften für ihre Vorfahren, ihre Eltern, ihren Mann und ihr Seelenheil. Daher nahm sie auch dasselbe Haus mit allem Zubehör von oben bis aufs Pflaster mitsamt Gewölbe und Binnenhof dahinter, bis an die kleine Gasse, die von der Burg her kommt, zugunsten der Pfarrer und Kapläne derselben Kirche aus.

Ihr ökonomisches und symbolisches Kapital

Katharine Blum konnte als Frau kein politisches Kapital ansammeln, doch ihre Zugehörigkeit zur sozialen Oberschicht konnte sie mit dem Amt einer Spitalmeisterin krönen. Die Schenkungsurkunde legt nicht nur ein umfangreiches ökonomisches Kapital offen, bestehend aus Immobilien, Hausrat und Kleinoden, sondern lässt auch ein soziales Kapital mit zumindest finanziellen Beziehungen zum Landadel erkennen: Ihr Schwager Jakob Fock, mit dem sie um ihr Wittum streiten musste, was Kosten in Höhe von 163 Gulden mit sich gezogen hatte, war Burgherr von Körich. Das religiöse Kapital war offenbar nicht nur auf die eigene Familie ausgerichtet, sondern begriff auch Messstiftungen zugunsten unbekannter Personen sowie die Begünstigung des Pfarrklerus, ganz abgesehen von der imposanten Schenkung ans Spital. Ihr zweiter Ehemann Junker Johann Fock hatte schon sein religiöses Netzwerk unter Beweis gestellt, als er für Simon von Bettendorf, seiner Frau Katharine *ersten huswirt seligen*, bei den Antonitern in Roßdorf und Höchst (bei Frankfurt) ein Seelgerät gestiftet hatte. Dafür versicherte der Antoniter-meister, dass seine Mitbrüder alle Jahre bei ihrem Besuch in Luxemburg einen Gottesdienst feiern würden. Mit ihrem Siegel, das neben Händlerzeichen Blumen im Wappen führte, brachte Katharine auch ihr symbolisches Kapital zum Ausdruck. Sie legte es sich aber wohl erst als Spitalmeisterin zu, denn zur Besiegelung der ersten Quittung für den Erhalt der städtischen Rente an das Spital vom 25. Mai 1456 bat sie noch Herrn Welter von Ansemburg um sein Siegel[2]. 1459 ist Katharine Blum ein letztes Mal als Spitalmeisterin belegt. Im Spitalarchiv befinden sich weitere Schuldbriefe Johann Focks und Katherines, die nicht in der Schenkung aufgezählt wurden und wohl nach ihrem Tod testamentarisch ans Spital fielen.



Bibliografie

Victor Haag, *Les maîtres de l'hôpital St. Jean de Luxembourg*, in: T Hémecht 10 (1957), S. 24-61

Michel Pauly, *Luxemburg im späten Mittelalter.* I. Verfassung und politische Führungsschicht der Stadt Luxemburg im 13.-15. Jahrhundert (PSH 107; Publ. du CLUDEM 3), Luxemburg 1992, S. 300-302

Michel Pauly, *Peregrinorum, pauperum ac aliorum transeuntium receptaculum.* Hospitäler zwischen Maas und Rhein im Mittelalter (VSWG-Beiheft 190), Stuttgart 2007

Michel Pauly, *Räume – Normen – Menschen. Geschichte der Stadt Luxemburg im Mittelalter* (erscheint 2027; dort alle Quellenangaben)

Van Werveke, Nic[olas], *Inventaire des archives de l'hospice St. Jean*, publié par Mr. Joseph GOERENS, in: Ons Hémecht 30 (1924) - 35 (1929) (Sonderdruck)

1 Der Begriff konnte nicht geklärt werden.

2 AVL, LU-I-30-60.

Michel Pauly

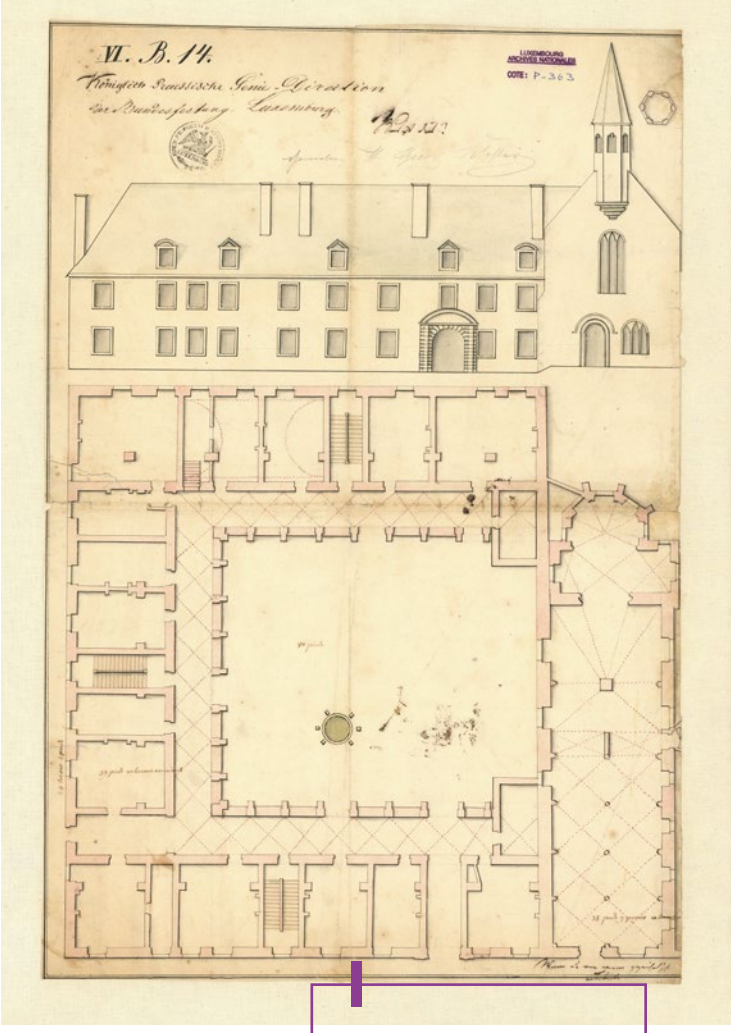
ist emeritierter Professor für transnationale Luxemburger Geschichte an der Universität Luxemburg und ehemaliger Vorsitzender der Commission internationale pour l'Histoire des Villes.

Texte : Antoinette Lorang

Entre contemplation et vocation éducative

Aspects de la vie quotidienne au couvent des clarisses

Vouées à la vie contemplative et à l'éducation de jeunes filles, les clarisses du Saint-Esprit ont géré habilement leur couvent. Pendant plusieurs siècles, elles ont su assurer les bases vitales solides de leur institution, et ce malgré le fait qu'elles ont dû affronter des conditions parfois difficiles qui leur avaient été imposées par les pouvoirs successifs.



ANLux P-363

Plan de l'ancien couvent situé au plateau du Saint-Esprit.

Grâce au soin apporté par les clarisses à la conservation de leurs titres, les Archives nationales disposent aujourd'hui d'un fonds de documents impressionnant.[1] Il se compose de 426 cotes dont 34 registres et 260 chartes sur parchemin. Le couvent du Saint-Esprit a fait l'objet de différentes études, notamment celles de Gérard Thill, de Joseph Goerens, plus récemment celles de Cécile Nemeghaire, de Marie-Cécile Charles et de l'autrice.[2]

Entre 1227 et 1235, une communauté de pénitentes de Sainte-Marie-Madeleine s'établit à proximité des murailles de la ville. Entre 1255 et 1260, les religieuses choisissent de suivre la règle franciscaine et plus précisément la règle des clarisses-urbanistes.[3] L'ordre est approuvé par la bulle du pape Urbain IV en 1264. La première mention du terme *église du Saint-Esprit* date de 1260.

Les clarisses ou riches claires se différenciaient des ordres ayant fait vœu de pauvreté et étaient autorisées à posséder des biens et à percevoir des revenus. Leurs abesses étaient issues pour la plupart de la noblesse provinciale du Luxembourg. Des bourgeoises étaient également accueillies. Cela permettait à la communauté religieuse de bénéficier de nombreux dons. Pour être admise au couvent, il fallait apporter une dot, des biens-fonds ou des rentes. Ainsi, en 1255, p. ex., Elisabeth, veuve du défunt échevin Walter fit



ANLux A-XXXV-428 © Archives nationales de Luxembourg

Indulgences accordées par 14 archevêques et évêques pour les fidèles qui feront leurs dévotions dans l'église du monastère. Charte datant de 1329. Lettre historiée « U » représentant l'abbesse aux pieds de Sainte Claire.

d'importants dons pour faire entrer ses deux filles, Agnès et Offemia, au couvent et y rejoindre leurs cousines.[4] Dès ses débuts, le couvent jouait un véritable rôle social en accueillant des jeunes filles comme religieuses ou des veuves désirant se vouer à la vie contemplative.

Un document intéressant témoignant par ailleurs de l'insertion du monastère dans le tissu de relations sociales est la charte dans laquelle « Quatorze archevêques et évêques accordent au couvent du Saint-Esprit des indulgences pour les fidèles qui feront leurs dévotions dans l'église du monastère à des jours désignés [...] » Le document contient une belle lettre historiée « U » représentant l'abbesse aux pieds de Sainte-Claire.[5]

Le monastère sur le plateau du Saint-Esprit

Jusqu'au 14e siècle, époque à laquelle il fut intégré à l'intérieur de la nouvelle enceinte, le couvent se situait en dehors des limites de la ville haute. Un plan dressé vers le milieu du 18e siècle montre le monastère sous forme d'un quadrilatère comprenant trois corps de bâtiments conventuels et l'église.[6] Le siège de la ville de Luxembourg par Louis XIV en 1684 mit fin à la présence des clarisses sur le plateau. Les religieuses durent quitter leur monastère en raison de la construction de nouvelles fortifications. Les clarisses furent avisées de se pourvoir d'un terrain au faubourg du Pfaffenthal sur lequel elles firent ériger leur nouveau couvent.[7] Des vestiges de l'ancien couvent et des successives occupations militaires ont été redécouverts en 1996 dans le cadre d'études préalables à la construction de la Cité Judiciaire.[8] Des fouilles dirigées par l'archéologue Christiane Bis-Worch et des études réalisées par Claude Prim et Marc Wagener ont permis de faire une reconstruction du monastère.[9]

Composition du couvent et rôle éducatif

Lors de leur déménagement vers le Pfaffenthal en 1690 la communauté religieuse des clarisses se composait de 15 religieuses, de 2 novices et de 4 sœurs converses.[10] En outre, le couvent accueillait également le « père confessionnaire » ainsi que des « domestiques » qui travaillaient dans la cuisine et dans le jardin. Au 18e siècle, la communauté comptait autour de 30 religieuses.

Le monastère hébergeait aussi des « pensionnaires », des jeunes filles éduquées par les religieuses. Ce rôle comme institution éducative est évoqué dans une lettre du Conseiller procureur général Heynen du 4 janvier 1782[11] qui cherchait à défendre les clarisses contre la suppression de leur couvent en soulignant leur utilité publique. Ce plaidoyer nous fournit des détails intéressants, même si ceux-ci paraissent un peu exagérés.

« [...] Que les religieuses de ce couvent ont depuis memoire d'homme toujours et sans aucune interruption tenu de quinze, vingt à trente pensionnaires qu'elles ont instruites dans les principes de la religion, à lire et écrire, à tricotter, à coudre et broder et dans l'arithmetique et aux quelles elles ont donné l'éducation convenable au contentement de leurs parents et ainsi que les parens le demandoient. » L'auteur de la lettre déclare par ailleurs que la formation au couvent des clarisses était meilleure que dans d'autres institutions. Il faut savoir qu'en 1628, la Congrégation Notre-Dame de Luxembourg avait été reconnue par le Conseil provincial pour enseigner *« gratuitement à lire et à écrire tant an allemand, qu'en français, à coudre, à faire des dentelles et [pour] faire d'autres ouvrages et continue[r] d'en rendre sans distinction aux pauvres aussi bien qu'aux riches et aux orphelins avec tout le zèle et toute l'assiduité possibles. »*[12] Manifestement, les clarisses préféraient accueillir au sein de leur communauté surtout des personnes aisées.

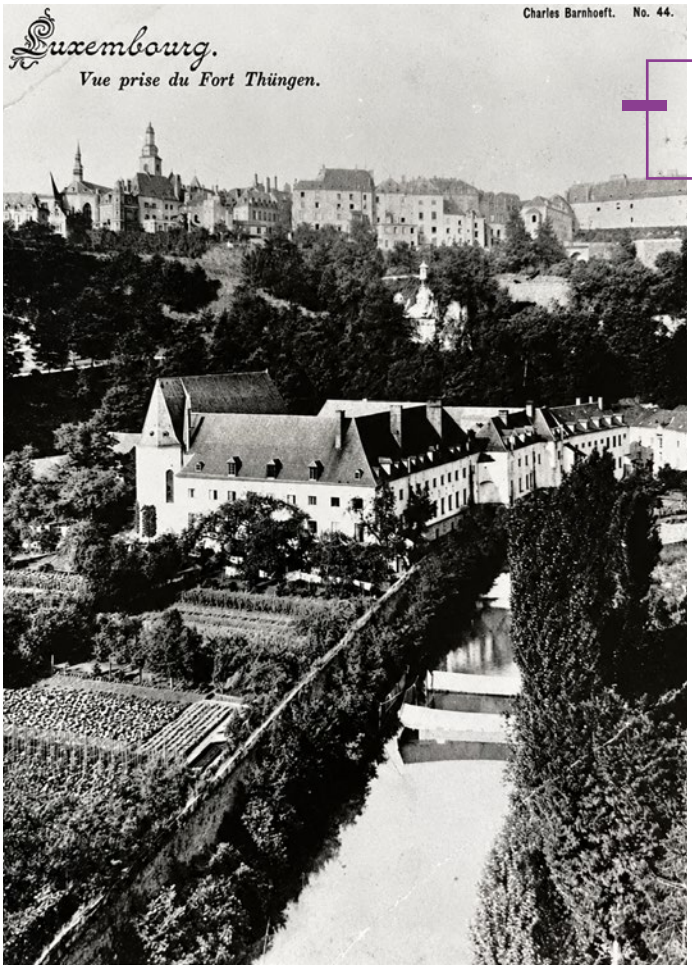


Photo: Charles Bernhoeft (1904) © Photothèque de la Ville de Luxembourg

Potagers et bâtiments de l'hospice civil en 1904.

Le monastère et ses bases vitales

Grâce à de nombreuses donations, dots, rentes, fondations de messes, droits de sépulture, le monastère des clarisses bénéficiait d'une situation matérielle plutôt confortable.[13] Les religieuses accordaient même des prêts d'argent. Les ressources vitales d'approvisionnement provenaient de l'exploitation de fermes et de rentes en nature sous forme de fourniture de denrées, de volaille, de viande... L'ancien couvent du Saint-Esprit, installé sur le plateau, disposait aussi d'un jardin qui fut partiellement réduit vers le milieu du 16e siècle pour des raisons militaires.

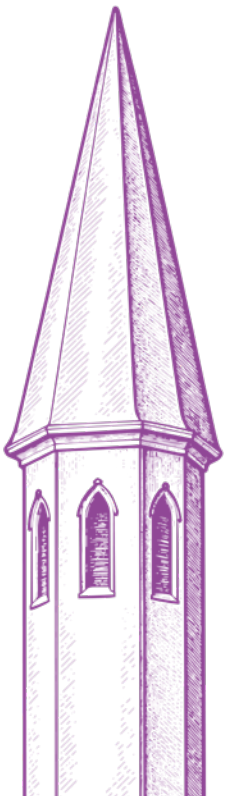
Au Pfaffenthal, les clarisses bénéficiaient d'un grand terrain sur lequel elles firent construire leur nouveau couvent.[14] Le plan établi en 1784 par le notaire Charles Ferdinand Vesque – au moment de la suppression de l'établissement – fournit d'intéressantes informations.[15] Le monastère se présente sous la forme d'un quadrilatère dédoublé avec deux cours intérieures. À l'entrée du domaine se trouve une basse-cour avec une écurie et une remise pour stocker le bois.

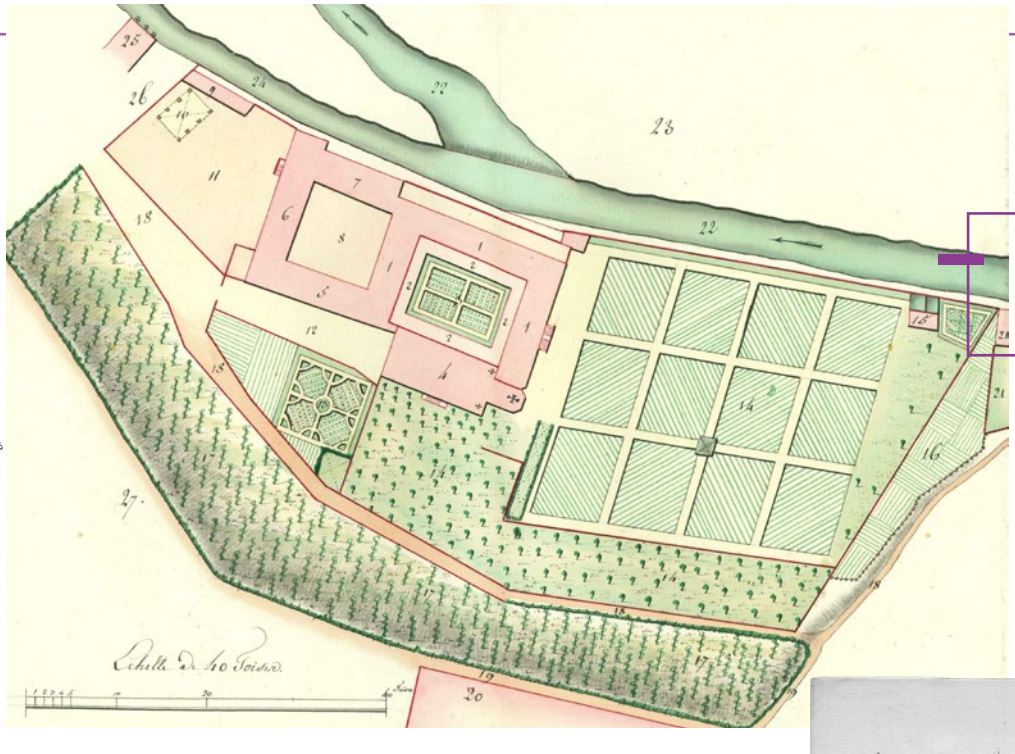
La fonction vitale des espaces cultivés aux alentours du monastère se reflète dans la reproduction minutieuse des différents types de jardins qui fournissent fruits et légumes comme base alimentaire ainsi que des herbes aromatiques et médicinales. Le potager entouré d'un mur contient 12 platebandes parmi lesquelles se trouve un puits. Aux alentours, on distingue un verger. Près de l'Alzette on note la présence d'un lavoir et à l'entrée du couvent le jardin du « père confessionnaire ».

Des surfaces importantes sont réservées à la culture du houblon servant à la préparation de la bière qui, à l'époque, était encore un ingrédient essentiel de l'alimentation. Mais le houblon était aussi apprécié pour ses propriétés pharmaceutiques. Il était utilisé dans le traitement de maladies en tant que sédatif et fébrifuge. Dans les caves du couvent étaient stockés du vin de la Moselle luxembourgeoise, de Sentzig et de Bar en Lorraine, de l'huile, de l'eau-de-vie de lie, de la bière (« bonne bierre » et « petite bierre »). Dans les greniers on conservait de l'avoine, du froment, du seigle, du métillon (mélange de seigle et de froment ou d'orge), des pois blancs et du houblon.[16]

L'empereur d'Autriche Joseph II poursuivit la politique radicale déjà entamée sous le règne de sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse visant à réformer l'église et à restreindre la puissance du clergé. Tous les ordres voués à la vie contemplative jugés inutiles furent supprimés. Seuls les monastères pratiquant la charité ou l'éducation pouvaient compter sur la grâce du souverain. Comme les clarisses refusèrent la proposition d'ouvrir une école publique gratuite, elles durent se résoudre à la suppression de leur couvent qui devint domaine de l'État. Par conséquent, les clarisses quittèrent définitivement leur couvent le 1er février 1784. Aujourd'hui, les bâtiments conventuels hébergent l'Hospice civil du Pfaffenthal.

Je remercie Michel Pauly et Catherine Cros pour leur soutien.

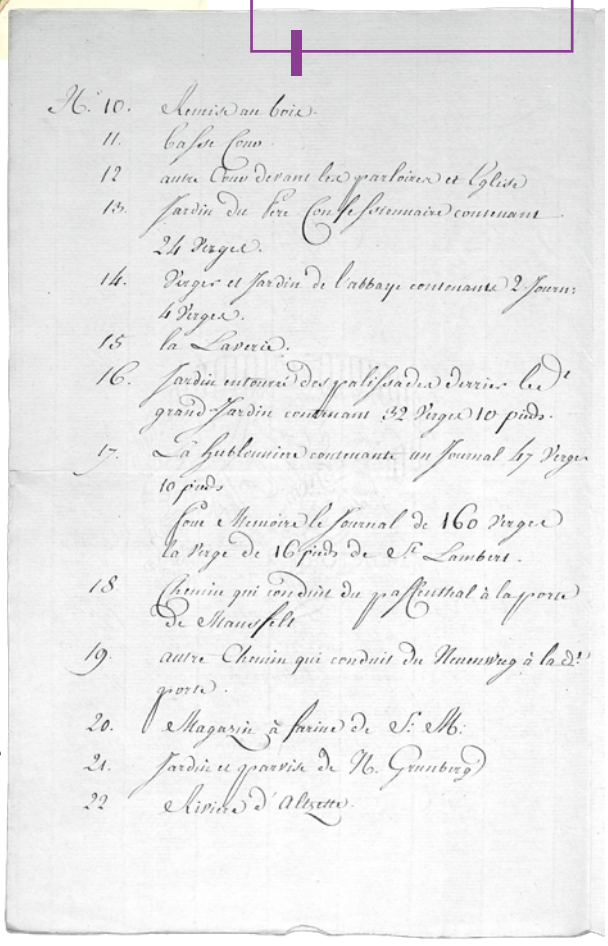




ANLux A-XXXV-424 © Archives nationales de Luxembourg.

Plan du couvent du Saint-Esprit avec les bâtiments, jardins, vergers et environs, 1684.

Extrait de la légende du plan



© Archives nationales de Luxembourg

Bibliographie

1 ANLux A-XXXV Couvent des clarisses urbanistes du Saint-Esprit à Luxembourg 1243/1795

2 Thill Gérard, Le couvent du Saint-Esprit, in : T'Hémecht-15 (1963), N° 2, p.169-219 ; Goerens Joseph, L'Hospice Civil de la Ville de Luxembourg, Éditions des Cahiers Luxembourgeois 1934 ; Nemeghaire Cécile, Naissance, vie et mort du couvent du Saint-Esprit : histoire d'une institution, in : Les demeures de la justice. Du Palais de justice à la Cité judiciaire, éd. Service information et presse du gouvernement luxembourgeois, Luxembourg 2009, p. 107-121 : Charles, Marie-Cécile, Tant à cause de l'antiquité qu'à cause de l'excellence de sa fondation Les origines des communautés régulières du Duché de Luxembourg : Histoire – Mémoire – Historiographie (7e au 18e siècles). Thèse de doctorat (non publiée) présentée le 25.0.9.2015 à la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education de l'Université du Luxembourg, p. 239-250 ; Lorang Antoinette, Du monastère à l'hospice civil. Architecture et vie quotidienne de l'ancien couvent des Clarisses au Pfaffenthal, in : De l'Hospice Saint-Jean à l'Hospice civil. 700 Jahre Hospitalgeschichte in der Stadt Luxemburg (éd. Michel Pauly), Luxemburg 2009. p. 58-83

3 Charles, op. cit., p. 240

4 Charles, op. cit., p. 239, annotation 1246

5 ANLux A-XXXV-428, Indulgences accordées par 14 archevêques et évêques, contenant un transfix du 8 août 1329 où Baudouin de Luxembourg, archevêque de Trèves, confirme ce privilège.

6 Concernant l'architecture du couvent et en particulier son église cf. Nemeghaire, op. cit., p. 107-121 ; ANLux P-363 plan du couvent du Saint-Esprit s.d.

7 Le bâtiment conventuel servait désormais à l'hébergement de soldats et subsistait jusqu'à la fin du 18e siècle quand il dut faire place à une nouvelle construction militaire.

8 Pour visiter les vestiges, s'adresser au LTCO (www.luxembourg-city.com)

9 Bis-Worch Christiane, Das Plateau du Saint-Esprit – zur wechselvollen Geschichte eines Klosters. Zu den Grabungsergebnissen, in : Les demeures de la justice. Du Palais de justice à la Cité judiciaire, éd. Service information et presse du gouvernement luxembourgeois, Luxembourg 2009, p.105-106 et 135-148 ; idem, Das verborgene Heilig-Geist-Kloster unter der Cité Judiciaire, in : Ons Stad, 126, p. 15-18

10 Goerens, op. cit., p. 4

11 ANLux A-XXXV-11 St. Esprit Luxembourg - Suppression du couvent – inventaire des biens, rentes, meubles 1782-1784.

12 Norbert Thill, Die Ecoles Privées Notre-Dame Ste Sophie der Kongregationsschwestern Unserer Lieben Frau auf Weimershof, cité par Kmec Sonja, La condition féminine aux Temps Modernes (1500-1800), in : Ons Stad no 77, 2004, p. 33

13 Nemeghaire, op. cit. p. 112. Un rapport établi en 1783 notifie un revenu de 5.648 florins, c.-à-d. un revenu par personne de 226 florins par an. Lascombes François, Chronik der Stadt Luxemburg 1684-1795, Luxemburg 1988, p. 400 et 403

14 Lorsqu'il était question de quitter le monastère du plateau, l'abbesse Magdelane de Herbemont se défendit vivement quant à la juste taxation des immeubles que les clarisses avaient occupés jusque-là. Finalement, elle obtint plus que le double de ce qui était toujours largement en dessous des coûts estimés pour la nouvelle construction. Thill G., op. cit., p. 177

15 ANLux A-XXXV-424 Vente d'immeubles 1782-89. Le plan est accompagné d'une légende « Plan de l'Abbaye du St. Esprit situé au Paffenthal fauxbourg de Luxembourg avec tous les bâtiments, jardins, vergers et ses environs. Clef d'indication [...] fait à Luxembourg le 6 avril 1684 » signé CF Vesque ; Concernant l'architecture du couvent voir : Lorang, op. cit., p. 58-83

16 ANLux A-XXXV-11 St. Esprit Luxembourg - Suppression du couvent – inventaire des biens, rentes, meubles 1782-1784

Antoinette Lorang

Historienne de l'art. Publications et conférences sur l'architecture, l'urbanisme, le logement social et la culture industrielle.

Texte : Tom Birden

Les Trésors des Archives

Des femmes hors du commun et leurs histoires

D'Ermesinde à Charlotte: des documents d'une riche diversité conservés aux Archives de la Ville de Luxembourg montrent l'impact que certaines souveraines avaient sur la société.



© Archives de la Ville de Luxembourg, LU I 30_282

Affranchissement de la Ville de Luxembourg par Ermesinde en 1244.

Ermesinde, comtesse de Luxembourg

En 1244, la comtesse Ermesinde accorde à la Ville de Luxembourg sa charte d'affranchissement. Loin d'être une fondation, cet acte officialise et élargit des accords oraux préexistants fixant entre autres l'organisation urbaine, les impôts, l'effort militaire et les droits territoriaux.

Née en 1186, cette fille d'Agnès de Gueldre et d'Henri l'Aveugle, comte de Namur et de Luxembourg passe une partie de son enfance à la prestigieuse cour champenoise auprès de la régente Marie de France, fille d'Aliénor d'Aquitaine. Veuve à deux reprises, elle associe son fils Henri au pouvoir, préservant habilement l'intégrité de son héritage.

Ermesinde privilégie la paix face aux conflits menés et durant son règne, l'administration se modernise et de nombreuses réformes internes sont introduites. Elle offre également sa protection comtale aux communautés religieuses, notamment dans les couvents de Marienthal, du Saint-Esprit et de Bonnevoie.

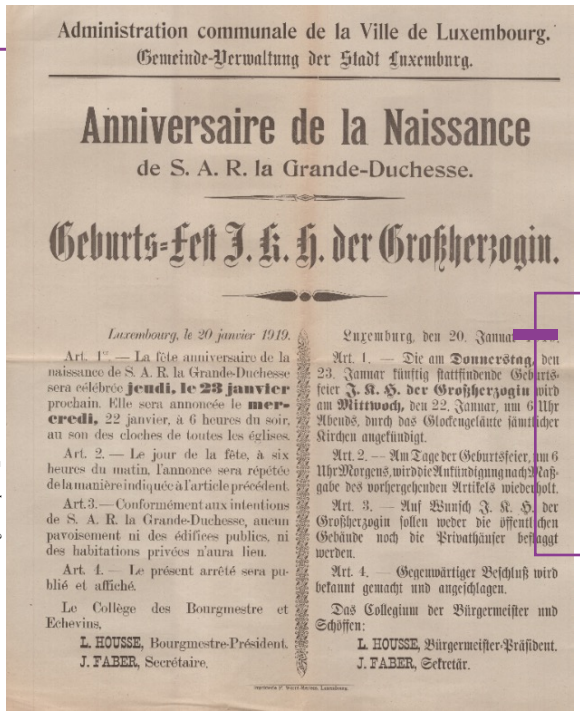
Marie de Bourgogne, duchesse de Luxembourg

À la mort de son père Charles le Téméraire lors de la bataille de Nancy, le 5 janvier 1477, Marie de Bourgogne hérite d'un vaste domaine convoité par de nombreux ennemis. Face à ces tensions, elle cherche à consolider l'appui de ses territoires.



© Archives de la Ville de Luxembourg, LU I 30_129

Confirmation par Marie de Bourgogne, en 1477, des privilèges accordés à la Ville de Luxembourg depuis 1244 et restitution de l'Hôtel de Ville.



Administration communale de la Ville de Luxembourg.
Gemeinde-Verwaltung der Stadt Luxemburg.

Anniversaire de la Naissance
de S. A. R. la Grande-Duchesse.

Geburts-Fest J. K. H. der Großherzogin.

Luxembourg, le 20 janvier 1919.

Art. 1er. — La fête anniversaire de la naissance de S. A. R. la Grande-Duchesse sera célébrée **jeudi, le 23 janvier** prochain. Elle sera annoncée le **mercredi,** 22 janvier, à 6 heures du soir, au son des cloches de toutes les églises.

Art. 2. — Le jour de la fête, à six heures du matin, l'annonce sera répétée de la manière indiquée à l'article précédent.

Art. 3. — Conformément aux intentions de S. A. R. la Grande-Duchesse, aucun pavoisement ni des édifices publics, ni des habitations privées n'aura lieu.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié et affiché.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

L. HOUSSE, Bourgmestre-Président.
J. FABER, Secrétaire.

Luxemburg, den 20. Januar 1919.

Art. 1. — Die am **Donnerstag,** den 23. Januar künftig stattfindende Geburtsfeier **J. K. H. der Großherzogin** wird am **Mittwoch,** den 22. Januar, um 6 Uhr Abends, durch das Glockengeläute sämtlicher Kirchen angekündigt.

Art. 2. — Am Tage der Geburtsfeier, um 6 Uhr Morgens, wird die Ankündigung nach Maßgabe des vorhergehenden Artikels wiederholt.

Art. 3. — Auf Wunsch J. K. H. der Großherzogin sollen weder die öffentlichen Gebäude noch die Privathäuser beflaggt werden.

Art. 4. — Gegenwärtiger Beschluß wird bekannt gemacht und angeschlagen.

Das Collegium der Bürgermeister und Schöffen:

L. HOUSSE, Bürgermeister-Präsident.
J. FABER, Sekretär.

© Archives de la Ville de Luxembourg, LU Imp IV/2_333

Annonce du programme autour de l'anniversaire de la Grande-Duchesse Charlotte en 1919

Le 8 février 1477, depuis Gand, Marie confirme les privilèges accordés à la Ville de Luxembourg depuis le règne d'Ermesinde et restitue une « maison scituée près de l'église Saint Nicolay, nommé le raethus [sic] », l'ancien Hôtel de Ville. Bâtiment confisqué autrefois par son grand-père Philippe le Bon.

Son union avec Maximilien d'Autriche quelques mois plus tard lui assure un soutien politique et militaire de premier plan. Le règne de la souveraine s'avère néanmoins d'une brièveté tragique : Marie de Bourgogne s'éteint prématurément en 1482, succombant aux séquelles d'une chute de cheval survenue au cours d'une partie de chasse.

Marie-Thérèse d'Autriche, duchesse de Luxembourg

Le 16 mai 1741, Marie-Thérèse d'Autriche autorise la Ville de Luxembourg à acquérir deux immeubles pour agrandir et moderniser son poids banal. Ce bâtiment, également appelé Balance, se trouvait à côté de l'Hôtel de Ville (actuel Palais grand-ducal) et était essentiel aux recettes de l'administration urbaine. Néanmoins, il se trouve en mauvais état et son accessibilité pour les voitures de marchandises est réduite. L'achat de la maison derrière le poids permet une entrée et une sortie, sans devoir tourner avec les voitures et la parcelle bordant l'église Saint-Nicolas permet d'étendre le bâtiment et de garantir un meilleur accès.

Cette décision survient au début du règne de la souveraine, après le décès de son père, l'empereur Charles VI, le 20 octobre 1740. Héritière des possessions patrimoniales des Habsbourg, régnant entre autres comme reine de Hongrie et de Bohème et duchesse de Luxembourg, Marie-Thérèse ne peut prétendre à la couronne impériale, réservée aux hommes. Elle deviendra impératrice consort en 1745 lors de l'élection de son époux, François-Étienne de Lorraine qui prendra le nom de François Ier.

Charlotte, Grande-Duchesse de Luxembourg

Le 20 janvier 1919, la Ville de Luxembourg prépare l'anniversaire de sa souveraine dans un climat de tension inédit. Contrairement aux habitudes festives instaurées au XIXe siècle et maintenues jusqu'en 1916, avec des cortèges ou des concerts, l'heure est à la sobriété. « Conformément aux intentions de S.A.R. la Grande-Duchesse », ni édifices publics ni habitations privées ne seront pavoisés. Seules les cloches d'églises annonceront l'anniversaire la veille à 18 heures et le jour même à 6 heures du matin.

Cette retenue s'explique par une crise politique majeure. Le 13 janvier 1919, la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde avait abdiqué, après crises, bouleversements et défiances internationales, cédant le trône à sa sœur Charlotte le lendemain. Publiée six jours seulement après cet avènement, l'affiche annonçant l'anniversaire de la nouvelle souveraine s'inscrit dans un contexte de forte défiance.

Pourtant, Charlotte saura surmonter ces bouleversements et bien d'autres, un référendum en septembre 1919 confirmera ensuite l'attachement de la population à sa personne, lui permettant de se maintenir au pouvoir et de régner pendant plus de 45 ans.





© Archives de la Ville de Luxembourg LU 130_148 / Photo : Vic Fischbach

Autorisation accordée par Marie-Thérèse d'Autriche à la Ville de Luxembourg d'acquérir deux immeubles en 1741.

Tom Birden

Après ses études en histoire et en archivistique à Bruxelles, Tom Birden rejoint les Archives de la Ville de Luxembourg en tant qu'archiviste en 2018 et en devient le responsable en 2024.

Texte : Robert L. Philippart

Amélie, la princesse qui défia le protocole

Cent cinquante ans après son inauguration, le monument « Amalia am Park » continue d'interroger. Certains s'étonnent que la princesse y soit désignée sous le nom de « Princesse Henri » plutôt que par son prénom, tandis que d'autres y voient avant tout un élément de mise en scène du parc. Premier monument luxembourgeois consacré à une femme, il évoque finalement bien davantage les contraintes du protocole et de l'urbanisme que la personnalité et l'engagement philanthropique d'Amélie.



Le monument en honneur de la princesse Amélie, dite « Princesse Henri »

© Rolph



La capitale et ses architectes, Luxembourg 1986 © Gilbert Pierre

Extrait du plan d'Edouard André daté mai 1871

Née au cœur d'une Europe agitée

La princesse Amalia Maria da Gloria Augusta de Saxe-Weimar-Eisenach, appelée Amélie, naît le 20 mai 1830 à Wondelgem, près de Gand. Huitième enfant du duc Bernhard de Saxe-Weimar-Eisenach et de la princesse Ida de Saxe-Meiningen, elle appartient à une famille étroitement liée à la maison d'Orange-Nassau. Son père, général au service des Pays-Bas, exerce de nombreuses fonctions militaires qui conduisent la famille à séjourner dans différentes villes d'Europe.

En 1831, lors de la nomination du duc comme gouverneur général du Grand-Duché de Luxembourg, la famille réside quelque temps à La Haye avant de s'installer à Breda. L'éducation de la jeune princesse est principalement assurée par sa mère, son père étant fréquemment absent. Son enfance est marquée par la mort prématurée de son frère aîné Guillaume en 1839, premier grand deuil qui frappe la famille.

Les Saxe-Weimar s'établissent ensuite à Mannheim, où le duc fréquente le cercle intellectuel et artistique réuni autour de la grande-duchesse Stéphanie de Bade. Amélie y reçoit une éducation soignée, fondée sur les langues, les arts, la littérature et l'histoire, qui lui donne une solide culture. La famille séjourne également à Madère, dans la villa Quinta das Angústias près de Funchal. C'est là qu'elle rencontre le prince Henri d'Orange-Nassau, une rencontre appelée à changer le cours de sa vie.

Les années 1849 à 1852 sont particulièrement éprouvantes. Le duc Bernhard est envoyé commander une expédition militaire aux Indes néerlandaises, tandis que les troubles révolutionnaires qui secouent le grand-duché de Bade contraignent la famille à quitter Mannheim pour se réfugier successivement à Weimar puis à Liebenstein. En 1852, respectivement en 1862, Amélie perd sa mère puis son père, disparitions qui l'affectent profondément.

Peu après le retour de son père, le prince Henri demande sa main. Fils du roi Guillaume II des Pays-Bas et de la grande-duchesse Anna Pavlovna de Russie, Henri est amiral de la flotte néerlandaise et lieutenant-représentant du roi au Luxembourg depuis 1850. Le mariage est célébré le 19 mai 1853 dans la chapelle du château de Weimar en présence de nombreuses personnalités européennes, parmi lesquelles le prince et la princesse Guillaume de Prusse, le futur empereur Guillaume Ier et la future impératrice Augusta. Cette union renforce encore les liens déjà anciens entre les maisons de Saxe-Weimar et d'Orange-Nassau.

La princesse du peuple

Le 14 août 1853, le couple princier fait son entrée officielle au Luxembourg. L'accueil réservé à Henri et à Amélie est particulièrement chaleureux et marque le début d'une relation de confiance avec la population luxembourgeoise.

Durant tout son séjour au Grand-Duché, la princesse se distingue par une activité philanthropique exceptionnelle. Elle vient discrètement en aide aux familles éprouvées par la pauvreté ou la maladie, finance les études de jeunes gens prometteurs dépourvus de ressources et soutient de nombreuses œuvres charitables. Chaque année, plus de 40 000 francs de sa fortune personnelle sont consacrés à ces actions. À Walferdange, où le couple réside régulièrement au château, elle organise chaque Noël une distribution de cadeaux destinée aux enfants de la commune. Sa générosité, exercée avec simplicité et discrétion, lui vaut une profonde estime de la population.

Amélie s'intéresse également au développement culturel, éducatif et économique du pays. Elle encourage les écoles, les associations musicales et chorales ainsi que les établissements de formation pour jeunes filles. Elle manifeste son intérêt pour les concours agricoles et visite, avec le prince Henri, les principales usines et manufactures du Grand-Duché, témoignant de son attention aux transformations économiques du pays. Elle apporte aussi son soutien à la restauration de plusieurs monuments historiques, notamment la





Le Luxembourg dans les gravures du 19e siècle Luxembourg 1988 p137 © Ewen François

Inauguration du monument de la Princesse Henri

basilique d'Echternach, la chapelle du château de Vianden et le château de Berg. Bien que protestante, elle entretient d'excellentes relations avec le clergé catholique, qu'elle associe volontiers à ses initiatives de bienfaisance.

La guerre franco-allemande (1870-1871) met le Luxembourg dans une situation délicate. À la suite d'incidents survenus à l'insu des autorités luxembourgeoises, le chancelier Otto von Bismarck remet en cause la neutralité du Grand-Duché, garantie depuis le traité de Londres de 1867. Cette menace provoque un vaste mouvement patriotique. Des manifestations sont organisées dans les rues de la capitale, une adresse solennelle est remise au prince Henri et près de 44 000 signatures sont réunies sur une population d'environ 200 000 habitants afin de défendre l'indépendance nationale. Face à cette mobilisation populaire, le prince Henri sollicite l'appui de son parent, le tsar Alexandre II de Russie, mais une intervention personnelle d'Amélie n'a pas été prouvée et d'ailleurs jamais évoquée dans l'argumentaire pour l'érection du monument.

La princesse Amélie meurt au château de Walferdange en 1872 des suites d'une pneumonie. Son décès suscite une vive émotion dans tout le Grand-Duché. Ses funérailles rassemblent les autorités luxembourgeoises et elle est inhumée dans la crypte royale de Delft.

Très rapidement, naît l'idée de lui rendre hommage par une souscription nationale destinée soit à financer une institution philanthropique, soit à ériger un monument. Cette initiative se révèle cependant délicate sur le plan diplomatique. Amélie n'est pas une souveraine régnante et n'est que l'épouse du prince Henri. Lui consacrer un monument public avant d'avoir élevé une statue à un souverain ou au prince-lieutenant régnant risque de froisser la cour des Pays-Bas, d'autant que la Porte Henri, portant le nom du prince et construite en 1859, a disparu lors du démantèlement de la forteresse en 1869 et qu'un projet de monument au roi Guillaume II est également à l'étude.

L'hommage qui embarrassa

Le 15 mai 1872, plusieurs personnalités luxembourgeoises, parmi lesquelles Dominique-Antoine Pescatore, Tony Dutreux, Nicolas Martha, Charles Simonis et Mathieu Mullendoff, lancent dans la presse un appel aux dons. Officiellement, le gouvernement ne participe pas à cette initiative et s'efforce de conserver une stricte neutralité. Les audiences accordées par le prince Henri aux membres du gouvernement et au collège échevinal ne font d'ailleurs pas mention du projet.

La collecte progresse lentement. L'idée de créer une institution philanthropique est finalement abandonnée au profit de l'érection d'un monument. L'emplacement retenu est situé à l'entrée du parc municipal, conformément aux propositions formulées dès 1871 par le paysagiste Édouard André dans le cadre de l'aménagement de la promenade publique, d'abord comme tente-abri ensuite comme monument. Tony Dutreux voit dans ce projet l'occasion de concrétiser cette composition urbaine, où la verticalité de la statue devait former l'axe en perspective de l'avenue Amélie.

L'État renonce au financement direct du déficit de la souscription afin d'éviter toute tension diplomatique. Emmanuel Servais, devenu bourgmestre de la capitale après avoir quitté le gouvernement en 1874, se montre lui aussi réservé. Finalement, la Ville de Luxembourg prend le projet à sa charge. Elle accepte de recevoir les propositions, vote les 6 000 francs manquants afin de compléter le budget, porte ainsi sa contribution totale à 40 000 francs et assume l'érection ainsi que l'entretien du monument.



© Public domain, via Wikimedia Commons

Amélie de Saxe-Weimar-Eisenach, épouse du prince Henri d'Orange-Nassau, gouverneur du Luxembourg

Solution d'urbanisme ou hommage?

Le concours lancé le 21 octobre 1872 attire cinquante-quatre propositions provenant de sculpteurs luxembourgeois et étrangers. Quatorze présentent un projet complet et six sont retenus, sans qu'un premier prix ne soit officiellement attribué. Le comité souhaite éviter toute glorification excessive de la princesse. Alors que plusieurs artistes proposent des monuments comparables à ceux élevés aux grands hommes d'État ou aux souverains, on préfère une œuvre plus sobre. Amélie y est désignée comme « Princesse Henri », afin de respecter les usages protocolaires et de ne pas lui attribuer un rang réservé au lieutenant-représentant. Le monument ne cherche pas à exalter un épisode particulier de sa vie et honore exclusivement le souvenir de son action bienfaisante.

La réalisation est confiée à l'ingénieur-architecte Oscar Bélanger, à Tony Dutreux et au sculpteur messin Charles Pêtre. Bélanger et Dutreux avaient été associés à l'élaboration des plans d'Édouard André. Inspirée de ses principaux paysages, la composition accorde une place essentielle à la perspective. Dressée sur une élévation et adossée à un fond de massifs, la statue placée sur un socle constitue le point focal de l'entrée principale du parc municipal. Visible à partir de l'angle formé par les rues des Bains et Aldringen, elle s'intègre harmonieusement à l'ensemble du nouvel aménagement urbain.

Lors de l'inauguration du monument, le 30 octobre 1876, Emmanuel Servais souligne lui-même avoir volontairement évité toute emphase dans son discours afin de ne pas heurter les sensibilités de la cour néerlandaise.

Malgré ces précautions, le monument consacré à la princesse Amélie témoigne durablement de la reconnaissance qu'une large partie de la population luxembourgeoise portait à celle qui, par sa générosité, son intérêt pour le développement du pays et sa proximité avec les habitants, avait profondément marqué les premières décennies de l'histoire du Grand-Duché indépendant.

Bibliographie

ANLUX, H Forteresse de Luxembourg, n° 372.

A.V.L., C391-393, LU IVI 11D-45, LU IV/1.

ANDRÉ, Édouard, L'Art des jardins : traité général de la composition des parcs et jardins, Paris, 1879, t. 2.

ARENDT, Charles, Projet d'un monument commémoratif à ériger à la mémoire de feu Madame la Princesse Henri des Pays-Bas, Luxembourg, s.d.

« Aus der Geschichte des Stadtparks », Ons Stad, n° 2, Luxembourg, 1979.

BECK, Fanny, « Princesse Amélie », Ons Stad, n° 58, Luxembourg, 1998, p. 17.

BIERMANN, J.-P., Führer durch Luxemburg, Luxembourg, 1894.

BLASEN, Léon, « Das Amalien-Denkmal im Park », Télécran, n° 7, Luxembourg, 1985.

FRIEDRICH, Evy, « Zur Geschichte des Amaliendenkmals », Tageblatt, n° 161,Esch-sur-Alzette, 1979.

Geschichtliche Erinnerungen um ein fürstliches Frauendenkmal, Lëtzebuerger Journal, 31 août 1951.

KNAFF, Arthur, Prinzessin Amalia Maria da Gloria Augusta der Niederlande, geborene Prinzessin von Sachsen-Weimar-Eisenach. Biographische Skizze, Luxembourg, 1876.

LUJA, Henri, Monographie du parc public de la ville de Luxembourg, in Bulletin de la société des naturalistes luxembourgeois , Luxembourg, 1950.

Luxemburger Zeitung, n°138 & 297, Luxembourg, 1872.

MARGUE, Paul, Parkanlagen in Luxemburg, Luxembourg, s.d.

MERSCH, Jules, « Les Pescatore », dans Biographie nationale du pays de Luxembourg, t. 2, Luxembourg, 1969.

PHILIPPART, Robert L., « Luxemburgs erstes Denkmal galt einer Frau : Amalia im Stadtpark », Die Warte, n° 13/1959, Luxembourg, 2001, p. 4.

IDEM, De la couronne fortifiée à la couronne verte : sur le paysage historique urbain de Luxembourg, dans Vu Gäert a Bicher, Luxembourg, 2023.

IDEM, « L'ancien domaine de la Fondation J.-P. Pescatore », dans Pescatore : Jean-Pierre Pescatore: sa vie, son œuvre, ses orchidées, Luxembourg, 2025.

IDEM., Luxembourg, de l'historicisme au modernisme, de la ville fortifiée à la capitale nationale, Luxembourg – Louvain-la-Neuve, 2006.

SCHOELLEN, Marc, Edouard André, architecte paysagiste, 1840-1911, in Ons Stad, N°58, Luxembourg, 1998.

IDEM, Le parc et les promenades de la ville de Luxembourg, in Ons Stad, N° 58, Luxembourg, 1998.

TRAUSCH, Gilbert, Le Luxembourg, émergence d'un Etat et d'une nation, Anvers-Esch-sur-Alzette, 2007.

WEITZ, Paul, Hendrik und Amalia. Lebensgeschichte des Prinzen und der Prinzessin Heinrich der Niederlande, Luxembourg, t. 2, 1979.

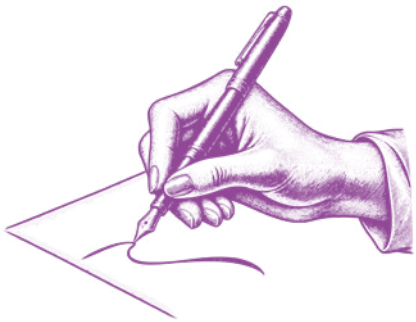
Robert L. Philippart

est docteur en histoire ; UNESCO Site Manager hon. au ministère de la Culture

Texte : Simone Beck

Un lycée pour jeunes filles ?

(Hilarité presque générale…)



Au début du XXe siècle, les jeunes filles luxembourgeoises ne peuvent pas fréquenter un lycée, puisqu'aucun établissement secondaire ne leur est destiné. Les écoles primaires supérieures, publiques ou privées, leur sont ouvertes, mais leur enseignement reste largement orienté vers leur futur rôle d'épouses et de mères. Il ne répond plus aux transformations d'une société marquée par l'industrialisation et par l'entrée croissante des femmes sur le marché du travail. Les débats autour de la création de lycées pour jeunes filles révèlent les clivages entre enseignement religieux et laïc, mais aussi entre conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates.

L'ouverture de l'enseignement secondaire aux filles repose sur une initiative de la société civile. Dès 1906, des personnalités issues de la bourgeoisie, ainsi que des partis libéraux et sociaux-démocrates, s'engagent pour améliorer la formation des femmes. L'*Association pour l'intérêt de la femme/Verein für die Interessen der Frau (AIF)*[1], fondée le 14 janvier 1906 et présidée par Aline Mayrisch-de Saint-Hubert, joue un rôle déterminant. Elle défend un enseignement intellectuel de qualité, comparable à celui des garçons, et organise des cours de littérature, d'histoire de l'art ou de comptabilité, ainsi que des conférences publiques destinées à combler les lacunes



Batty Weber, Annette Kolb, Emma Weber-Brugmann et Aline Mayrisch

© Fonds Aline Mayrisch, CNL L-037; III6.1.-103



© Bern. Kutter / Centre national de littérature

Emma Weber-Brugmann

de l'offre existante. « *Ergänzt wurden (die Lehrkurse) später durch hochstehende Freunde des Hauses Mayrisch: so kamen Jacques Copeau, Schlumberger, Annette Kolb, Louise Dumont, Richard und Ida Demel und sprachen, von dem gebrechlichen Pult des alten Athenäumssaales herab zu einem dichtgedrängten Publikum.*[2] » En novembre 1906, une conférence de Jean-Marie de Lanessan, organisée par l'AIF à Luxembourg, suscite de vives critiques. Ancien ministre français, médecin et partisan d'une réforme de l'instruction des femmes, il plaide pour un enseignement laïc de qualité. Les milieux cléricaux, alors très influents dans l'éducation féminine par l'intermédiaire des ordres religieux, accusent l'AIF de conduire la jeunesse vers l'incroyance (« *dass man direkt auf den Unglauben zusteuert*[3] ») et dénoncent l'avancée de l'école laïque (« *die weltliche Schule überflutet uns und befeindet uns systematisch* ») .

Pour mesurer l'importance et le succès *in fine* de l'AIF, il faut rappeler les possibilités d'études alors offertes aux filles. La loi Kirpach de 1881 rend un enseignement primaire de six ans obligatoire pour les garçons et pour les filles, sans encore le rendre gratuit. Les garçons peuvent ensuite poursuivre des études secondaires classiques à l'Athénée ou dans les lycées d'Esch, d'Echternach et de Diekirch, puis accéder aux Cours supérieurs. L'industrialisation favorise en outre la création d'écoles postprimaires orientées vers l'industrie, le commerce, l'agriculture ou les métiers manuels, comme l'*Industrieschoul* installée au Limpertsberg en 1908, l'*Akerbauschoul* fondée en 1883 ou encore l'École artisanale de 1896, le futur Lycée des Arts et Métiers.

Les filles disposent de choix beaucoup plus restreints. Après l'école primaire, elles fréquentent surtout des écoles primaires supérieures publiques ou privées *(Oberprimärschulen)* où l'on enseigne la religion, les langues, le calcul, l'histoire, la géographie, le chant et les travaux à l'aiguille. Dans les localités importantes, des cours du soir et des écoles d'adultes complètent cette offre. Les ordres religieux ouvrent aussi des écoles ménagères, souvent liées à l'agriculture. Une carrière intéressante est celle d'institutrice, accessible par l'École normale, mais soumise à des conditions strictes de formation, de moralité et de célibat.

En 1907 le ministre d'État Paul Eyschen informe la Chambre que le Bureau des Statistiques a dû recruter 42 jeunes femmes pour dépouiller le recensement professionnel et industriel du mois de mai, les jeunes gens contactés ayant trouvé la rémunération insuffisante alors que les pensionnaires sollicités estimaient le travail « trop ennuyeux[4] ». Le recours à une main-d'œuvre féminine moins coûteuse inquiète les milieux conservateurs, qui redoutent une concurrence pour les hommes. Le député social-démocrate Michel Welter y voit surtout la preuve de l'insuffisance de l'enseignement féminin : une formation centrée sur le catéchisme et les travaux domestiques ne permet pas aux jeunes filles de gagner leur vie[5].

Dans ce contexte, l'AIF, autour d'Aline Mayrisch-de Saint-Hubert, d'Emma Weber-Brugmann et de Marie-Pauline Müller-Brück, soutenues par des personnalités politiques comme Victor Thorn, le président du Conseil d'État, le député libéral Xavier Brasseur ou Antoine Hirsch, le directeur de l'École artisanale, milite pour une formation laïque et intellectuelle permettant aux jeunes filles d'accéder à des études secondaires, voire supérieures. En 1909, l'AIF fonde avec le *Volksbildungsverein* et des personnalités libérales et sociales-démocrates l'*Association pour la création d'un Lycée de jeunes filles à Luxembourg*, présidée par l'historien Nicolas van Werveke. Le 16 août

1909, le directeur général des Finances Mathias Mongenast accepte le projet, à condition que l'association assume pendant trois ans la responsabilité financière et juridique de l'établissement et prouve sa viabilité. Le nouveau lycée doit en outre prouver que « *die viel zarteren jungen Mädchen dasselbe Pensum wie die stärkeren Knaben bewältigen könnten*[6] . »

En octobre 1909, le lycée ouvre dans des salles peu chauffées de l'école primaire du Limpertsberg, mises à disposition par la Ville de Luxembourg. Il accueille 31 élèves, dont 8 en section latine et 23 en langues modernes. Sans base légale, il est financé par Aline Mayrisch. Le corps enseignant réunit des personnalités renommées dont les œuvres figurent encore dans de nombreuses bibliothèques de nos jours : Nicolas van Werveke dirige l'établissement et enseigne l'histoire ; Henri Ahnen, Nikolaus Welter, Jos Tockert, Pierre Weinachter et André Thyes assurent d'autres cours. Anne Beffort joue un rôle central, enseignant plusieurs matières et accompagnant les élèves afin de préserver la réputation du nouveau lycée. *« En plus des nombreux cours dont elle avait été chargée, Madame Beffort devait, en qualité de régente, accompagner les lycéennes qui, soit pour se rendre en classe soit pour rentrer chez elles, faisaient usage du tramway électrique, et cela d'après la volonté expresse du directeur qui, on le voit, faisait tout son possible pour sauvegarder la bonne réputation du nouveau lycée*[7] *»*. Les autres enseignantes étaient Marie Speyer, qui, après son doctorat, avait dirigé un lycée cantonal pour jeunes filles à Fribourg (voir page 54). Irma Thiltges assure les cours de travaux manuels, tandis que sa sœur Alice est chargée des cours de gymnastique.

Le succès du nouveau lycée et les demandes croissantes émanant de la société pour lui donner les bases légales – aussi afin de pouvoir créer un deuxième établissement analogue à Esch - convainquent finalement le gouvernement d'entamer cette réforme importante. Les réactions hostiles ne tardent pas. Les directeurs des lycées existants sont consultés et plusieurs invoquent des arguments économiques, sociaux ou locaux pour s'opposer au projet. Martin d'Huart, le directeur du gymnase d'Echternach, estime qu'un tel établissement profiterait surtout à Luxembourg, tandis que le reste du pays en supporterait les coûts. Gustave Zahn, le directeur de l'Athénée, craint qu'une instruction plus poussée ne détourne les jeunes femmes de leur « vraie vocation », le mariage « avec les devoirs qu'il impose à l'épouse et à la mère de famille », une position que – selon Zahn – les femmes luxembourgeoises partagent avec « le solide bon sens qui est l'apanage de notre race[8] (sic !) »

Les enseignants des gymnases se montrent cependant plus ouverts et se prononcent majoritairement en faveur du projet. Ils sont rejoints par les députés libéraux et sociaux-démocrates, pour qui un enseignement public ne doit pas distinguer les élèves selon leur genre.

Dans son exposé des motifs, le directeur général des Finances Mathias Mongenast présente un projet qui maintiendra *grosso modo* jusqu'en 1968 un cursus féminin différent de celui des garçons. Il prévoit un Collège de jeunes filles composé d'une division inférieure de trois ans, puis d'une division supérieure accessible après examen, avec une section latine, une section moderne et une section professionnelle.

Les débats à la Chambre des Députés, au printemps 1911, sont houleux et illustrent le fossé idéologique entre la droite et les milieux libéraux. Le président de la Chambre, Auguste Laval, défenseur d'une ouverture de l'enseignement aux filles, parvient toutefois à calmer les échanges. Le 17 juin 1911, la loi créant deux lycées pour jeunes filles, l'un à Luxembourg et l'autre à Esch, est votée à l'unanimité des députés présents.

En octobre 1911, 92 élèves du nouveau lycée sont réparties dans trois classes et sont accueillies rue de la Congrégation. Un emplacement dangereux, car très (trop?) près de la Grand-Rue interdite aux élèves et de l'Athénée... Anne Beffort se souvient : *« Un jour, M. Ahnen* (le directeur du Lycée de jeunes filles) *pria le directeur de l'Athénée de régler les sorties de classe de telle façon qu'il n'y eût plus de rencontre de ses élèves avec les nôtres. Et M. Manternach de répondre : 'Allons, Henri, enferme tes poulettes, je laisserai courir mes coqs'*[9]*. »*

Les soucis concernant les dangers encourus par les « poulettes » en pleine ville deviennent caducs avec la construction d'un bâtiment au Limpertsberg « *zwischen Alt- und Neustadt, im vornehmen Viertel des alten Glacis, (...), in sonniger, gesunder*



© wikimedia.org

De quelques salles de l'école primaire du Limpertsberg à un bâtiment prestigieux: du Lycée de Jeunes Filles au Lycée Robert Schuman.

und staubfreier Lage » comme le vante dans un style d'agence immobilière une brochure d'information pour les parents. Le bâtiment – auquel le Collège échevinal de Luxembourg sous le bourgmestre Léandre Lacroix avait donné son accord en 1917, donc en pleine guerre – est achevé en 1926 et accueille 250 élèves. Nombre de nos lectrices et, à partir de 1968, aussi lecteurs ont fréquenté ce bel établissement dont les plans avaient été dessinés par l'architecte de la Ville Petit.

Qu'il soit permis de donner le mot de la fin à Rosemarie Kieffer – dont l'auteure de ces lignes partage les regrets : « Notre lycée en grande partie doit son existence à Aline Mayrisch-de Saint-Hubert, et je pense qu'il devrait porter son nom. Oui, malgré l'estime et la sympathie que m'inspire Robert Schuman, j'affirme que l'on aurait dû donner à cette école le nom de *Lycée Aline Mayrisch* (...). Les jeunes gens qui en sont les élèves n'auraient pas eu besoin d'avoir honte de vivre sous le patronage d'une telle femme. » [10]

1 Aline Mayrisch plaide pour une dénomination dans les deux langues. Dans la suite de ce texte, il sera référé à *L'Association pour les intérêts de la femme/Verein für die Interessen der Frau* par l'abbréviation AIF. Voir : Germaine Goetzinger, Aline Mayrisch-de Saint-Hubert und der „Verein für die Interessen der Frau", in: Galerie 5 (1987, N°2, S. 169-178

2 Emma Weber-Brugmann, Die Gründung des Mädchen-Lyzeums – Ein Erinnerungsblatt, in: Colpach, hrsg. Les Amis de Colpach, Luxembourg 1978, p. 203 (Ces cours ont ensuite été complétés par des amis éminents de la maison Mayrisch : c'est ainsi que Jacques Copeau, Schlumberger, Annette Kolb, Louise Dumont, Richard et Ida Demel sont venus s'exprimer depuis le pupitre branlant de l'ancienne salle de l'Athénée devant un public massé en rangs serrés.)

3 Luxemburger Wort, 13.11.1906

4 Compte rendu de la Chambre des Députés, séance du 18 décembre 1907 p. 335

5 Compte rendu de la Chambre des Députés, séance du 18 décembre 1907 p. 338

6 Emma Weber-Brugmann, o.c. Colpach, p. 203 et 204

7 Les Cahiers luxembourgeois 1950, XXIIe année, N°1 p. 36

8 Compte rendu de la Chambre des Députés, 07.12.1909

https://wdocs-pub.chd.lu/docs/archive/28/11/80079377.pdf, p.502

9 Anne Beffort, Le Lycée de jeunes filles de Luxembourg, 1909-1911, dans : Cinquantième anniversaire de la fondation du Lycée de jeunes filles, Luxembourg 1959, p. 48

10 Rosemarie Kieffer, Aline Mayrisch-de Saint-Hubert, Je suis de nulle part et de partout, dans : 80 ans – Lycée de jeunes filles – Lycée Robert Schuman 1909-1989, p.60



Simone Beck

est présidente de la Commission luxembourgeoise pour l'UNESCO et coordinatrice de « ons stad ».

Texte : Claude Wolf

Femmes de tête et de plume

Trop prenant, trop entier, trop envahissant, pas compatible avec une vie d'épouse et de mère. Le journalisme a longtemps été considéré comme masculin. Il aura fallu attendre le début du 20e siècle pour voir apparaître les premières plumes féminines au Luxembourg. Elles ont très vite su s'imposer.

Catherine Schleimer-Kill (1884-1973)

Deux pionnières, Catherine Schleimer-Kill et Emma Weber-Brugmann, ont marqué le journalisme féminin dès les années vingt du siècle dernier. Toutes deux avaient une formation d'institutrice avant de fonder chacune un journal destiné aux femmes.

Active dans le milieu catholique, Catherine Schleimer-Kill avait été candidate aux premières élections générales en 1919 qu'elle rata de peu. Nullement découragée, elle tourna le dos à la droite traditionnelle pour fonder *Action Féminine*, un mouvement réservé aux femmes et soutenu, à partir de 1927, par un magazine du même nom. Le mensuel militait pour les droits des femmes, traitait de questions de santé et de formation et se soulevait contre les abus de l'alcool et la violence faite aux femmes. Il était financé par la publicité, mais souffrait de ne pas être soutenu par un parti politique.

Action Féminine arrête sa parution le 8 janvier 1940, jugeant que l'atmosphère politique était devenue trop oppressante. Retirée de la vie publique, Catherine Schleimer-Kill décède le 18 novembre 1973 à Esch-sur-Alzette.


L'ACTION FÉMININE

Zusammen-Arbeit

Gerechtigkeit

Frieden

Pflichten

Rechte

Monatsschrift für die Interessen der Frau

№ 1 | Schriftleitung: Mme Schleimer-Kill, Esch-Alz. - Telephon 611 | Abonnement 12.50 Fr. — Einzelnummer 1.50 Fr. | 15. Oktober 1927

Willst du viele befreien,
So wage es vielen zu dienen.
(Goethe)

Geleitwort.

Frauenzeitschrift sein, unabhängig von irgendwelcher politischen Parteirichtung, unter der Leitung von Frauen stehend. Und wenn es wahr ist, daß das Wort, das aus dem Herzen kommt, den Weg zum Herzen findet, so zweifeln wir nicht daran, daß es ein allseitiges Echo in den Herzen der Frauen wecken wird. Aller Frauen,

Couverture de *L'action féminine*, 15 octobre 1927

Source: eluxemburgensia

Katrin C. Martin dessinée par Josy Greisen



Auteur : Josy Greisen © Centre national de littérature

Katrin C. Martin (1901-1983)

Elle aura donc eu le temps de voir les débuts de Catherine Martin, une autre pionnière du journalisme luxembourgeois. Née le 26 juillet 1901 à Pétange, elle fréquente l'école normale d'institutrices à Luxembourg avant d'entamer des études de journalisme à Paris. Elle s'y marie en 1927 avec Ernesto Luigi Comparini et entame une carrière de chroniqueuse mondaine, qui la mènera de Paris à Florence et à Monte-Carlo. Elle y fréquente des écrivains célèbres comme Pierre Loti, Anatole France ou Gabriele d'Annunzio. Dans les années trente, celle qui se nomme dorénavant Kate Comparini-Martin bourlingue à travers le monde, principalement en Amérique du Sud. À la fin des années trente, elle rentre à Luxembourg. On la retrouve dans les rédactions de la *Luxemburger Zeitung* et du *Tageblatt*, y compris pendant la guerre. Blanchie de toute suspicion de collaboration, elle poursuit sa carrière sous les noms d'Ariane, puis de Katrin C. Martin. Elle devient en 1948 la première femme rédactrice en chef de la *Revue*. Élancée, elle aime les robes virevoltantes et les chapeaux spectaculaires. Elle arrive en retard à tous les grands évènements, pour être sûre d'être vue. Mais ces éclats cachent un réel savoir-faire. Par un marketing très professionnel, celle que l'on appelle *Madame Revue* fait du journal citadin lancé par Emile Probst en 1945, un magazine de portée nationale.

Elle lui tourne le dos en décembre 1951 pour prendre en mains l'édition régionale du quotidien belge *La Meuse*. En 1955, elle quitte le Luxembourg après une affaire de dettes de jeu pour aller vivre à Florence. Elle continue de travailler pour la *Revue* sous le pseudonyme de D Dino. Elle s'éteint le 30 décembre 1983 à Florence.



Emma Weber-Brugmann (1877-1964)

Militante féministe née à Wiesbaden, Emma Weber-Brugmann – une des cofondatrices de l'Association pour les intérêts de la femme et du Lycée de Jeunes Filles de Luxembourg – se lance dans le journalisme en 1904 après son mariage avec le rédacteur en chef de la *Luxemburger Zeitung*, Batty Weber. En 1933, elle fonde le magazine *Die Luxemburgerin, Zeitschrift für die gesamten Fraueninteressen Luxemburgs*. Paraissant quatre fois par an, il est entièrement rédigé par des femmes, mettant en avant des sujets comme les droits des époux, la condition de la femme dans la société, l'instruction des jeunes filles, la littérature, la vie familiale et la cuisine. À la fin de 1937 le journal cesse de paraître, faute de moyens. Emma Weber-Brugmann décède en 1964.

Carmen Ennesch (1902-2000)

Née en 1902 en Allemagne, Carmen Ennesch passe sa jeunesse au Luxembourg et y obtient son baccalauréat en 1921. Ses études de droit et d'économie la mènent en Autriche, en Belgique et en Allemagne. Mariée en 1926 à l'ingénieur français Pierre Desmulie, elle suit ce dernier à Bruxelles et à Paris. Dès 1929 elle se lance comme rédactrice indépendante dans le journalisme international. Elle écrit pour le *Tageblatt*, la *Saarbrücker Zeitung*, *La Dépêche du Midi* ou *L'Ère nouvelle* à Paris. Elle collabore également à *l'Action féminine* de Catherine Schleimer-Kill, à *Die Luxemburgerin* d'Emma Weber-Brugmann et aux *Cahiers Luxembourgeois*. Ses sujets de prédilection sont le féminisme, le socialisme et l'engagement politique et social. Son livre *Au-dessus du ressentiment franco-allemand* paru en 1932 est un engagement en faveur d'une Europe sociale unifiée. Après la guerre, Carmen Ennesch se lance un nouveau défi en devenant journaliste radio.

Ses liens avec le Luxembourg demeurent. En plus de sa collaboration au *Tageblatt*, qui dure jusque dans les années 70, on peut citer son amitié avec la professeure Anne Beffort, l'avocate et conseillère communale Nelly Flick ou encore ses échanges avec Emma Weber-Brugmann, Louise Kraus, Marie-Paule Peffer, Joseph Bech, Astrid Lulling ou Nelly Moia. Carmen Ennesch est décédée en 2000 à Paris.



Carmen Ennesch

Auteur : inconnu © Collection ANlux, CNL

Liliane Thorn-Petit (1933-2008)

Son nom est longtemps resté associé à celui de son mari. Mais elle n'a pas été que l'épouse de Gaston Thorn. La vie de journaliste de Liliane Thorn-Petit a été tracée bien avant la politique.

Elle n'avait que 15 ans lorsqu'elle annonça à son père vouloir être journaliste. « Il disait que je devrais choisir entre une vie de famille et le journalisme », racontera-t-elle lors du 75e anniversaire de l'association des journalistes - qu'elle fut la première femme à présider en 1967. Pendant ses études de lettres à la Sorbonne, Liliane Petit devient secrétaire de l'Union Nationale des Journalistes luxembourgeois, qui est présidée par le juriste Gaston Thorn. Après sa licence Liliane Petit rentre au Luxembourg. Elle travaille pour *Lëtzebuerger Journal*, le *Lëtzebuerger Land*, le *Républicain Lorrain* et l'édition belge de *Paris Match*.

En 1957, elle épouse Gaston Thorn. Deux ans plus tard, elle devient correspondante de l'agence *Associated Press* au Luxembourg. Un défi qui exige une grande réactivité, une présence constante sur le terrain. Liliane Thorn-Petit y signe des reportages, des chroniques politiques et culturelles, des critiques de livres, d'expositions et de pièces de théâtre.

Elle quitte l'agence en 1975 après que son mari fut devenu Premier Ministre puis Président de la Commission Européenne. La politique était devenue trop présente pour lui permettre de continuer dans le dans le journalisme.

Après son retour de Bruxelles, Liliane Thorn-Petit reprend la plume pour dresser le portrait des êtres humains qui se cachent derrière les hommes d'État. Anouar el-Sadate, Henry Kissinger, Richard von Weizsäcker, Giulio Andreotti, Chou En-Lai, Indira Gandhi, Félix Houphouët-Boigny ou Hans-Dietrich Genscher lui raconteront, au micro de RTL, ce qui les a poussés à se mettre au service de la société.

Elle a signé plus de 150 *Portraits d'artistes*, parmi lesquels Hans Hartung, Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely. Entre 1982 et 1992, elle a publié trois livres basés sur l'émission.



Auteur: Wolfgang Osterheld © Centre national de littérature

Liliane Thorn-Petit

Liliane Thorn-Petit est également membre fondatrice de l'Association des femmes libérales. De 1964 à 1975 elle a présidé la Fédération nationale des femmes luxembourgeoises. En 1989, elle devint membre fondatrice de la *Fondation Servais pour la littérature luxembourgeoise*. Liliane Thorn-Petit était gouverneur de la Fondation Européenne de la Culture, Administrateur d'Agefi Luxembourg et titulaire de nombreuses distinctions honorifiques parmi lesquelles celles de l'Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne, Officier de la Légion d'Honneur (France), Chevalier des Arts et des Lettres (France), Chevalier de l'Ordre Royal Norvégien de Saint-Olav. Liliane Thorn-Petit est décédée le 8 août 2008.



Claude Wolf

est journaliste diplômée du Centre Universitaire d'Enseignement du Journalisme de Strasbourg, ancienne Rédactrice en Chef de la Revue et membre du Conseil National des Femmes du Luxembourg.

Text: Pierre Gricius

Wie Frauen die Luxemburger Sportlandschaft gestalten

Die einen haben einige der schönsten Seiten der Luxemburger Sportgeschichte geschrieben, andere schicken sich an, die stolze Tradition weiterzuführen. Seit mehr als 100 Jahren haben Luxemburger Sportverbände mit schöner Regelmäßigkeit Athletinnen mit einem europa- und weltweiten Bekanntheitsgrad hervorgebracht. Das beste rezente Beispiel ist das der Leichtathletin und Sprinterin Patrizia van der Weken, die bei den Europameisterschaften Mitte August im englischen Birmingham mit Platz sechs im 100-m-Lauf auftrumpfte.



Nicht erst seit dieser Saison gehört die Athletin von Capa Ettelbrück mit ihrem Luxemburger 100-m-Rekord von 11"00 zur internationalen Spitze. Vierte bei der Freiluft-EM vor zwei Jahren in Rom, in derselben Saison Halbfinalistin bei den Olympischen Spielen in Paris, durfte sich Van der Weken 2025 in der Halle sowohl bei den Europa- wie auch den Weltmeisterschaften über die Bronzemedaille freuen. Kein Wunder, dass die schnelle Athletin in den drei letzten Jahren mit der Trophäe der „Sportlerin des Jahres" ausgezeichnet wurde.

Als olympische Sprinterin führt Patrizia van der Weken eine Tradition weiter, die, gemessen an der Geschichte des Luxemburger Leichtathletikverbandes (FLA, *Fédération Luxembourgeoise d'Athlétisme*), der immerhin schon 1928 gegründet wurde, relativ rezent ist. Frauenleichtathletik war nämlich bis in die 1940er Jahre hierzulande kein Thema.

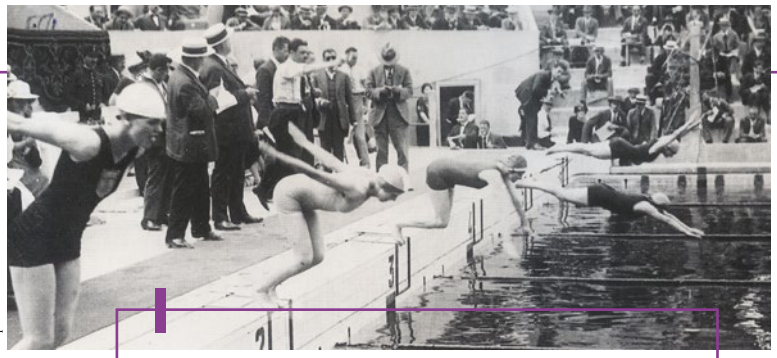
1948 in London, bei den ersten Olympischen Spielen der Nachkriegszeit, eroberten dann gleich drei Luxemburger Athletinnen die große Bühne, Tilly Decker im Sprint (100 m und 200 m), Milly Ludwig im Weitsprung und Triny Bourkel im Hochsprung. Schon allein die Präsenz bei Olympia des Dreigestirns Milly, Tilly und Triny, wie es seinerzeit anerkennend genannt wurde, hätte eigentlich für Rückenwind im Hinblick auf eine konsequente Entwicklung der Frauenleichtathletik hierzulande genutzt werden können. Aber nein, während nahezu 20 Jahren geschah auf diesem Gebiet rein gar nichts, ehe unter der FLA-Präsidentschaft von Josy Barthel, des Olympiagewinners im 1500-m-Lauf von Helsinki 1952, ein neuer Anlauf genommen wurde. Es war dies schon eine kuriose Entwicklung in der Luxemburger Leichtathletik.

Nach dem Highlight von 1948 war Olympia während vier Jahrzehnten für die Luxemburger Leichtathletinnen kein Thema, ehe Danièle Kaber bei den Olympischen Spielen 1988 in Seoul mit ihrem siebten Platz für einen Paukenschlag sorgte. Dies ausgerechnet im Marathonlauf, der längsten olympischen Laufdisziplin, so kräftezehrend, dass man bis 1984 den Frauen diese Ausdaueranstrengung nicht zugetraut hatte. Vorurteile sind offensichtlich bisweilen hartnäckig...



Patrizia van der Weken, Weltklasse-Sprinterin und Luxemburger „Botschafterin des Sports".

© FISU



© Sportministerium

Lory Koster war zwischen 1921 und 1924 eine der besten Brustschwimmerinnen weltweit. Unser Bild zeigt sie oben am Start des Finales über 200 m Brust bei den Olympischen Spielen 1924 in Paris, bei dem sie Sechste wurde.

Premiere der Luxemburger Sportlerinnen bei den Olympischen Spielen 1924 in Paris

In Sachen Frauensport war in Luxemburg der Schwimmsportverband der Leichtathletik weit voraus. Bereits 1924 starteten Lory Koster und Renée Brasseur als erste Luxemburger Sportlerinnen (neben der Tennisspielerin Rozel Le Gallais) bei den Spielen an der Seine. Lory Koster, die sich in den Brustdisziplinen spezialisiert hatte, brachte dabei im Becken des *Stade nautique des Tourelles* das Kunststück fertig, im Finale der 200 m Brust als Sechste anzuschlagen. Dabei lag sie bei halber Distanz noch auf dem zweiten Platz, fiel dann aber aufgrund von Muskelkrämpfen im Schultergelenk auf den sechsten Rang zurück. Das war luxemburgischerseits bisher die beste Platzierung bei einem olympischen Schwimmwettbewerb. Lory Koster, eigentlich Laure Koster, deren Vorname bisweilen auch „Laury" geschrieben wird, war ebenso begabt im Sport und im Schwimmen wie in der Musik. Die um 13 Jahre jüngere Schwester der Komponistin Lou Koster kam am 24. April 1902 in Luxemburg-Stadt zur Welt und ist am 22. Oktober 1999 im hohen Alter von 97 Jahren ebenfalls in der Hauptstadt verstorben.

Dass Lory Koster von 1921 bis 1924 eine der besten Brustschwimmerinnen weltweit war, wobei die Welt des Frauenschwimmens auf Europa und die USA begrenzt war, verdankte sie ihrem Talent und ihrem Trainingsfleiß, aber auch der Zufall spielte eine glückliche Rolle. Die Familie Koster wohnte in der Hauptstadt am *Boulevard de la Pétrusse*, nur wenige hundert Meter von der „Schwemm" im Grund entfernt. Als Mitglied der damaligen Schwimmschule nahm Lory Koster bereits 1915 als 13-Jährige an einem Schwimmfest teil, wobei sie bei den Juniorinnen Schnellste über 60 m war.

Fechterin Colette Flesch mit drei Olympiateilnahmen zeitweilig „Rekordhalterin"

Während Lory Koster 1924 kurz nach den Olympischen Spielen von der Bildfläche des Sports verschwunden ist, brachte es Colette Flesch im Florettfechten dreimal zu olympischen Ehren, 1960 in Rom, 1964 in Tokio und 1968 in Mexiko. Das war seinerzeit für Luxemburger Sportlerinnen ein Rekord, den die spätere Abgeordnete, Bürgermeisterin der Stadt Luxemburg (von 1970 bis 1980) und Ministerin (von 1980 bis 1984) bis 2012 mit der Tennisspielerin Anne Kremer (Atlanta 1996, Sydney 2000 und Athen 2004) sowie mit der Tischtennisspielerin Ni Xia Lian (Sydney 2000, Peking 2008 und London 2012) teilte, ehe es die gebürtige Chinesin und naturalisierte Luxemburgerin mit Rio 2016, Tokio 2021 und zuletzt Paris 2024 als alleinige „Rekordhalterin" zu sechs Teilnahmen brachte. Die Radsportlerin Christine Majerus ihrerseits schaffte es viermal zu Olympia, 2012 in London, 2016 in Rio, 2021 in Tokio und 2024 in Paris.

Colette Flesch, die nicht weniger als siebenmal Luxemburger Meisterin war und die 1967 von der Luxemburger Sportpresse zur „Sportlerin des Jahres" gewählt wurde, brachte bei Olympia ihre beste Leistung 1968 in Mexiko zustande, wobei sie nur denkbar knapp an der Qualifikation für das Achtelfinale scheiterte. Nach einem wunschgemäßen Parcours in den Gruppengefechten, bei denen sich die gebürtige Düdelingerin u.a. den Luxus leistete, die Deutsche Heidi Schmid, die Olympiagewinnerin von 1960 in Rom und später in Mexiko Finalistin, mit 4:1 niederzuhalten, schien die Tür für das Achtelfinale weit offenzustehen. Beim Duell gegen die Mexikanerin



Théo Mey / 1963 / © Photothèque de la Ville de Luxembourg

Colette Flesch mit zwei Mitstreiterinnen



© Guy Wolff

Bei der Olympia-Premiere des Triathlons 2000 in Sydney trumpfte Nancy Kemp-Arendt mit Platz zehn auf.

Maria del Pilar Roldan wurden dann nicht weniger als vier Treffer von Flesch nicht angezeigt, aufgrund eines Defektes am elektrischen Kabel ihrer Gegnerin. Trotz der Niederlage gegen del Pilar Roldan hätte es fast noch für die Qualifikation gereicht. Lediglich aufgrund der höheren Trefferzahl (19:17) qualifizierte sich Schmid für das Achtelfinale.

Ni Xia Lian, 1963 in Shanghai/China geboren, und seit 2000 Luxemburgerin, kann man als Phänomen des Tischtennissports bezeichnen. Bei ihrer sechsten Olympiateilnahme 2024 in Paris schrieb die Linkshänderin mit 61 Jahren definitiv Tischtennisgeschichte. Bereits am ersten Wettkampftag besiegte Ni Xia Lian vor mehr als 6000 Zuschauern Sibel Altinkaya aus der Türkei und war damit die älteste Spielerin der Geschichte, der das gelungen war. Ni Xia Lian, eine wahre Tischtennislegende.

Lange olympische Karriere von Anne Kremer

Die lange olympische Karriere der Tennisspielerin Anne Kremer (Atlanta 1996, Sydney 2000, Athen 2004) begann bei den „Jahrhundert-Spielen" in der Hauptstadt des US-Bundesstaates Georgia mit einer herben Niederlage. Wenn man aber bedenkt, dass die damals 20-Jährige auf dem Hardcourt von Stone Moutain Park zum Auftakt gegen die Zehnte der internationalen Rangliste und spätere Olympiasiegerin Lindsay Davenport aus den USA in zwei Sätzen verlor, so ist dieser Niederlage der 140. im WTA-Ranking Respekt abzugewinnen. Anne Kremer, die mit dreieinhalb Jahren erstmals einen Tennisschläger in der Hand hielt, die als Sechsjährige in die Tennisschule des TC Bonneweg eintrat und im November 1992 ihre ersten Punkte im Ranking sammelte, verdiente sich ihre Atlanta-Selektion 1996 in Wimbledon, wo sie sich als erste Luxemburgerin für das Hauptfeld qualifizierte. Bei den Spielen in Atlanta hatte Anne Kremer die Ehre, die Fahne der Luxemburger Delegation bei der Eröffnungszeremonie zu tragen. Das war ein Gänsehaut-Moment: „Ich bin sehr stolz, dass mir diese Ehre zuerkannt wurde. Ich werde diesen Einmarsch ins Olympiastadion immer als einen der emotionalsten und schönsten Momente meiner Karriere in Erinnerung behalten."

Die olympische Symbolik hat die Erinnerungen der zeitweiligen 18. der internationalen Rangliste (29. Juli 2002) ein weiteres Mal geprägt, unter ganz anderen Begleitumständen. 2024 trug Anne Kremer im Vorfeld der Spiele in Paris die Olympische Fackel in Schengen, und wurde hier mit Standing Ovations empfangen. Knapp vier Jahre zuvor hatte sich ihr Leben schlagartig verändert. Nach einem schweren Unfall mit einem Motorroller musste ihr rechtes Bein amputiert werden. Anne Kremer gab nicht auf. So wie früher beim Tennis, zeigte und zeigt sie Resilienz und mentale Stärke bei den Herausforderungen, die sie nunmehr bewältigt.

Grandiose Leistungen von Elsy Jacobs und Christine Majerus

Obschon die Radsportlerin Elsy Jacobs 1958 in Reims die erste Straßenweltmeisterin geworden ist und wenige Monate später auf der legendären Vigorelli-Bahn in Mailand mit 41,347 km einen neuen Stundenweltrekord aufstellte, hat sie in ihrer Laufbahn nie olympische Ehren gekannt.


© Georges Noesen

Anne Kremer 2014 im BGL-BNP-Paribas Open


© Archiv Bressler

Elsy Jacobs lässt sich 1958 als erste Weltmeisterin im Straßenrennen der Frauen feiern.

Die Radsportlerin Christine Majerus wurde zwischen 2013 und 2021 siebenmal zur Luxemburger „Sportlerin des Jahres“ gewählt.



© Archiv Bressler

Der Grund ist einfach: erst seit 1984 stehen für die Frauen Straßenrennen auf dem olympischen Programm, das 1996 um das Zeitfahren ergänzt wurde. 2012 bei Olympia in London hatte Christine Majerus die Ehre, als erste Luxemburgerin die nationalen Farben im Frauenradsport zu vertreten. Dabei brachte die Sportlerin von SaF Zéisseng bei scheußlichen Witterungsbedingungen, Nieselregen, heftigen Schauern, Blitz und Donner eine bravouröse Leistung zustande. Sie hielt sich stets im Hauptfeld auf und lief als 21. ein, 27 Sekunden hinter der Gewinnerin, und zeitgleich mit der Vierten. 66 Fahrerinnen starteten bei diesem Rennen, von denen 40 im Klassement figurierten. Weitere 19 liefen außerhalb des Zeitlimits ein und sieben gaben auf. Bei ihrem letzten olympischen Einsatz, 2024 in Paris, machte Christine Majerus ein weiteres Mal auf sich aufmerksam, mit Platz 17.

In ihrer Karriere, die sie zum Schluss der Saison 2024 beendete, hat Christine Majerus viel im Luxemburger Frauenradsport bewegt. Der steckte noch Mitte der 2000-er Jahre, als sie begann, Rennen zu gewinnen, in den Kinderschuhen. Mit ihrem fortwährenden und leidenschaftlichen Einsatz im Interesse von fairen Chancen für die Frauen war die 43-fache Landesmeisterin Vorreiterin und Vorbild. Anders als zur Zeit von Elsy Jacobs, die in Luxemburg keine direkte Nachfolgerin fand, sind aktuell Fahrerinnen wie Marie Schreiber und Nina Berton dabei, in die Fußstapfen von Christine Majerus zu treten. Das gilt auch im Triathlon, der erst 2000 in das olympische Programm aufgenommen wurde. Bei der Premiere in Sydney eroberte Nancy Kemp-Arendt vor dem Wahrzeichen der Metropole, dem Opernhaus, den zehnten Platz. Mit u.a. Jeanne Lehair und Linda Krombach ist der Triathlon gut aufgestellt für die olympischen Herausforderungen der Zukunft.



Eric Koch for Anefo, CC0, via Wikimedia Commons

Sylvie Hülsemann bei den europäischen Wasserski-Meisterschaften auf der Bosbaan

Bilderbuchkarriere von Sylvie Hülsemann

Die sportliche Karriere von Sylvie Hülsemann fällt definitiv aus dem Rahmen. Ende August 1961 versetzte die Wasserskiläuferin in Long Beach in Kalifornien (USA) die Fachwelt in Staunen, als sie mit 16 Jahren die favorisierten Amerikanerinnen schlug und Weltmeisterin wurde. Das war eine echte Sensation und die Luxemburger Teenagerin freute sich so intensiv, dass sie den Organisatoren großzügig verzieh, dass das kleine Orchester die Luxemburger Nationalhymne nicht eingeübt hatte und stattdessen bei der Siegerehrung eine schmissige Marschmusik spielte. Die US-Amerikaner waren damals so sehr auf die eigenen Stars fokussiert, dass der Titel einer Europameisterin von Hülsemann knapp zwei Wochen zuvor im spanischen Banyoles kaum Aufmerksamkeit erweckt hatte. 1961 war das große Jahr von Sylvie Hülsemann. In Long Beach gewann sie zwei Goldmedaillen, im Figurenlauf und in der Kombination und holte sich zusätzlich noch zweimal Silber, im Slalom und im Springen, dies nachdem sie in Banyoles sogar dreimal mit Gold und einmal mit Bronze ausgezeichnet worden war.

Gewissermaßen Ewigkeitscharakter hat ein anderer „Rekord“ von Sylvie Hülsemann, diesmal in Luxemburg. 1961 wurde sie mit der Trophäe „Sportler des Jahres“ ausgezeichnet, und zwar vor den besten Männern. Damals gab es noch keine nach Geschlechtern getrennten Wertungen. Während nahezu zwei Jahrzehnten bedeuteten die zwei Bretter des Wasserskifahrens die Welt für Sylvie Hülsemann. Von 1959 bis 1977 startete sie regelmäßig bei Weltmeisterschaften, während 15 Jahren war sie international unter den Top Five, auch wenn es diese Rangliste offiziell noch nicht gab. Wahrlich, eine Karriere, die auch im anspruchsvollen Bereich des Hochleistungssports aus dem Rahmen fällt.

Quellen

CNFL: Luxemburger Sportlerinnen bei den Olympischen Spielen 1924-2012 (2013)

Henri Bressler, Pierre Gricius, Georges Klepper: Lëtzebuerger Olympia-Lexikon (2014)

FISU, Sportministerium, Guy Wolff, Archiv Bressler

Pierre Gricius

Jahrgang 1947, war von 1985 bis 2007 Sportredakteur beim Luxemburger Wort. Autor bzw. Co-Autor verschiedener Veröffentlichungen zur Geschichte des Luxemburger Sports.

Text: Simone Beck

Ria Hackin-Parmentier: Archäologin, Dokumentarfilmerin, Fotografin, Widerstandskämpferin

Ria Hackin-Parmentier (1905–1941) war eine vielseitige und mutige Persönlichkeit. In Frankreich gehören ihre archäologischen Arbeiten zum festen Bestand des Musée Guimet - Musée national des Arts asiatiques. Ihre Fotografien und Filme über Zentralasien finden bis heute Beachtung[1]. Ihr und Joseph Hackins Einsatz im französischen Widerstand ab 1940 wurde mit höchsten Auszeichnungen gewürdigt und war 2018 Thema einer viel beachteten Ausstellung im Musée de l'Ordre de la Libération.



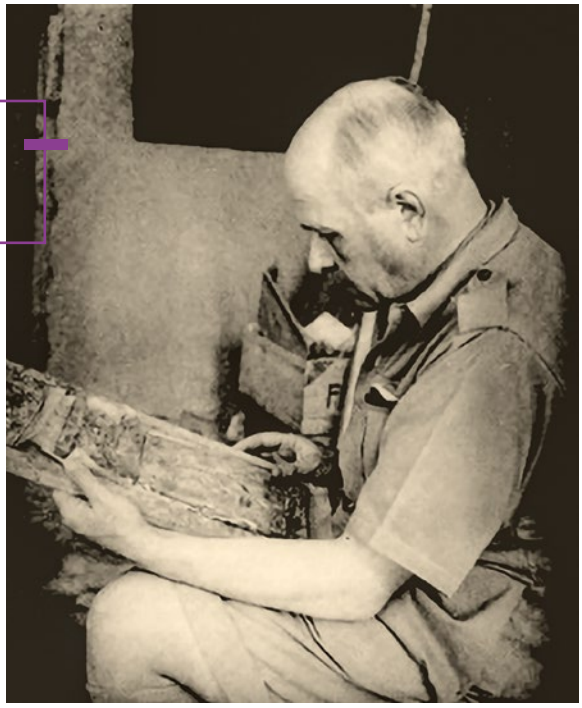
© Wikicommons

Ria Hackin (um 1935)

Marie-Alice, genannt Ria Parmentier, wird 1905 in Rombas-en-Moselle als Tochter eines in Junglinster geborenen Eisenbahnangestellten geboren. Später zieht die Familie nach Ars, wo ihr Vater ein Café eröffnet. Mitte der 1920er Jahre lässt sie sich in Paris nieder und besucht als Gasthörerin Archäologie-Vorlesungen an der *École du Louvre*. Dort lernt sie ihren späteren Mann Joseph Hackin kennen, der 1886 in Bövingen-Attert geboren worden war.

Joseph Hackin

Ein Jahr nach der Geburt Joseph Hackins zieht seine Familie nach Magny-en-Bessin, wo sein Vater als Kutscher arbeitet. Nach dem Abitur 1903 in Dreux zieht er nach Paris und nutzt regelmäßig die Bibliothek des Musée Guimet. Direktor Émile Guimet[2] erkennt früh sein Talent. 1907 schließt Hackin die *École libre des sciences politiques* ab, wird Guimets Sekretär und vertieft an der *École pratique des hautes études* seine Studien in Geschichte, Sanskrit und Tibetisch. 1913 erhält er die französische Staatsangehörigkeit und wird stellvertretender Konservator des Musée Guimet. 1914 meldet Hackin sich an die Front und wird dreimal schwer verletzt. Während eines Genesungsjahres verteidigt er 1916 seine Doktorarbeit



© Musée Guimet

Joseph Hackin begutachtet eine Elfenbeinschnitzerei. (Aufnahme von Ria Hackin-Parmentier)

über tibetische Malereien zum Leben Buddhas, bevor er an die Front zurückkehrt. Nach dem Krieg arbeitet der hochdekorierte Hackin wieder im Musée Guimet, wird 1923 Konservator und tauscht sich 1924 mit Aline Mayrisch-de Saint-Hubert über vergleichende Religionsgeschichte aus.

Noch 1924 beginnt Hackin seine erste von fünf Ausgrabungskampagnen in Afghanistan, die bis 1940 andauern. Seine erste Forschungsreise führt ihn ins Tal von Bamyan, wo er die buddhistischen Klöster untersucht, die 2001 von den Taliban zerstört wurden. 1925 kehrt er nach Paris zurück; 1927 hält er auf Einladung von Aline Mayrisch-de Saint-Hubert am damaligen ARBED-Hauptsitz einen Vortrag über seine Expeditionen. 1928 heiratet er Ria Parmentier, die ihn ab 1929 nach Asien begleitet.

Afghanistan und Japan

Als Ria Hackin 1929 erstmals nach Afghanistan kommt, herrscht Bürgerkrieg. Nach der Einnahme Kabuls durch Mohammed Nadir Khan nehmen die Hackins die Ausgrabungen im Tal von Bamyan wieder auf. 1930 folgt Ria ihrem Mann nach Tokyo, wo er die Leitung der 1924 von Paul Claudel gegründeten *Maison franco-japonaise* übernimmt. Während Hackin 1931/32 als Archäologe an André Citroëns *Croisière jaune* teilnimmt, kehrt Ria nach Europa zurück und tauscht sich regelmäßig mit Archäologen und Bekannten ihres Mannes aus.

1932 reist sie erneut nach Tokyo; anschließend brechen die Hackins mit ihrem Freund, dem Architekten Jean Carl, zu ihrer zweiten gemeinsamen Expedition auf. Die Aufgabe Carls ist es, u.a. die Grabungsorte zu kartografieren. Ihre Ausgrabungen in Khair-Khaneh nordwestlich von Kabul belegen indische, türkische und buddhistische Einflüsse an den Resten eines brahmanisch-hinduistischen Heiligtums, das im 7. Jahrhundert u. Z. von den Turk-Schahis erbaut wurde. Die Stätte zeigt, dass hinduistische Religionsausübung in Afghanistan während der fortschreitenden Islamisierung weiter bestand.

Der Schatz von Begram

Die Ausgrabungen der Hackins bei Hadda im Osten des heutigen Afghanistans belegen weitere kulturelle Wechselwirkungen: In den 1930er Jahren werden dort Tonfiguren mit hellenistischen und buddhistischen Stilelementen freigelegt. Die unsichere politische und religiöse Lage[3] zwingt die Hackins jedoch, Hadda aufzugeben und sich auf Begram zu konzentrieren. Begram war Hauptstadt des Kuschan-Reiches, das vom 1. bis 3. Jahrhundert vom Kaspischen Meer über das heutige Afghanistan bis zum Ganges reichte. Seine Lage und das diplomatische Geschick seiner Herrscher förderten regen Handels- und Kulturaustausch zwischen Mittelmeerraum und Zentralasien. Ria Hackins Funde in Begram liefern den Beweis für die Ausdehnung und Intensität dieses Austauschs.

1936 beginnen die Hackins mit Jean Carl Ausgrabungen an einem Basar in Begram und finden Münzen sowie Tonkrüge aus der Kuschan-Zeit. Im Dezember übernimmt Ria Hackin eine zweite Grabungsstelle, wo sie sechs Monate später den „Schatz von Begram" entdeckt: Kunstwerke und Handelswaren verschiedenster Kulturkreise. In einem seit der Antike versiegelten Lagerraum findet sie römische Glasschalen, Bronzeskulpturen aus dem Mittleren Osten, chinesische Lackobjekte aus der Han-Dynastie und indische Elfenbeinschnitzereien. Diese Funde beweisen, dass über Jahrhunderte rege Handelskontakte vom Mittelmeer bis nach Indien und China bestanden.



Indische Elfenbeinschnitzereien aus dem „Schatz von Begram“

© Simone Beck

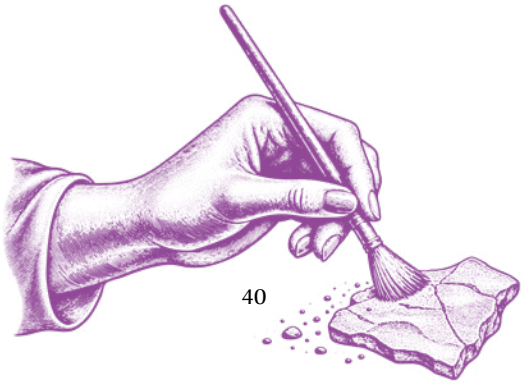
Der Blick Ria Hackins auf die Gesellschaft Afghanistans

Ria Hackin beschäftigt sich nicht nur mit Zeugnissen der Vergangenheit. Sie hält auch die Gegenwart eines politisch im Wandel begriffenen, gesellschaftlich konservativen Afghanistans mit Agfa-Kamera und Rolleiflex fest. Sie filmt und fotografiert die Ausgrabungen der DAFA *(Délégation archéologique française en Afghanistan)*, aber auch Straßenszenen, Basare, Karawanen, Handwerker, Landschaften, Ruinen und Musikinstrumente. Als Frau hat sie leichteren Zugang zu den Lebensräumen afghanischer Frauen und Kinder. Vier Jahre nach ihrem Tod erscheint ihr Werk „Afghanische Legenden und Bräuche“, ergänzt durch Anmerkungen, die ihren Respekt für diese Kultur zeigen. Am 14. November 1938 präsentiert sie ihren Film in Luxemburg, nachdem sie ihren Mann auf einer Vortragsreise durch Nordeuropa begleitet hat.

1939–1941: Die Hackins und die *France libre*

Nach der französischen Kriegserklärung an Deutschland soll Joseph Hackin 1939 als Reserveoffizier nach Frankreich zurückkehren. Ein Angebot des Vichy-Regimes, die französische Vertretung in Kabul zu übernehmen, lehnt er ab. Im August 1940 verlassen die Hackins und Jean Carl, die sich auf die Seite der *France libre* de Gaulles gestellt haben, Afghanistan, reisen über Bombay und Südafrika nach London und treten den *Forces françaises libres* bei. Dort arbeitet Joseph Hackin ab November 1940 im Hauptquartier der *France libre* und übernimmt außenpolitische Aufgaben. Die Hackins wohnen im Piccadilly Hotel, wo sie ihren Bekannten, den luxemburgischen Aussenminister Joseph Bech, wiedersehen.

Ria Hackin gehört zu den ersten 29 Frauen, die sich im *Corps féminin des volontaires françaises* engagieren, der am 7. November 1940 gegründet worden war. Sie verpflichtet sich im Dezember 1940, erhält eine militärische Ausbildung und wird zur Unterleutnantin befördert. Zeitzeugen beschreiben sie als gebildete, menschliche und zugewandte Offizierin; ein von ihr entworfenes Abzeichen wird Teil der Ausrüstung *des Corps des volontaires françaises*.





© Simone Beck

Von Ria Hackin ausgegrabene Glasvase aus Baktrien (Musée Guimet)

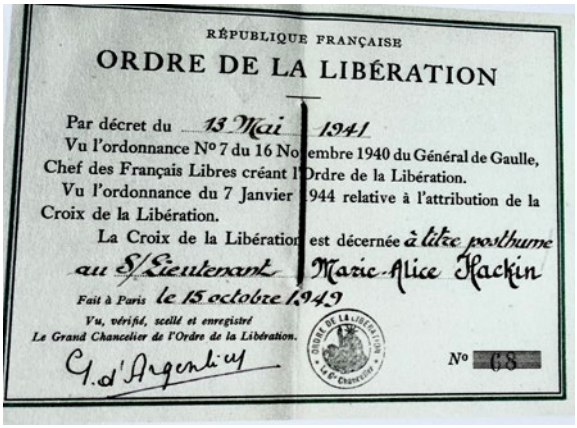
1941: Die letzte Mission

1941 beauftragt de Gaulle Joseph Hackin wegen dessen umfassenden Asienkenntnissen mit einer diplomatischen Mission in den Mittleren Osten, nach Indien, China und Ozeanien, um Unterstützung für die *France libre* zu gewinnen. Am 20. Februar schiffen sich Joseph und Ria Hackin in Liverpool auf der *Jonathan Holt* ein. Vier Tage später wird das Schiff im Nordatlantik bei den Färöer-Inseln von einem deutschen U-Boot versenkt; beide kommen ums Leben. Ihr Freund Jean Carl bleibt in London zurück und nimmt sich aus Verzweiflung über den Tod seiner Freunde am 2. April 1941 das Leben.



© Musée de l'ordre de la libération

Ria Hackin in der Uniform der Freiwilligen der *France libre*[5]



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ORDRE DE LA LIBÉRATION

Par décret du 13 Mai 1941
Vu l'ordonnance N° 7 du 16 Novembre 1940 du Général de Gaulle, Chef des Français Libres créant l'Ordre de la Libération.
Vu l'ordonnance du 7 Janvier 1944 relative à l'attribution de la Croix de la Libération.
La Croix de la Libération est décernée à titre posthume au S/Lieutenant Marie-Alice Hackin
Fait à Paris le 15 octobre 1949
Vu, vérifié, scellé et enregistré
Le Grand Chancelier de l'Ordre de la Libération.
G. d'Argenlieu
N° 68

© Musée de l'ordre de la libération

Am 13. Mai 1941 verleiht General de Gaulle Joseph Hackin und Ria Hackin-Parmentier posthum die *Croix de la Libération*. Die Hackins sind das einzige Ehepaar, das durch den Orden, der bis Januar 1946 an 1032 Männer und 6 Frauen verliehen wurde, geehrt wurde. « (Cette prestigieuse décoration) récompense notamment leur engagement immédiat et sans réserve en dépit de leur éloignement du tumulte de la guerre et au prix de l'abandon d'une glorieuse situation professionnelle[4] ». Ria Hackin-Parmentier erhält ebenfalls die *Croix de Guerre 1939/45 avec palme* und die *Médaille Commémorative 39-45*.

Vom 11. November 1987 bis zum 3. Januar 1988 widmete das *Musée national d'histoire et d'art* – in Zusammenarbeit mit dem Musée Guimet – den Hackins eine umfangreiche Ausstellung mit dem Titel *Joseph et Ria Hackin – Couple d'origine luxembourgeoise au service des arts asiatiques et de la France*. 1995 beschließt der Schöffenrat, Joseph Hackin eine der neuen Straßen auf Kirchberg zu widmen. 2002 wird ihr Name in „rue Joseph et Marie Hackin" umgewandelt.

1 « La personnalité de Marie Hackin nous est rendue sensible par les photos bouleversantes qu'elle fit des Afghans et des Afghanes les plus humbles et les plus retirés, et par son intérêt pour la vie séculaire d'un pays. Elle fit en Afghanistan et, dans une moindre mesure plus tard au Japon, un véritable travail d'ethnologue. » (https://www.guimet.fr/fr/lafghanistan-une-vie-de-fouilles-joseph-et-ria-hackin)

2 Emile Guimet (1836-1918) verdankt sein großes Vermögen der Entwicklung und dem Vertrieb der Farbe „Bleu Guimet", die das für Künstler unerschwingliche Lapislazuli ersetzt. Sein Reichtum und sein Interesse für die Kulturen Asiens bringen ihn dazu, aus eigenen Mitteln an der Place de Iéna das Musée Guimet zu bauen und zu finanzieren, das seit 1945 zu den Nationalmuseen Frankreichs gehört.

3 Die Sicherheit der Archäologen ist nicht mehr gewährleistet, weil die moslemischen Autoritäten ihre Arbeit nicht dulden und zahlreiche Artefakte zerstören.

4 Vladimir Trouplin, L'ordre de la Libération, dans : De l'Asie à la France libre, Joseph et Marie Hackin, Archéologues et Compagnons de la Libération (Catalogue de l'exposition présentée au musée de l'Ordre de la libération à Paris en été 2018) Paris 2018, p. 118

5 Die Aufnahme Ria Hackins und ihrer Auszeichnung stammen aus dem angeführten Werk von Vladimir Trouplin, S. 112 und S. 119.

Simone Beck

ist Präsidentin der Luxemburger UNESCO-Kommission und Koordinatorin von „ons stad".

Text: Anne Schaaf

Marie-Paule Molitor-Peffer

In einem Land, in dem „Maach wéi d'Leit, da geet et der wéi de Leit" zu den bekanntesten Maximen zählte, entschied Marie-Paule Molitor-Peffer, das Gegenteil zu tun. Die langjährige Präsidentin des *Planning Familial* war zweifellos streitbar und machte es ihren Gesprächspartner:innen nicht immer leicht. Vor allem aber hatte diese Pionierin der sexuellen Bildung Mut. Denn sie ließ sich den Mund nicht verbieten.



© Archives Molitor-Peffer

Marie-Paule Molitor--Peffer (1919-1999) ergriff zu einem Zeitpunkt das Wort, an dem die Debatten darüber, welche Rolle die Sexualität in der Gesellschaft spielen durfte, nicht gegensätzlicher hätten sein können. Papst Paul VI. verhängte den Pillen-Bann, kurz danach gaben auf den Covern von unterschiedlichen Zeitschriften prominente Frauen zu, Schwangerschaftsabbrüche vornehmen gelassen zu haben. Fast zeitgleich stürmten Scharen von Menschen in die Kinos, um vermeintliche Aufklärungsfilme wie die *Schulmädchen Reports* zu sehen. Sex verkaufte sich gut, vernünftig über ihn zu sprechen, fiel hingegen vielen schwer.

1974 sah sich die luxemburgische Bevölkerung erstmalig seit dem Zweiten Weltkrieg einer Regierung ohne Beteiligung der CSV gegenüber. Vier Jahre später wurde ein Gesetz verabschiedet, dass Schwangerschaftsabbrüche teilweise entkriminalisierte und sexuelle Bildung, im Gesetzestext[1] „information sexuelle" genannt, wurde an Schulen verpflichtend. Was „Aufklärung" aber genau bedeutet, welche Themenfelder sie implizieren und wie sie vermittelt werden sollte, darüber wurde in den Jahren danach noch sehr intensiv diskutiert und wahrhaftig gestritten.

Normen infrage stellen

„Alles zwischen einmal im Jahr und zehnmal am Tag"[2]. Dies war die Antwort, die Marie-Paule Molitor-Peffer einmal gab, als die Frage aufgeworfen wurde, wie viel Geschlechtsverkehr normal sei. Die luxemburgische Gynäkologin hatte ein gesundes Verhältnis zu Zahlen. Wissenschaftliche Fakten benannte sie gern, während sie sich aber vermeintlichen Normwerten bei Angelegenheiten, die äußerst individuell sind, verwehrte. Nicht zuletzt auch, weil die Ärztin regelmäßig bei sich im Sprechzimmer des Planning Familial sah, wie gesundheitsschädlich bestimmte ideologisch geprägte Leitsätze wirken konnten. Ohne die Privatsphäre jener zu verletzen, die sich ihr anvertrauten, trug sie die gesellschaftlichen Probleme, die mit den einzelnen Schicksalen zusammenhingen, nach außen. Sei es durch Meinungsbeiträge in Zeitungen, die Teilnahme an Rundtischgesprächen oder das Mitwirken bei Radioformaten.

Die Sendung *Léift a Partnerschaft* lief ab 1979 sonntagsabends auf *RTL Radio Lëtzebuerg*. Es handelte sich hierbei um weit mehr als ein reines Informationsformat. Das lag nicht zuletzt daran, dass neben ihr als Vertreterin der *Planning Familial* auch der Präsident der *Action Familiale et Populaire* Nicolas Estgen mit von der Partie war. Beide Vereine erkannten zwar die Notwendigkeit der sexuellen Bildung an, setzten dabei aber grundverschiedene Schwerpunkte und hatten unterschiedliche Vermittlungsansätze. Auch über die Rolle der Kirche war und wurde man sich nicht einig.



Mehr als eine Ärztin

Marie-Paule Molitor-Peffer problematisierte beispielsweise, dass zahlreiche Religionen aufgrund ihrer patriarchalen Struktur Normen verkünden würden, die außerhalb des Menschen lägen. Für sie war klar, dass diese starren Normvorstellungen verhindern, dass man selbst Verantwortung übernimmt. „Solche Menschen hören dann in konkreten Fällen eher auf andere als auf ihr eigenes Gewissen“[3], so Molitor-Peffer.

Ihrer Auffassung nach stand fest: „Eine Ethik, die den Einzelnen in den Mittelpunkt stellt, fördert jedoch keineswegs einen Mangel an Selbstbeherrschung [...], sondern vielmehr den Respekt vor sich selbst und vor anderen, wodurch man auch Grenzen setzt, die nicht überschritten werden dürfen.“[4] Solche Sätze lassen erkennen, dass Marie-Paule Molitor-Peffer weit mehr als eine Ärztin war, die ihr Gegenüber nur aus medizinischer Perspektive betrachtete.

Sie gab regelmäßig zu bedenken, dass es etliche Schwierigkeiten gab, die man weder mit Medikamenten beheben noch durch einen medizinischen Eingriff „wegoperieren“ konnte. Die Humanistin betonte immerfort, dass nur ein holistischer Ansatz es erlaube, der jeweiligen Person die richtige Hilfestellung zu geben. Diese sollte ihr zufolge bestenfalls in einer Hilfe zur Selbsthilfe bestehen oder gar zur Selbstermächtigung führen.

Lebenslange sexuelle Bildung

Marie-Paule Molitor-Peffer sprach sich dafür aus, die Sexualität nicht als in sich geschlossenes System zu betrachten. „Sexualität ist ein wichtiger Bestandteil der menschlichen Persönlichkeit und existiert nicht losgelöst vom Ganzen; vom Körper, von der Person, vom Partner, von der Familie und von der Gesellschaft.“[5] Diesen Satz von ihr hörte und las man regelmäßig. Marie-Paule Molitor-Peffer bezeichnete das Gehirn als wichtigstes Geschlechtsorgan. Bei der Entwicklung eines sexuellen Wesens spielten die Erinnerung und auch der intellektuelle Umgang mit der Gegenwart eine erhebliche Rolle, so die Gynäkologin. Es sei dem Gehirn zu verdanken, dass man veraltete Wertvorstellungen und den Leistungszwang der modernen Gesellschaft, die sich auf den Bereich des Sexuellen ausgebreitet hätten, infrage stellen könne.

Ihre Überlegungen bezogen sich zwar oft auf sexuelles Miteinander, jedoch waren sie ebenfalls auf das soziale, respektive gesellschaftliche Zusammenleben übertragbar. Dementsprechend sah ihre Aufbereitung von Themen aus. Wenn sie beispielsweise erektile Störungen oder Vaginismus aufgriff, erläuterte sie nicht nur, was hierbei anatomisch gesehen vonstatten ging. Sie widmete überdies dem Sujet der Kommunikation zwischen zwei Menschen einen Großteil der Redezeit. Während man anderenorts Sprechverbote verhängte, formulierte Marie-Paule Molitor-Peffer gewissermaßen Sprechgebote. Sie unterstrich, dass kein Problem dadurch verschwinde, dass man es totschweige. So nahm sie sich auch gesellschaftlichen Reizthemen wie der Vergewaltigung, dem Missbrauch von Schutzbefohlenen oder der Gleichberechtigung an.

Seit Anbeginn der Sendungen auf *RTL Radio Lëtzebuerg* erklärte die Ärztin, dass Sexualität nicht plötzlich ab der Pubertät in Erscheinung tritt, sondern von Geburt an vorhanden ist und bis ins hohe Alter fortbesteht. Sie hob hervor: Lediglich die Ausdrucksform verändert sich über die verschiedenen Lebensphasen hinweg. Deswegen sei es so wichtig, nicht nur einmal „aufgeklärt“ zu werden, sondern je nach Entwicklungszeitpunkt spezifische Informationen zu beispielsweise der Periode oder eben der Menopause zu erhalten.

Ein Plädoyer für die Selbstermächtigung

In Marie-Paule Molitor-Peffers Äußerungen kann man je nach Thema durchaus politische Untertöne vernehmen. Die interessante Frage in Bezug auf ihre Person ist indes, wie man den Begriff „politisch“ letztendlich definiert. Sie war nicht parteipolitisch aktiv und ihre Aussagen weisen keine Züge von einer einseitigen politischen Agenda auf. Marie-Paule Molitor-Peffer war vielmehr eine Bürgerin, die ihre Rechte, Pflichten und vor allem die Verantwortung als Mitglied der Gesellschaft ernst nahm. Als Bürgerin Luxemburgs, aber auch als Weltbürgerin. In diesem Sinne ist auch ihr Engagement zu verstehen. Es ging ihr darum, ihren Patient:innen und Mitmenschen bewusst zu machen, dass sie mündige, kreative Wesen sind, die sich, wenn ein Problem auftritt, selbstermächtigen und handeln können.

1 Loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et àla réglementation de l'interruption de la grossesse, Memorial. A8 (1978), S. 1968-71.

2 Sie sagte dies in einer Folge von *Léift a Partnerschaft*, die nach aktuellem Wissenstand im Jahr 1981 gesendet wurde und das Thema Normen behandelte.

3 Diese Aussage fiel in einer Folge zum Thema „Das Dilemma der menschlichen Sexualität“, die im Dezember 1980 gesendet wurde.

4 Ebd.

5 Ebd.

Anne Schaaf

ist Historikerin mit dem Schwerpunkt Sexualgeschichte. In ihrer Masterarbeit „Wenn das Unsagbare sagbar wird. Sexuelle Aufklärung(en) auf RTL Radio Lëtzebuerg in den 1980er Jahren“ widmete sie sich insbesondere den Wortbeiträgen von Marie-Paule Molitor-Peffer in unterschiedlichen Sendeformaten. Sie forscht weiterhin zu diesem Thema.

Texte : Malgorzata Nowara

Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann

Dans l'histoire de l'art au Luxembourg, depuis le début du XXe siècle, Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923) est connue pour être une des premières femmes-artistes affirmées et reconnues de son vivant dans son pays natal.[1] Restée pendant un certain temps dans l'oubli[2], elle a récemment été redécouverte à travers l'introduction de sa biographie dans le *konschtlexikon*[3], complétée notamment grâce aux archives de la famille Glaesener-Hartmann.[4]



© Les 2 Musées de la Ville de Luxembourg, inv. n° 403 ; Photo : Christof Weber

Portrait de Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann, Michael Emonds-Alt (1874-1932), huile sur toile, 1903

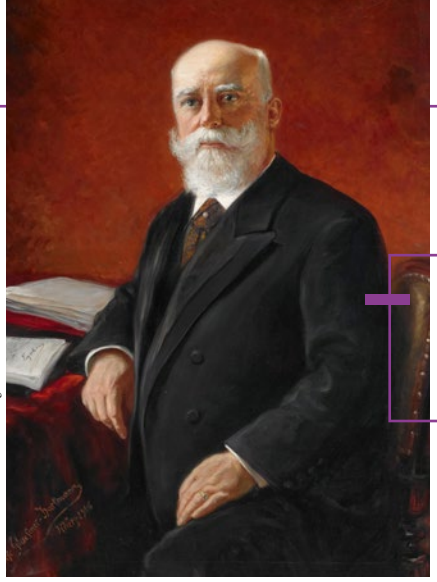
(Marie-)Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923) porte officiellement selon son acte de naissance les noms de Therese, Eugenie, Huguette, Caroline, Josephine Hartmann.[5] Elle est née le 18 avril 1858 dans la Ville de Luxembourg. Son père Antoine Hartmann (1817-1891), ingénieur et architecte, est un aquarelliste autodidacte qui lui donne ses premières leçons de peinture. Encouragée par ce dernier, elle a décidé de poursuivre des études artistiques à l'étranger, à peine âgée de vingt ans alors.

Études internationales : Düsseldorf-Munich-Paris

Dans le cadre de ses études artistiques, elle s'est rendue d'abord à Düsseldorf en 1877, où elle a travaillé un an sous la direction du peintre Gustav Süs (1823-1881), puis à Munich (1879-1880) sous la direction du professeur Alexander von Liezen-Mayer (1839-1898), pour terminer dans l'atelier privé de Jean-Jacques Henner (1829-1905) et d'Emile-Auguste Carolus-Duran (1838-1917) à Paris (1883 et 1884).[6]

Après cinq ans de formation à l'étranger, l'artiste est rentrée au Luxembourg et elle s'est mariée avec Mathias Glaesener (1858-1924), avocat et futur Conseiller à la Cour supérieure de Justice. Elle a donné naissance à deux enfants, un fils et une fille. Son fils Jean-Pierre Glaesener (03.03.1888-18.04.1899) est décédé à l'âge de onze ans. Sa fille Thérèse-Emilie Glaesener a vu le jour le 18 octobre 1886. Elle a continué sa carrière d'artiste encore pendant plus de trente ans après la naissance de sa fille. Elle est décédée dans la capitale le 18 février 1923.

Jean-Pierre Glaesener (1831-1901) est le beau-père de l'artiste, qui a exercé en tant que médecin et auteur.



© Collection du MNAHA Luxembourg / Photo : Tom Lucas

Portrait du Premier ministre Paul Eyschen, Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann, huile sur toile, mars 1916

Portraits de la haute bourgeoisie luxembourgeoise

Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann a exercé son talent surtout en peinture, mais aussi dans une moindre mesure dans les arts appliqués. Au début de sa carrière, son œuvre est caractérisée par un style réaliste, parfois romantique et plus tard, elle a travaillé dans l'esprit Art Nouveau.

Comme son prédécesseur Jean-Baptiste Fresez (1800-1867), elle a été une artiste-portraitiste très convoitée à son époque. À Paris, son maître Jean-Jacques Henner était réputé pour son art du portrait, qu'il lui a transmis.

Elle a fréquenté un milieu privilégié. Parmi les portraits, il y a plus d'hommes que de femmes. Les personnes portraiturées ont été issues de la haute société luxembourgeoise, des membres de sa famille, de ses amis ainsi que des connaissances du milieu professionnel de son père et de son mari.

Parmi les nombreux portraits connus d'hommes célèbres, nous pouvons citer les deux portraits réalisés post mortem en 1916 du *Premier Ministre Paul Eyschen (1841-1915)*. L'un plus classique, signé et daté (mars 1916), avec l'inscription « *Dem gruôsse Lëtzeburger sèngem Undenken* ». Le deuxième beaucoup plus libre, plus expressif et original du Ministre d'État, le montre relisant ses notes en marchant sur le *Knuedler*. Paul Eyschen conservait dans sa collection personnelle par ailleurs deux plateaux en étain dont le décor est signé de Glaesener-Hartmann : l'un daté de 1909 reprenant son discours lors de l'inauguration du monument Dicks-Lentz en 1903 et un second daté de 1907 montrant le *Hämmelsmarsch* devant la maison de Eyschen dans la rue Chimay.

Dans les portraits de femmes, il s'agit dans la plupart des cas de « femmes respectables »[7], plus âgées, l'atmosphère est différente, plus intime, plus douce et moins rigide, à l'exemple du portrait de sa sœur, *Madame F. Jacques, née Sophie Hartmann*, de 1892, dans lequel l'artiste a dépeint le personnage féminin dans une mise en scène dans des nuances gris-claires. Le *Portrait de Julie Graf, épouse de Victor Rischard*, conseiller à la Cour supérieure de Justice, de 1913 est assez exceptionnel de par son assez grand format et la manière dont l'artiste a représenté dans une composition très équilibrée une élégante femme à la mode inspirée de l'Art Nouveau (robe, chapeau, bijoux, fourrure). (Voir page 46)

Recherchée surtout pour ses portraits, elle a aussi peint des paysages, des intérieurs et des natures mortes. La plupart des œuvres ont été signées et datées de manière très systématique.[8]

Intérieur (« Son Intérieur »)

Dans l'esprit Art Nouveau, Glaesener-Hartmann a également représenté son atelier avec sa palette et son chevalet e.a. dans un *Intérieur* de 1902. Dans le fond du tableau, deux toiles sont accrochées représentant le portrait de son fils et son autoportrait sur lequel elle s'est présentée en tant qu'artiste peintre avec une palette à la main, dans une posture très déterminée.[9] Dans ce décor, les caractéristiques du style Art Nouveau se retrouvent dans une composition mettant en avant les organismes en croissance (florale), avec l'importance accordée à la lumière (verrière), à la nature, mais aussi à la femme (et son éducation) au centre de la composition, un contenu symbolique et littéraire à la mode de son époque.

En ce qui concerne la personnalité de l'artiste, l'historienne Antoinette Lorang a décrit en 1997 « une jeune femme exigeante et confiante », qui a connu un succès précoce et une certaine reconnaissance à titre posthume.[10] Elle a commencé à présenter ses œuvres à partir de 1882, à 24 ans, dans la vitrine de l'encadreur Segers, alors qu'elle était encore aux études.[11] De 1894 à 1916, elle a exposé onze fois aux Salons du Cercle artistique de Luxembourg (CAL).[12] Elle était une des premières femmes-artistes avec S.A.R. Adélaïde Marie, Grande-Duchesse de Luxembourg (1833-1916), Anne Pescatore (1842-1933) et Marguerite Thyes (1862-1920) à avoir exposé à ce Salon. Depuis, elle a figuré sur les listes des plus grandes rétrospectives sur l'art luxembourgeois.[13] Elle a probablement perçu une rémunération pour ses nombreuses commandes de portraits.[14]



© Collection du MNAHA Luxembourg / Photo : Tom Lucas

Portrait de Julie Graf, épouse de Victor Rischard, Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923), huile sur toile, 06/1913

Au Luxembourg, elle est représentée dans plusieurs collections publiques, dont celle du Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA) et des 2 Musées de la Ville de Luxembourg, ainsi que dans plusieurs collections privées.

Au niveau de la reconnaissance nationale, il existe deux rues au nom de Glaesener-Hartmann, une dans la capitale et l'autre à Sanem.[15]

Pour conclure, dans l'histoire de l'art du Luxembourg, Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann est une des premières femmes-artistes affirmées du Grand-Duché. Elle fut une portraitiste reconnue et recherchée de son vivant.

Malgorzata Nowara

est docteure en histoire de l'art et archéologie de l'Université libre de Bruxelles. Collaboratrice du Lëtzebuerger Konschtarchiv du Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA), elle rédige des biographies d'artistes luxembourgeois pour le Konschtlexikon (www.konschtlexikon.mnaha.lu/). Elle a auparavant été conservatrice de la section Beaux-Arts au MNAHA.

Bibliographie

Abillard, Marie, Éléonore Dérisson, Eva-Maria Höller et al. Elles. *Les élèves de Jean-Jacques Henner.* Paris : Musée national Jean-Jacques Henner, 2024. Exhibition catalogue.

Beck, Simone, « Was bedeuten die Straßennamen der Stadt? » *Ons Stad* April 2018: Ville de Luxembourg, 2018, 50. Accessed 23.03.2019.

Braun-Breck, Lotty, et al. *La représentation de la femme dans la peinture luxembourgeoise (jusqu'en 1945): Exposition organisée à La Galerie d'art Municipale (Villa Vauban) du 13 novembre au 13 décembre 1981*. Luxembourg: Ville De Luxembourg, 1981. Exhibition catalogue.

Eischen, Linda. « Les femmes dans l'art luxembourgeois. » *Ons Stad* Dec. 2004 : 13. Print.

Hirsch, Anton. *Die bildenden Künstlerinnen der Neuzeit*. Stuttgart: Ferdinand Enke, 1905, 186-190. Print.

Lorang, Antoinette. « ... so lässt ihre Malweise nicht die Frauenhand errathen' : Frauen in der Geschichte der Luxemburger Kunst ». Goetzinger, Germaine, Lorang, Antoinette, Wagener, Renée (éd.) „Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen..." : Frauen in Luxemburg 1880-1950. Luxembourg: Publications nationales du Ministère de la Culture, 1997, 267–287. Print.

Nowara, Malgorzata. « Une portraitiste qui fut à bonne école : Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923) entre dans le konschtlexikon.lu » *MuseoMag* N°III 2025: 24-26.

Nowara, Malgorzata[A1.1]. « Thérèse Glaesener-Hartmann. » konschtlexikon.lu. Last updated 2025-06-24 . https://www.konschtlexikon.lu/entry/lkl000220/2/. Web. Accessed 11/08/2026.

1 En 1905, Antoine Hirsch l'a mise en valeur dans son important ouvrage sur les femmes peintres de son époque. Ce propos est complété par l'historienne Antoinette Lorang en 1997, dans son importante étude sur les femmes peintres au Luxembourg et leur réception. Voir : Hirsch, Anton. *Die bildenden Künstlerinnen der Neuzeit.* Stuttgart: Ferdinand Enke, 1905, 186-190.. ; Lorang, Antoinette. « ... so lässt ihre Malweise nicht die Frauenhand errathen' : Frauen in der Geschichte der Luxemburger Kunst ». Goetzinger, Germaine, Lorang, Antoinette, Wagener, Renée (éd.) *„Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen..."* : Frauen in Luxemburg 1880-1950. Luxembourg : Publications nationales du Ministère de la Culture, 1997, 267–287. Voir aussi : Lorang, Antoinette. « Eine erfolgreiche Malerin : Thérèse Glaesener-Hartmann. » Goetzinger, Germaine, Lorang, Antoinette, Wagener, Renée (éd.) *„Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen..."* : Frauen in Luxemburg 1880-1950. Luxembourg : Publications nationales du Ministère de la Culture, 1997, 272–277.

2 En 2004, Linda Eischen a souligné le parcours exceptionnel pour une femme artiste de son époque. Voir : Eischen, Linda. « Les femmes dans l'art luxembourgeois. » *Ons Stad* Dec. 2004 : 13. Print.

3 Malgorzata Nowara. « Thérèse Glaesener-Hartmann. » konschtlexikon.lu. Last updated 2025-06-24 . https://www.konschtlexikon.lu/entry/lkl000220/2/. Web. Accessed 11/08/2026.

4 Grâce à Mme Marie-Françoise Glaesener-Hartmann, présidente honoraire des Amis des Musées, nous avons pu consulter les archives de Jean-Pierre Glaesener (1831-1901), le beau-père de l'artiste, auteur de l'important ouvrage intitulé *Le Grand-Duché de Luxembourg historique et pittoresque* en 1885. Voir : Nowara, Malgorzata. « Une portraitiste qui fut à bonne école : Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923) entre dans le konschtlexikon.lu » *MuseoMag* N°III 2025 : 24-26.

5 « Acte de naissance de Hartmann Therese, Eugenie, Huguette, Caroline, Josephine CT-03-02-0835, Luxembourg - naissance, 1858, n° 148. » https://archives.services-publics.lu/viewer/descriptions/709587/5564l?objectType=DisseminationURL. Web Accessed. 11.08.2026.

6 Concernant l'éducation de Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923), voir : Lorang, Antoinette. « Ein Studium im Ausland. » op.cit., 273-275. ; En France, jusqu'en 1897, les femmes n'étaient pas admises à l'École des Beaux-Arts, exclusivement réservée aux artistes masculins. Dépourvues de formation artistique officielle, elles se sont alors majoritairement tournées vers des ateliers privés. Ces ateliers privés étaient les seuls lieux au service de la formation des femmes peintres. Pour plus d'informations, voir : Abillard, Marie, Éléonore Dérisson, Eva-Maria Höller et al. *Elles. Les élèves de Jean-Jacques Henner.* Paris : Musée national Jean-Jacques Henner, 2024. Elle a fait partie des plus de 153 élèves de Jean-Jacques Henner répertoriés jusqu'à ce jour, voir : Musée national Jean-Jacques Henner. « Répertoire des élèves de Jean-Jacques Henner. » musée-henner.fr N.d. https://musee-henner.fr/repertoire-des-eleves Accessed 06.08.2026.

7 Lorang, Antoinette, op.cit., 277.

8 Concernant les différentes signatures de Marie-Thérèse Glaesener-Hartmann (1858-1923), nous renvoyons le lecteur au konschtlexikon.lu. Voir : Malgorzata Nowara. « Thérèse Glaesener-Hartmann. » konschtlexikon.lu., op.cit.

9 Cet autoportrait est illustré dans : Hirsch, Anton, op.cit., 188.

10 Lorang, Antoinette, op.cit., 270, 272.

11 Ibid., 275.

12 Elle a participé au Salon du CAL en 1894, 1896, 1900, 1902, 1904, 1907, 1908, 1909, 1911, 1912. Des œuvres de Glaesener-Hartmann ont été exposées de plus lors de l'exposition rétrospective d'art luxembourgeois organisée par le CAL au même moment que le Salon de 1926.

13 Pour ne citer que les deux expositions : *Cent ans de peinture luxembourgeoise: 1800-1900 en 1949 ou 150 ans d'art luxembourgeois au Musée national d'histoire et d'art en 1989*. Voir : Schmitt, Georges. *Cent ans de peinture luxembourgeoise: 1800-1900: exposition du 3 au 18 juillet 1949. Luxembourg : Musée de l'État Luxembourg, 1949.* Print. ; Koltz, Jean Luc, Musée national d'histoire et d'art, ed. *150 ans d'art luxembourgeois au Musée national d'histoire et d'art: peinture et sculpture depuis 1839: Exposition au Musée national d'histoire et d'art Luxembourg du 17 novembre au 31 décembre 1989*. 3rd éd. Luxembourg : Ministère d'Etat, 2005. Print.

14 Lorang, Antoinette, op.cit., 276.

15 Beck, Simone, « Was bedeuten die Straßennamen der Stadt? » *Ons Stad* April 2018 : Ville de Luxembourg, 2018, 50. Accessed 23.03.2019.

Text: Jean-Pierre Thilges

Germaine Damar – das brave Mädchen

Im April 1958 wurde ein fünfjähriger Knirps von seiner Großmutter ins Düdelinger Ciné Lutetia zu seinem ersten Kinobesuch mitgeschleppt. Auf der Leinwand flimmerten weder Bambi noch Pinocchio, sondern tanzende Damenbeine. Jahre später erfuhr der Knirps, dass der Film „Die Beine von Dolores" heißt, und dass besagte Beine Germaine Damar gehörten, Luxemburgs charmantestem Beitrag zum deutschen Wirtschaftswunder.

Walter Giller gab ihr den Spitznamen *Puppeline*, „sie hatte etwas püppchenhaftes". Sonja Ziemann hielt sie für „eine absolute Ballerina", Maria Sebaldt sagte, sie sei „direkt und spontan". Peter Weck „konnte sie nicht so richtig einordnen". Für Claus Biederstaedt hatte sie „eine blitzsaubere Ausstrahlung, fast steril, aber von einer überirdischen Heiterkeit". Joachim Fuchsberger lobte ihr Engagement: „Für „Symphonie in Gold" lernte sie *(sogar)* Eistanzen, sie war eine sehr effiziente und liebenswerte Kollegin". Ihr Regisseur Géza von Cziffra, der für seine spitze Zunge bekannt war, polterte allerdings ganz uncharmant: „Sie war sehr hübsch und tanzte zauberhaft. Schauspielerisch war sie so begabt wie eine Porzellanvase".



© Claude Piscitelli

Germaine Damar im Juni 2011 im Ciné Kursaal in Rümelingen

Von der Weltwirtschaftskrise...

Germaine Haeck wurde am 29. August 1929 in Petingen geboren, als dritte von vier Töchtern des Gärtners Dominique Haeck und seiner Frau Barbara Poncelet. Die Wirtschaftskrise zwang den Vater zum Berufswechsel, er arbeitete als Hüttenarbeiter in den ARBED-Stahlwerken. Erste Schritte als Turnerin und Akrobatin wagte Germaine im Turnverein von Niederkorn, unter Leitung ihres Turnlehrers Atilio Bariviera, mit dem sie, ihre Schwester Geny und einem weiteren Turner das Akrobatenquartett *Los Habaneros* gründeten, das einige Auftritte im hauptstädtischen Hotel Alfa hatte. Bei Ausbruch des Zweiten Weltkriegs im Mai 1940 flüchtete die Familie nach Paris, wo Germaine mit Geny und Bariviera als *Trio Delux* im Théâtre Bobino auftrat, im Vorprogramm von Edith Piaf und den *Compagnons de la Chanson*. In Paris nahm Germaine Tanz-, Ballett und Schauspielunterricht. Pariser Artisten wurden damals von der Besatzungsmacht gezwungen, in deutschen Lagern vor französischen Kriegsgefangenen aufzutreten, weshalb die junge Germaine indirekt auch mit den Konzentrationslagern konfrontiert wurde.



Sérénade au Texas (Texasmädel, 1958): Germaine Damar (links) und Sonja Ziemann

© Archives jpt

... zum deutschen Wirtschaftswunder

Nach Kriegsende tingelte Germaine (mittlerweile unter dem Namen *Poncelet*) mit ihrer Schwester Sylvie und deren Mann als *Trio Vialine* durch Nordafrika und den vorderen Orient, was ihr einen Auftritt vor König Faruk in Kairo bescherte, von dem leider keine Fotos überliefert sind. Die schwedische Sängerin und Schauspielerin Zarah Leander, die wegen ihrer Nähe zum Nazi-Regime bis 1948 Auftrittsverbot in Deutschland hatte, trat damals ebenfalls in Kairo auf. Germaines Bekanntschaft mit der nordischen Diva war ein Wink des Schicksals, denn Leander verhalf ihr im Mai 1952 zu Probeaufnahmen beim *Herzog Filmverleih* in München. Obwohl Regisseur Robert A. Stemmle und Produzent Herbert Tischendorff von den Aufnahmen nicht begeistert waren, engagierte Géza von Cziffra die junge Tänzerin für seinen Revue-Film *Tanzende Sterne*, mit dem Germaine der Durchbruch gelang. Auf Von Cziffras Wunsch änderte Germaine ihren Namen von Poncelet in Damar, in Anlehnung an die amerikanische Schauspielerin Hedy Lamarr. Ihren starken luxemburgischen Akzent hatte Germaine in *Tanzende Sterne* noch nicht ganz abgelegt: „Ich muss zugeben, dass ich damals noch etwas steif wirkte", erzählt sie im Dokumentarfilm *Der tanzende Stern*, den Regisseur Michael Wenk 2011 für das *Centre National de l'Audiovisuel* drehte. „Als Gage für meinen ersten Film erhielt ich 5.000 Mark, was sehr wenig war", erinnert sie sich, „das ging über 7.000, 10.000 bis hin zu 65.000 Mark am Schluss. Ein deutscher Unterhaltungsfilm durfte eh nie mehr als eine Million Mark kosten". Ihre Popularität in Deutschland spiegelte sich damals auch auf den Titelbildern der großen Illustrierten wider und brachte ihr sogar einen lukrativen Werbekontrakt mit den Seifen von *Lux* ein. „Noch Jahre später erhielt ich jeden Monat einen Karton mit Lux-Seife per Post".

Zwischen 1952 *(Tanzende Sterne)* und 1961 *(Die Liebe ist ein seltsames Spiel)* stand Germaine Damar in 28 Spielfilmen vor der Kamera. Unter ihren Leinwandpartnern fand man fast alle, die damals im deutschen Unterhaltungskino Rang und Namen hatten, Schauspieler, die heutzutage wohl nur noch älteren Generationen geläufig sind: Marianne Hold, Peter Alexander, Georg Thomalla, Harald Juhnke, Chris Howland, Heinz Erhardt, Grethe Weiser, Vico Torriani, Theo Lingen, Ralf Wolter, Udo Jürgens, Gustav Knuth, Willy Fritsch, Paul Hörbiger, Adrian Hoven, Hans Moser, Peter Frankenfeld oder Rudolf Schock. In Frankreich drehte sie 1958 – zusammen mit Sonja Ziemann - *Sérénade au Texas (Texasmädel)*, mit Bourvil und Luis Mariano in den Hauptrollen.

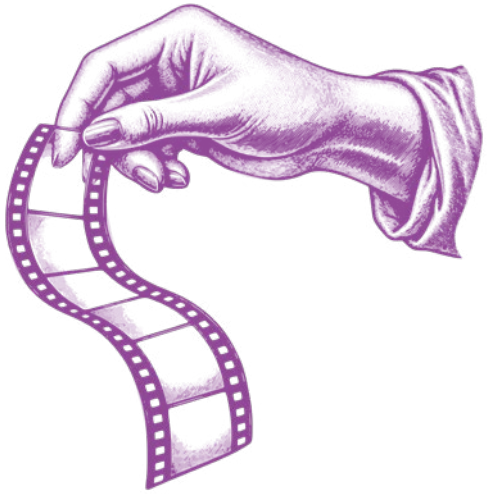
Las Piernas de Dolores und die Señores

Ihren größten Erfolg feierte sie 1957 mit Géza von Cziffras *Die Beine von Dolores*, über den das Reklameblatt des hauptstädtischen *Ciné Victory* damals ins Schwärmen geriet: „Eine Musik- und tanzbeschwingte Film-Revue um Lebensfreude und Lebenstüchtigkeit, (...) mit dem Sex-Appeal schöner Frauen in prächtiger Ausstattung und phantastischer (sic) Dekoration." Selbst im fernen Argentinien, wo Germaine drei Jahre lang in Buenos Aires lebte und eine eigene Fernsehshow moderierte, sorgten *Las Piernas de Dolores* für Begeisterungsstürme bei den schmachtenden *Señores*, die sie wie eine Diva feierten. Ein argentinischer Verleiher versuchte sogar, aus Germaines Erfolg Kapital zu schlagen, indem er einen Tanzfilm mit Marika Rökk unter dem Titel *Las Piernas de Marika* in die Kinos brachte, doch das ging schief, weil die Argentinier nur das Original sehen wollten. Weniger Glück hatte sie 1959: der von ihr koproduzierte Film *Glück und Liebe in Monaco*, in dem sie einen kurzen Auftritt mit Fürst Rainier, Fürstin Grace (Kelly) und Prinz Albert (im Kinderwagen) hatte, sollte ihr zum Verhängnis werden. Der Misserfolg des Films ruinierte sie finanziell.

In Argentinien heiratete Germaine Damar den amerikanischen Manager Roman Toparow und beendete 1964 ihre Karriere. 1966 wurde ihr Sohn Roman Martin geboren. Seit dem Tod ihres Mannes im Jahr 1993 lebt Germaine Damar zurückgezogen in Fort Lauderdale, Florida. Einen letzten Fernsehauftritt hatte sie 1985 mit Vico Torriani in der Show *Viva Torriani*, wo das *brave Mädchen aus Luxemburg* mit 56 Jahren eine atemberaubende Tanzeinlage zum Besten gab, die das Publikum zum Staunen brachte.



© Ciné Victory/Imprimerie Reka/Archives jpt



Quellen

Zitate: „Germaine Damar - Der tanzende Stern"; Michael Wenk / CNA (2011), DVD, Filmsammlung jpt

„Die Beine von Dolores", Géza von Cziffra (1957), DVD, Filmsammlung jpt

„Liebe, Tanz und 1000 Schlagerfilme", Manfred Hobsch, Schwarzkopf & Schwarzkopf Berlin, Archiv jpt

„Gelbe" Kinoreklamen Luxemburg Stadt 1957/58, Imprimerie Reka, Luxemburg, Archiv jpt

Filmografie Germaine Damar / www.fernsehserien.de

Wikipedia, Eintrag Germaine Damar

Jean-Pierre Thilges

73 Jahre – Kinofreak – Kinobauer – Journalist – Filmkritiker –Untertitel/ Übersetzer... im Ruhestand (sozusagen)

Text: Jean Reitz

Lise Rischard-Meyer, Spionin im Ersten Weltkrieg

Am 30. Mai 1919 wurden im Rahmen einer Truppenparade der französischen Armee auf dem Wilhelmplatz sieben Luxemburger vom Oberkommandierenden der alliierten Armeen, General Weygand, im Namen Frankreichs und Englands ausgezeichnet. Es handelte sich um Mitglieder des Netzwerkes von Lise Rischard, die während des Ersten Weltkriegs in Luxemburg ein Spionagenetz für den englischen Geheimdienst aufbaute und leitete.



Lise Rischard 1917 in Lausanne

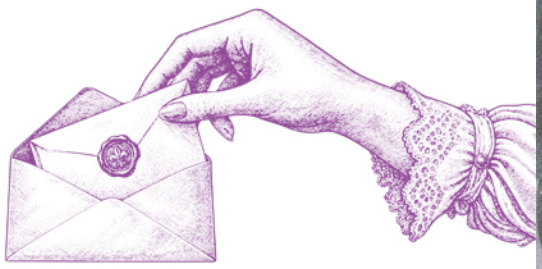
© Collection Janet Morgan

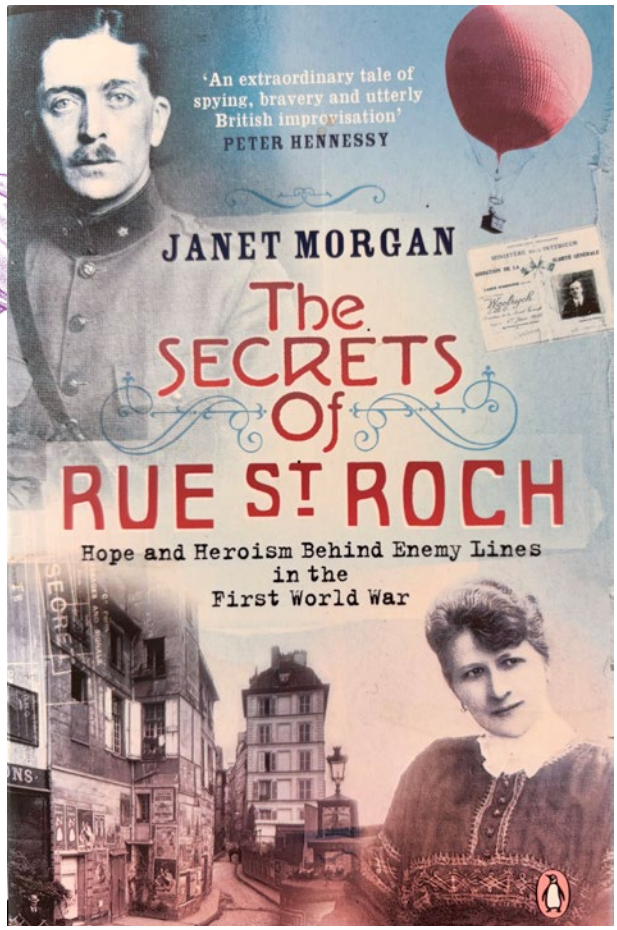
Elisabeth Meyer – Lise Rischard

Elisabeth wurde am 19. Mai 1868 in Eich als Tochter von Jean Meyer und Mélanie Diesbourg, genannt Amalia, geboren. Ihr Vater hatte in Heidelberg und Berlin Naturwissenschaften studiert. Von 1866 bis 1884 betrieb er die Apotheke Perlia in Eich. Parallel dazu baute er das Laboratorium der Hütte in Eich auf und war maßgeblich am Erwerb des Thomasverfahrens für die luxemburgische Eisenindustrie beteiligt. 1885 wurde er mit dem Aufbau der Hütte in Düdelingen betraut, die er bis 1896 leitete. Anschließend leitete er die Hütte in Pompey bis zu seinem Ruhestand im Jahre 1903.[1]

Elisabeth verbrachte ihre Jugend in Eich, Düdelingen und Pompey zusammen mit ihrer Schwester Marie und ihrem Bruder Léo, der leider mit 15 Jahren tragisch ums Leben kam. Sie heiratete Xavier Pelletier aus Pompey, mit dem sie einen Sohn, Marcel, hatte. Nach ihrer Scheidung heiratete sie im Jahr 1900 den Arzt Camille Rischard. Gemeinsam lebten sie in einer Villa am Boulevard Royal in Luxemburg.

Über Lises Leben ist leider nur wenig bekannt. Auch ihre Tätigkeit während des Ersten Weltkriegs geriet lange Zeit in Vergessenheit. Ihrem Sohn erzählte sie die Geschichte erst 1940 auf ihrem Sterbebett. Erst durch die Forschungen der Historikerin Janet Morgan, Ehefrau des Enkels des Geheimdienstoffiziers Bruce, konnte die Geschichte in den 1990er Jahren umfassend rekonstruiert werden.





Im Dienste des englischen Geheimdienstes

Im Sommer 1916, mitten im Ersten Weltkrieg, fuhr die 49-jährige Lise Rischard nach Paris, um ihren Sohn Marcel zu besuchen, bevor dieser in den Krieg eingezogen werden sollte. Lise reiste offiziell in die Schweiz, gelangte von dort nach Paris. Für ihre Rückreise in die Schweiz wandte sie sich hilfesuchend an einen Bekannten, den ehemaligen französischen Gesandten in Luxemburg, Armand Mollard.

Mollard konnte ihr zwar kein Visum verschaffen, stellte sie jedoch zwei englischen Offizieren des Geheimdienstes vor, die Kontakt zu Bürgern aus Luxemburg suchten, um sich über die Lage im Land zu informieren. Captain George Bruce, Leiter der Pariser Außenstelle des englischen Geheimdienstes in der Rue St. Roch 41, und Captain Lewis Campbell unterbreiteten Lise Rischard den Vorschlag, in Luxemburg ein Spionagenetz aufzubauen, das Informationen über den Zugverkehr der deutschen Streitkräfte in Luxemburg sammeln sollte. Nach anfänglichem Zögern, reiflicher Überlegung und mehreren Treffen mit Bruce und Campbell, sagte Lise Rischard schließlich zu.

Während der folgenden Monate bereitete Lise Rischard sich auf ihre neue Aufgabe vor. Sie eignete sich Kenntnisse über die deutsche Armee an und erlernte den komplizierten Geheimcode, den Captain Lewis Campbell speziell für diese Aktion entwickelt hatte.

Im Juni 1917 fuhr Lise Rischard zurück in die Schweiz. Sie war mit einem offiziellen Visum der Schweizer Behörden ausgestattet. Anfang Februar 1918 erhielt sie schließlich die Erlaubnis durch Deutschland nach Luxemburg zu reisen.

Das Netzwerk der Eisenbahner

Lise baute mit Unterstützung ihres zweiten Mannes, Dr. Camille Rischard, das Spionagenetzwerk in Luxemburg auf. Seine Tätigkeit als Arzt der Eisenbahn erlaubte es ihm, den Hauptbahnhof jederzeit zu betreten und zu verlassen. Außerdem konnte er auch ohne größere Schwierigkeiten Außenposten und abgelegene Stellwerke besuchen.

Die Informationen wurden von Eisenbahnern zusammengetragen, darunter Joseph Offenheim, Jean Rockenbrod, Auguste Diederich, Ernest Kraus und Jean Kneip. Später, als der Zugverkehr zunahm, wurden auch noch andere Eisenbahner rekrutiert, darunter der Werksmeister Edouard Bram. Er war der ideale Mann für diese Aufgabe, denn zu seinen Pflichten gehörte es, die Wagen und Lokomotiven der durchfahrenden Züge zu kontrollieren. Mit der Ölkanne in der Hand, in seinem verschlissenen Blaumann, fiel er kaum auf und konnte ungestört die beförderten Truppen und Waffen beobachten und notieren.

Das Haus der Familie Rischard,
20, boulevard Royal, Luxemburg.



© Photothèque de la Ville de Luxembourg - Foto: Batty Fischer 1957



© Photothèque de la Ville de Luxembourg - Foto: Aloyse Ahnen 1919

Lise Rischard verschlüsselte die Nachrichten über Nacht. Nächtelang saß sie an ihrem Schreibtisch im ersten Stockwerk des Hauses. Sie kommunizierte mit Captain Bruce in Form eines Briefwechsels mit einer frei erfundenen Schweizer Familie namens Garland. Er diente zur Kontrolle der übermittelten Nachrichten und der Überprüfung der Sicherheit des Netzwerkes.

Die codierten Artikel im Landwirt

Für die Übermittelung der Informationen des luxemburgischen Netzwerks nach Frankreich wurde die Zeitschrift *Der Landwirt* genutzt, die unter der Leitung von Jeanne Schroell-Schmitt herausgegeben wurde.

Joseph Hansen, der Nachbar von Frau Schroell und Gymnasiallehrer, verarbeitete die verschlüsselten Nachrichten in Artikeln, die viermal wöchentlich im *Landwirt* veröffentlicht wurden. Der belgische Jesuitenpater Cambron, der in der Schweiz lebte, abonnierte die Zeitung und leitete sie an den englischen Geheimdienst weiter. Spätestens eine Woche nach dem Erscheinen des Landwirts in Luxemburg konnten die Informationen in Paris entschlüsselt werden.

Ab März 1918 wurden täglich Nachrichten übermittelt. Die Informationen aus Luxemburg waren äußerst regelmäßig und präzise. Sie ermöglichten es den Alliierten, den Aufmarsch der deutschen Truppen genauer zu bestimmen und waren daher von großer Bedeutung. Dank dieser Informationen erkannten die Generalstäbe der alliierten Armeen, wo das deutsche Heer seine letzte große Offensive im Herbst 1918 plante. Diese Offensive konnte verhindert werden, wodurch der Waffenstillstand vom 11. November 1918 in greifbare Nähe rückte.

Nach dem Krieg erhielt Lise Rischard das französische *Croix de guerre avec palmes* und wurde zum *Commander of the British Empire* ernannt. Ihr Sohn Marcel Pelletier hatte den Ersten Weltkrieg übrigens unbeschadet überstanden. Er lebte gemeinsam mit seiner Mutter und seinem Stiefvater in Luxemburg und arbeitete als Sportjournalist.





General Weygand, Oberkommandierender der alliierten Armeen, zeichnet verschiedene Mitglieder des Netzwerkes mit französischen und englischen Orden aus: Lise Rischard, Dr. Camille Rischard, Joseph Hansen, Paul Schroell, Werkmeister Edouard Bram und die beigeordneten Hauptbahnhofsvorsteher Jean Rockenbrod und Joseph Offenheim.

Sammlung Serge Kugener.



№ 92 — 82. Jahrgang — Donnerstag 20. Juni 1918

Der Landwirt

Informationsblatt für den Norden des Luxemburger Landes.

Abonnement: 2.50 Fr. pro Quartal. Anzeigen: 40 Cent. pro Petitzeile. Erscheint 4 × wöchentlich.

Verantwortlicher Herausgeber u. Drucker: Paul Schroell, Diekirch.

Vom Weltkrieg.

Französische Bulletins.

Paris, 16. Juni. Amtlicher Abendbericht. (Verspätet eingetroffen.) Zwischen Oise und Aisne haben wir Gegenangriffe des Feindes nördlich von Hautebraye zurückgeschlagen und unsere Gewinne von heute Morgen gesichert. Die Zahl der in dieser Gegend gemachten Gefangenen beträgt 370. Wir erbeuteten u. a. 25 Maschinengewehre und 8 Grabenmörser.

Paris, 18. Juni. Amtlicher Nachmittagsbericht: Südlich der Aisne glückte den Franzosen eine örtliche Kampfhandlung südlich Ambleny und östlich von Montgobert. Die Franzosen machten etwa hundert Gefangene, darunter zwei Offiziere. Zwischen Ourcq und Marne machten französische Patrouillen Gefangene. An der übrigen Front war die Nacht ruhig.

FRANKREICH.

Umbildung des Kabinetts Clemenceau?

Nach einem Lyoner Blatt wird mit der teilweisen Umbildung des Kabinetts Clemenceau gerechnet.

OSTERREICH-UNGARN.

Amtlicher österreichischer Bericht.

Die neue Offensive.

Wien, 19. Juni. Amtlich wird verlautbart: Der Südflügel der Heeresgruppe des Feldmarschalls Boroevic erkämpfte in steilem Vordringen neue Erfolge. Der Kanal Roseta wurde an einigen Punkten überschritten. Der Italiener setzte alles daran, mit Vorstößen zu hemmen. Aus engen Räumen werden Gefangene zahlreicher zusammengetriebener Verbände eingebracht. Auf tiefe Tellergräben, die namentlich beiderseits der Bahn Oderzo-Motta mit großer Zähigkeit gehalten wurden, brachen unter schweren Verlusten am Fuße von San Andrea bis Fossalta und durchkreuzten das Vorrücken des Gegners in die Kampfzone bei der Schleife von San Dona. Die Zahl der seit Beginn gemachten Gefangenen erhöht sich auf 120 Offiziere und 4500 Soldaten, von denen 718 von englischen und 261 von französischen Truppen gefangen genommen worden sind. Die Unterstützung in der Luft machte sich trotz ungünstiger Bedingungen weiterhin stark fühlbar. 14 feindliche Flugzeuge wurden im Laufe der beiden letzten Tage abgeschossen.

„Giornale d'Italia" zur Offensive.

Der Kriegsberichterstatter des „Giornale d'Italia" meldet: Die Haltung unserer Soldaten war großartig. Das schnelle Eingreifen der Artillerie und die Zähigkeit der Infanterie haben den Feind verhindert, die während des ersten Tages vorgesehenen Ziele zu erreichen. Um 8 Uhr fingen tausende feindlicher Feuerschlünde an, einen Hagel von Geschossen auf unsere Stellungen auf der Hochebene von Asiago bis zum Monte Grappa zu schleudern. Kurz danach dehnte sich das Feuer vom Astach-Tal bis zum Lagorina-Tal und vom Montello bis zum Meere aus, aber schon seit 11,45 Uhr, vor Beginn des feindlichen Infanteriekampfes, fingen unsere Batterien auf der Hochfläche eine energische Gegenvorbereitung an. Die feindlichen Sturmtruppen wurden mit Lastautos in die erste Linie gebracht, sie wurden von unserer Artillerie verfolgt, die große Verwirrung hervorrief. Unsere Kanoniere hörten keinen Augenblick auf, trotz der außerordentlichen und erstickenden Gasgranatenangriffe dem Feinde zu erwidern. Das Gasbombardement erreichte auch die Deckungsgräben; bis zu den Dörfern hinter unserer Linie war das feindliche Feuer höllisch. Mehr als 300 Granaten fielen in die Stadt Treviso. Die venezianischen Städte

Berlin, 18. Juni. Nach Meldungen aus Petersburg ist die bolschewistische Regierung in Westsibirien durch Gegenrevolutionäre und Tschechen gestürzt worden. Omsk sei von den Truppen genommen. Bei Omsk, Jekaterinburg und Ufa sei es zu schweren Kämpfen gekommen. Oberst Iwanow und ein Mann namens Lyschowitsch sendten an die Sowjet-Regierung ein Telegramm in dem es heißt: Die Bolschewisten Sibiriens sind gestürzt und eine vorläufige Sowjet-Regierung von der sibirischen Duma gewählt, hat die Regierung angetreten. Ihre erste Aufgabe ist die Einberufung der Konstituante. Die sibirische Regierung ist bereit, Rußland mit Brot zu versorgen unter der Bedingung, daß der Rat der Volksregierung keine kriegerischen Schritte gegen Sibirien unternimmt. Hierauf teilte Lenin mit, daß der Rat es ablehne in Unterhandlungen mit der sibirischen Regierung einzutreten. Lenin ordnete bereits in den Gebieten der Wolga, des Urals und in sibirischen Bezirken die Mobilisierung der fünf letzten Jahrgänge, ebenso in Moskau die Mobilisierung bestimmter Waffengattungen an, um sie gegen die sibirische Regierung zu verwenden.

ENGLAND.

In den beiden genannten Artikel vorgesehene Minimum von 35 Centimen ist auf 50 Centimen festgesetzt.

Art. 3. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher ins „Memorial" eingerückt wird, um mit dem 1. Juli künftig in Kraft zu treten.

Lokal-Neuigkeiten.

Ettelbrück, 20. Juni. Fräulein Jacoby aus der Schlachthofstraße fiel ins Wasser und ertrank.

Medernach, 19. Juni. Gelegentlich des Geburtstages der Großherzogin wurde Herrn Nik.

Die Frau Oberstleutnant wollte ihre Brillanten, die sie zum Reinigen gegeben, wieder abholen.

Rita hatte Dolores natürlich sofort wiedererkannt, das war ein pikantes Zusammentreffen! Neugierig musterte sie die ehemalige Freundin, die ihr in ihrem armseligen Kleid den Rücken gewandt. Was tat denn die hier in einem Juwelergeschäft? Der Juwelier bediente die Eingetretenen.

„Wenn die Damen Interesse haben — — ich könnte Ihnen einen schönen Ring zeigen — — Sie erlauben doch, Fräulein?" Er nahm Dollys Ring und zeigte ihn der Frau Oberstleutnant, die ihn entzückt betrachtete.

„Ah, wie ich sehe, hat der Ring schon eine Liebhaberin gefunden", bemerkte Frau Fränze.

„Nein, Frau Oberstleutnant, das Fräulein möchte ihn verkaufen!"

Interessiert musterte die Dame Dolores durch ihr Schildpattlorgnon. „Ah, verkaufen — Allerdings, der Ring ist recht hübsch — ah, Fräulein, jetzt erkenne ich Sie! Sind Sie nicht bei Gärtner Biesenmann? Und dieser Ring ist Ihr Eigentum?"

(Fortsetzung folgt.)

Goesdorf (Wilh), 18. Juni. Vorgestern trug man hier einen der Besten vom östlinger Bauernstamm, Herrn Nik. Koeth, zu Grabe. Kaum 58 Jahre zählte der kräftige Mann, den ein Hirnschlag allzufrüh dahingerafft. Beim Heumähen fällte ihn der Tod. Der Verstorbene war als grader, liebenswürdiger und immer hilfsbereiter Mensch weit bekannt. Er war ein fortschrittlich und unabhängig denkender Bauer, einer von denen, für die die Beobachtung der Höchstpreise eine soziale Pflicht in dieser harten Zeit bedeutete. Seinem Heimatdorf hat er als Präsident des Lokalvereins wertvolle Dienste geleistet. Sein Andenken wird bei seinen Freunden in Ehren bleiben.

Luxemburg, 18. Juni. Die Zeit ist also wieder angekommen, wo die gottgesegneten Luxemburger zum Abgewöhnen oder wohl auch weil heute sonst keine Sorgen uns quälen, wieder in den politischen Kampf sich stürzen, und die verschiedenen Parteien — die tiefigen Sozialisten haben auf Mittwoch Abend bereits eine vorbereitende Versammlung einberufen — rüsten sich zu dem von den Klerikalen dem Lande aufgezwungenen Kampf. Allerdings werden die meisten mit Widermut in das Gemenge sich stürzen; denn betrübender, beschämender und kindischer als dieses erbärmliche Gezänke mitten in dem blutigsten Weltkriege wird unsere Geschichte nichts, hinsichtlich unseres Solidaritätsgefühle, den zukünftigen Geschlechtern erzählen.

Luxemburg, 20. Juni. In Anbetracht der unhaltbaren Lage, in welcher sich das Personal der Sekundär- und Kantonalbahnverwaltung infolge der Gewährung unzureichender Gehalts- bezw. Teuerungszulagen seitens der betreffenden Verwaltungen befindet, hat der „Landesverband Luxemburger Eisenbahner" zur Besserung der Lage der Kleinbahnkollegen bei der großherzoglichen Regierung die nötigen Schritte unternommen. Das Weiteren hat der Verbandsrat des „Landesverbandes Luxemburger Eisenbahner" in nachstehender an die großherzogliche Regierung

Der Landwirt, Ausgabe vom 20. Juni 1918

Bibliografie

Janet Morgan, The Secrets of Rue St Roch: Intelligence Operations Behind Enemy Lines in the First World War, Allen Lane, 2004, pp 408

Gérard Arboit, Espionner le Grand-Duché de Luxembourg: une guerre secrète méconnue pendant la Première Guerre mondiale (deuxième partie), in: Hémecht 2015/2, pp.133-153

Jean Reitz/Nadine Geisler, Lise Rischard, eine luxemburgische Spionin im Ersten Weltkrieg, in: Ons Stad 118, S.35-37

1 Jean Meyer, in www.industrie.lu/MeyerJean.html, consulté le 13.08.2026

2 Janet Morgan, The Secrets of Rue St Roch: Intelligence Operations Behind Enemy Lines in the First World War, Allen Lane, 2004, pp 408

Jean Reitz

arbeitet als unabhängiger Experte und Historiker, er hat sich auf die Konzeption von größeren historischen und kunsthistorischen Ausstellungen spezialisiert (Cocteau, Picasso, Weltkriege, usw.).

Text: Germaine Goetzinger



©Postes Luxembourg

Briefmarke von 2014 zu Ehren Marie Speyers

Marie Speyer (1880-1914)

Seit 2024 vergibt die Universität Luxemburg jährlich vier Marie Speyer Excellence Grants. Sie sind Forscherinnen vorbehalten, mit 130 000 € dotiert und dienen dem Ausbau bestehender Forschungsprogramme, der Entwicklung innovativer Konzepte und der Schaffung eines chancengleichen Forschungsumfeldes. Gleichzeitig soll einer Frau gedacht werden, die zu den ersten Akademikerinnen Luxemburgs zählte und das zu einem Zeitpunkt, als es in Luxemburg weder Mädchengymnasium noch Abitur für Mädchen gab.

Die Studentin

Um dieses Ziel zu erreichen, ging die Namensgeberin der Stipendien, die am 13. Juli 1880 in Vianden geborene Tochter des Friedensrichters Jean-Pierre Speyer und seiner Frau Annemarie Botzem, einen schwierigen Weg.[1] Nach der Höheren Töchterschule von Sainte Sophie 1892-1895 besuchte sie von 1895-1898 die dortige Lehrerinnennormalschule und legte zusätzlich das Brevet der Alliance française ab. Somit hatte sie die höchste, einer Frau damals in Luxemburg zugestandene Bildungsqualifikation erreicht.

Ihr Wunsch aber blieb ein Universitätsstudium. Um die Hochschulreife zu erlangen, stellte sie sich den für Lehrer und Lehrerinnen vorgesehenen 'Rangexamina', was eine große Verzichtbereitschaft voraussetzte. Während andere jungen Menschen das Leben genossen, hieß es für die angehende Studentin eine ernste, fast klösterliche Existenz zu führen.

1905 schrieb sich Marie Speyer in der Schweiz an der Universität Freiburg ein, wo sie mit Marie Mc Carthy aus Irland und Helen Sokolowska aus Galizien zu den ersten Studentinnen der philosophischen Fakultät gehörte. Der Abschied von der inzwischen verwitweten Mutter, welche die Wahl ihrer Tochter keineswegs billigte, war ihr schwergefallen.

Nach Ablegung der vorgeschriebenen Zusatzprüfung in Latein wählte sie die Fächer Ältere und Neuere deutsche Literaturwissenschaft, Neuere französische Literatur und Geschichte, wobei sich eine fruchtbare Arbeitsgemeinschaft mit dem Germanisten Wilhelm Kosch entwickelte. Während des Wintersemesters 1907-08 studierte Marie Speyer dann an der Universität Prag bei Professor August Sauer, denn zum Leben genüge Büchergelehrsamkeit nicht, vielmehr müsse man wie Odysseus „vieler Menschen Städte und Geist kennen lernen."[2]

Die Wissenschaftlerin

Marie Speyer war eine begeisterte und geschätzte Studentin. Ihre Arbeit habe sich weder durch „Effekthascherei" noch durch „blumige Phrasen" ausgezeichnet, sondern durch „klare, wissenschaftlich kritische Erörterung"[3] , erinnert sich ein ehemaliger Kommilitone. 1908 erschien ihre erste Publikation, eine Studie über Wilhelm Raabes *Holunderblüte*.[4] Raabe höchstpersönlich beglückwünschte Marie Speyer für die liebenswürdigen Weise, mit der sie ihn noch „bei Lebzeiten auf den Seziertisch"[5] gelegt habe.



© Archives Lycée Robert Schuman

Schülerinnen des Lycée de jeunes filles mit Marie Speyer

Marie Speyer Stipendien der Universität Luxemburg
www.uni.lu/en/about/gender-equality/marie-speyer-grants/



Am 18. März 1909 promovierte Marie Speyer in Freiburg summa cum laude mit der Arbeit *Friedrich Wilhelm Weber und seine Beziehungen zum deutschen Altertum*.[6] Damit war sie die erste Frau, die an der Universität Freiburg den Doktorgrad erworben hatte.

Gerne hätte sie wissenschaftlich weitergearbeitet. An Projekten fehlte es nicht. Gemeinsam mit Wilhelm Kosch und August Sauer wollte sie eine historisch-kritische Gesamtausgabe der Werke Eichendorffs herausgeben. Doch dazu hätte es einer Stellung an der Universität bedurft, wo eine Habilitation den Frauen verwehrt blieb. „Wär ich ein Mann, so stände mir, wie den Kollegen, die Welt offen", schrieb Marie Speyer an ihre Schwester. „Doch will ich tun, was in meinen Kräften liegt, mir auch ein Plätzchen an der Sonne zu erobern."[7]

Die Schuldirektorin

Als ihr im Herbst 1909 die Leitung des neugegründeten kantonalen Mädchengymnasiums in Freiburg angeboten wurde, wandte sich Marie Speyer der höheren Mädchenbildung zu. Die Curricula der von Anfang an als zweisprachig konzipierten Schule, erstellte sie selber. Sie beabsichtigte das „Stück- und Flickwerk der buntfarbigen Landkarte so vieler alten Mädchenschulprogramme"[8] zu beenden. Mädchen, die diese Schule verließen, sollten über eine solide Bildung verfügen, keinen Nachholbedarf an Mathematik und Latein aufweisen und bestens gerüstet für ein Hochschulstudium sein.

Im Herbst 1911 nahm Marie Speyer das Angebot der Luxemburger Regierung an, dem neugegründeten Lycée de Jeunes Filles in Luxemburg als beigeordnete Direktorin vorzustehen. Ein weltliches Mädchengymnasium war vom *Verein für die Interessen der Frau* und seiner Vorsitzenden Aline Mayrisch de Saint-Hubert gefordert und zusammen mit der *Association pour la création d'un Lycée de Jeunes Filles* und seinem Vorsitzenden Nicolas van Werveke verwirklicht worden (Gesetz vom 17. Juni 1911). Damit wurde das ursprünglich in privater Trägerschaft gestartete Gymnasium vom Staat übernommen. Einem erfolgreichen Unterrichtsbetrieb stand demnach nichts mehr im Wege.

Doch unglücklicherweise geriet Marie Speyer in das Räderwerk der politischen Machenschaften zwischen linksliberalen und konservativen Kräften, die sich einen erbitterten Kampf um die Einflussnahme der Kirche auf die Schule lieferten. Marie Speyer, die sich als Katholikin verstand, wurde vorgeworfen, mit dem Vortrag *Raabe als Erzieher* auf dem katholischen Lehrertag 1911 „den Klerikalen in ihrer Bekämpfung des öffentlichen Unterrichts Helfersdienste" geleistet zu haben.[9] Das hoffnungsvoll gegründete Mädchengymnasium sei „unter der Hand zu einer Filiale der Nonnenpensionate geworden."[10] Auch wurde Marie Speyer jegliche Fachkompetenz abgesprochen. Sie litt unter den Anrempelungen und vermisste das geistig anregende Klima einer Universitätsstadt. Luxemburg kam ihr geradezu wie eine „geistige Wüste" vor.[11]

Kurz vor ihrem 34. Geburtstag erlag Marie Speyer am 18. Juni 1914 einem Krebsleiden. Die gemeinsam mit Kosch und Sauer geplante historisch-kritische Gesamtausgabe der Werke Eichendorffs konnte sie nicht zu Ende führen.[12] Marie Speyer sei ihm die „beste Schülerin, Gehilfin und Freundin" gewesen, schreibt Kosch in seinem Nachruf.[13] Schon 1912 hatte er der geschätzten Wissenschaftlerin seine Aufsatzsammlung *Menschen und Bücher* gewidmet.[14]

1 Zu Marie Speyer siehe: Goetzinger, Germaine: Marie Speyer. Eine Karriere im Spannungsfeld von Germanistik und Pädagogik. In: Goetzinger, Germaine / Antoinette Lorang / Wagener, Renée (Hrsg.): „Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen …". 1880-1950. Frauen in Luxemburg – Femmes au Luxembourg. Luxembourg, Publications nationales, 1997, S. 45-61; Marie Speyer: Erinnerungsblätter. Ausgewählte Vorträge und Aufsätze. Hrsg. von ihren Luxemburger Freunden. Luxemburg, St. Paulus-Druckerei, 1930.

2 Erinnerungsblätter, S. 44.

3 H. S.: Dr Marie Speyer 1880-1914, In: Luxemburger Schulfreund, Jg. 43, Nr. 13 und 14, 1914, S. 11-144 und 154-163, S. 154.

4 Speyer, Marie: Raabes Hollunderblüte. Eine Studie. Regensburg, J. Habbel, 1908.

5 Wilhelm Rabe an Marie Speyer. Unveröffentlichte Briefe. In: Jonghemecht, Jg. 6, Nr. 1, S. 12-14, S. 12.

6 Die Doktorarbeit erschien 1910, um einige Kapitel ergänzt, unter dem Titel *Friedrich Wilhelm Weber und die Romantik* beim Verlag J. Habbel in Regensburg.

7 Erinnerungsblätter, S. 49.

8 Speyer, Marie: Frauenstudium und Mädchenbildung. Rückblick und Ausblick. In: Pharus Jg. 3, 1912, S. 307.

9 Ein kleines und ein großes Ereignis. In: Monatsrevue des öffentlichen Lebens Nr. 3, 15.09.1911, S. 10.

10 Aus unserm Mädchengymnasium. In: Luxemburger Zeitung, Morgenausgabe, 20.11.1912, S. 2.

11 Erinnerungsblätter, S. 65.

12 Unter ihrer Herausgeberschaft erschien lediglich: Ahnung und Gegenwart. Regensburg, J. Habbel 1913.

13 Kosch, Wilhelm: Marie Speyer zum Gedächtnis. In: Eichendorff-Kalender für das Jahr 1915, Jg. 6, S. 17-21, S. 17.

14 Kosch, Wilhelm: Menschen und Bücher. Gesammelte Reden und Aufsätze. Leipzig, Dyk, 1912.

Germaine Goetzinger

Germaine Goetzinger hat Germanistik und Geschichte an der Universität Tübingen studiert und war 1995 Gründungsdirektorin des Centre national de littérature/ Lëtzebuerger Literaturarchiv in Mersch. Sie hat zahlreiche Arbeiten über die Literatur- und Sozialgeschichte Luxemburgs veröffentlicht.

Text: Renée Wagener

Das Wahlrecht war nur der Anfang

Marguerite Thomas (1886–1979), Pionierin für die rechtliche Emanzipation der Frauen

Als erste Frau schaffte Marguerite Thomas-Clement 1919, kurz nach dem Ersten Weltkrieg, den Sprung ins Parlament. Doch die Politikerin erlitt später politischen Schiffbruch. Ihre Bilanz bleibt dennoch positiv, denn sie kämpfte – ihrer Zeit weit voraus – für die generelle Gleichstellung von Frauen und Männern.[1]



Foto: Al. Ahnen & fils (Luxemburger Illustrierte 1925, Nr. 13, S.2)

Nicht mehr Sozialistin, sondern Linksliberale: Marguerite Thomas-Clement als Kandidatin auf der „radikal-sozialistischen" Liste 1925.

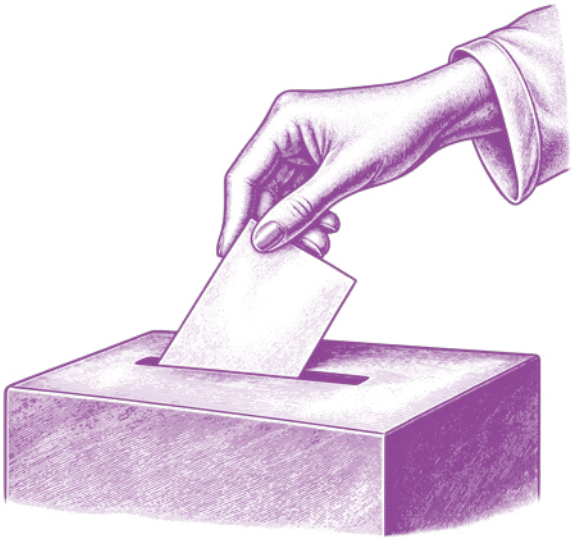
Marguerite Clement, geboren 1886 in der Stadt Luxemburg, war Lehrerin. Damit hatte sie einen der wenigen Berufe ergriffen, die Frauen damals finanzielle Unabhängigkeit ermöglichten und ihnen intellektuell Türen öffneten. Der Lehrberuf wurde deshalb gerade für Frauen zu einem Katalysator des gesellschaftlichen Aufstiegs.

Die junge Frau entstammte einem kleinbürgerlichen Milieu. Ihre Eltern waren vom Land in die Hauptstadt gezogen: Vater Carl Joseph Clement aus Bascharage war Bautechniker, von Mutter Maria Kolbach aus Capellen ist kein Beruf bekannt. 1917 heiratete sie mit Anfang Dreißig – für diese Zeit ungewohnt spät –, den zwei Jahre älteren Xavier Thomas. Das Paar wohnte auf Limpertsberg, dort, wo sich heute das 'Café Theaterstuff' befindet.

Über die politischen Aktivitäten ihres Ehemanns ist bislang mehr gewusst als über Marguerite Clements Weg zur Politik. Xavier Thomas war Handschuhschneider, wurde aber 1917 Angestellter der „Bourse du Travail" (eine Frühform des Arbeitsamts). Er agitierte gewerkschaftlich, wurde Mitglied der „Sozialdemokratischen Partei" und Ende 1918, als in Luxemburg eine revolutionäre Stimmung ausbrach, der republikanischen Bewegung.

In der politischen Arena

Eine erste Spur des politischen Engagements von Marguerite Thomas-Clement findet sich erst Mitte 1918, als sie dem Aufruf von engagierten Sozialdemokratinnen folgte und eine Petition zugunsten des Frauenwahlrechts unterschrieb. Während die Politiker aller Couleur sich einig waren, nach dem Krieg das bis dahin geltende Zensuswahlrecht durch das allgemeine Männerwahlrecht zu ersetzen, war die politische Beteiligung von Frauen zunächst überhaupt kein Thema. Die Frauen-Petition sollte aber ihr Echo haben, wenn auch das Frauenwahlrecht vom katholischen Staatsminister Émile Reuter eher aus strategischen Gründen



befürwortet wurde: Allgemein nahm man an, dass Frauen dem Pfarrer folgen und konservativ wählen würden. Reuter hoffte deshalb nicht nur, dass er mit den weiblichen Stimmen seiner Partei einen Vorteil verschaffen würde, sondern auch, dass damit das angekündigte Referendum zur Monarchiefrage in seinem Sinne ausgehen würde.

Am 8. Mai 1919 wurde das allgemeine Wahlrecht für alle erwachsenen Luxemburgerinnen und Luxemburger vom Parlament angenommen. Doch auf den Wahllisten für die ersten Wahlen, die im Oktober 1919 stattfanden, waren die Namen von Frauen rar gesät. Die katholische Rechtspartei hatte eine einzige Kandidatin aufzuzeigen, die Sozialistische Partei immerhin drei. Eine davon war Marguerite Thomas-Clement. Dass sie es auf die sozialistische Liste für den Bezirk Zentrum schaffte, war bereits bemerkenswert. Als sie am Wahltag aus dem Stand heraus zur ersten Luxemburger Abgeordneten gewählt wurde, beeindruckte sie so manche junge Frau. So erinnerte sich die spätere Resistenzlerin Berthe Schmitz an den Tag ihrer Eidesleistung im Parlament: *„Der hochgestreckte Arm, die ausgestreckten Schwurfinger, die feierliche Eidesformel, die beobachtenden, abwägenden Blicke der männlichen Kollegen - alles das trieb uns eine Gänsehaut über den Rücken. Eine Geschlechtsgenossin hatte sich in die Arena gewagt, hatte den Mut aufgebracht, als erste Frau in der luxemburgischen Geschichte politische Verantwortung zu übernehmen und hatte feierlich geschworen, ihr Bestes zu tun. Die Welt um uns versank. Uns blieb der Eindruck des Einmaligen, des Nicht-Wiederholbaren."*

Zunächst hielt Thomas-Clements Erfolg an: Im Oktober 1920 wurde sie in den hauptstädtischen Gemeinderat gewählt, 1924 wurde sie gar Stadtschöffin. Zugleich war sie aber auch in den ideologischen Richtungsstreit involviert, der die damalige Sozialistische Partei zerriss. Nachdem sich die Zentrumssektion von der Altpartei abgespalten hatte und sich in einer „radikalsozialistischen" (sprich linksliberalen) Splitterpartei wiederfand, verlor diese zunehmend an Bedeutung. 1931 wurde Thomas-Clement nicht mehr ins Parlament gewählt und beendete ihre politische Aktivität.

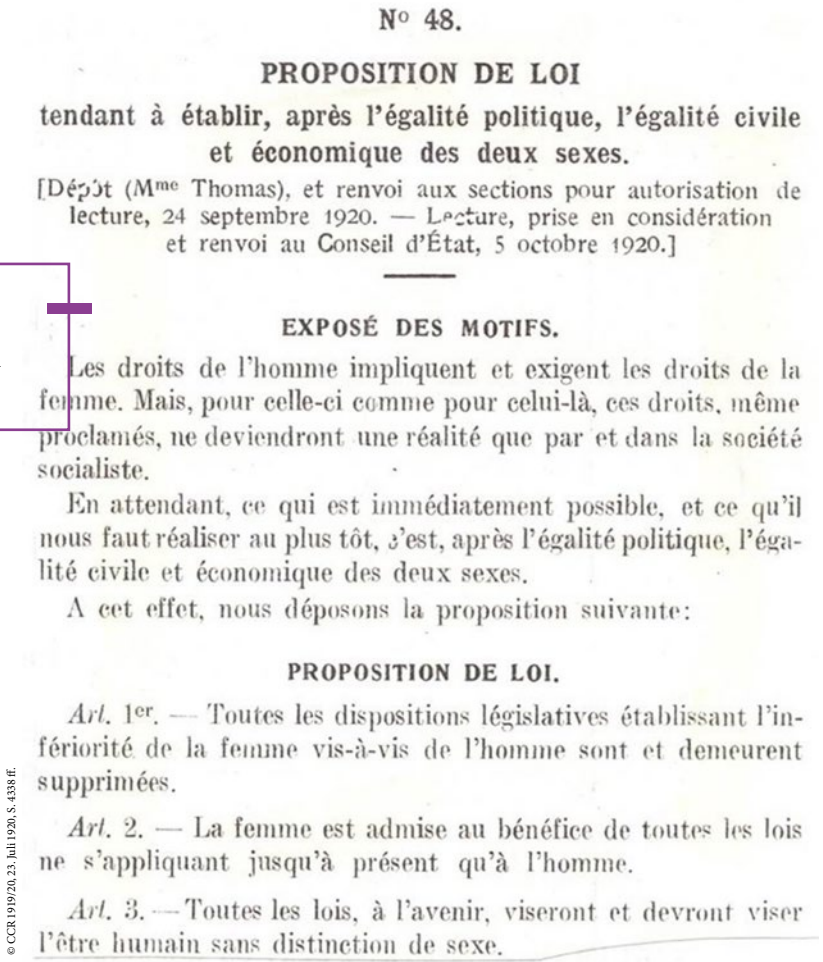
Nicht auf den Mund gefallen

In den zwölf Jahren ihres Engagements fand Thomas-Clement zwar Anerkennung, irritierte aber auch viele Politiker, für die Frauen trotz Wahlrecht weiterhin ins Haus gehörten. So war sie regelmäßig Berichterstatterin zu Finanzfragen oder wichtigen Vorlagen wie der Gehälteranpassung der Staatsbediensteten. Selbstbewusst sprach Thomas-Clement ihre Herzensthemen – wie die Trennung von Kirche und Staat oder die Abschaffung der Monarchie – an. Auch das Eintreten zugunsten der Frauen war ihr ein großes Anliegen, wie ihr Gesetzesvorschlag *„tendant à établir, après l'égalité politique, l'égalité civile et économique des deux sexes"* zeigt. Damit wollte sie, nach der politischen Gleichstellung, den Frauen auch auf Ebene von Zivil- und Wirtschaftsrecht Gleichheit geben – was allerdings erst ab den 1970er Jahren Wirklichkeit wurde...



© Photothèque de la Ville de Luxembourg

1. Mai 1920 -Demonstration des BMAV (Berg- und Metallarbeiterverband) 192 mit Ausgangspunkt am Bahnhof. Als der Demonstrationszug das Glacisfeld erreicht, ergriff auch Marguerite Thomas-Clement vor 4-5000 Arbeiter*innen das Wort.



N° 48.

PROPOSITION DE LOI

tendant à établir, après l'égalité politique, l'égalité civile et économique des deux sexes.

[Dépôt (Mme Thomas), et renvoi aux sections pour autorisation de lecture, 24 septembre 1920. — Lecture, prise en considération et renvoi au Conseil d'État, 5 octobre 1920.]

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Les droits de l'homme impliquent et exigent les droits de la femme. Mais, pour celle-ci comme pour celui-là, ces droits, même proclamés, ne deviendront une réalité que par et dans la société socialiste.

En attendant, ce qui est immédiatement possible, et ce qu'il nous faut réaliser au plus tôt, c'est, après l'égalité politique, l'égalité civile et économique des deux sexes.

A cet effet, nous déposons la proposition suivante:

PROPOSITION DE LOI.

Art. 1er. — Toutes les dispositions législatives établissant l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme sont et demeurent supprimées.

Art. 2. — La femme est admise au bénéfice de toutes les lois ne s'appliquant jusqu'à présent qu'à l'homme.

Art. 3. — Toutes les lois, à l'avenir, viseront et devront viser l'être humain sans distinction de sexe.

© CCR 1919/20, 23. Juli 1920, S. 4338 ff.

Ihrer Zeit voraus: Rechtliche Gleichheit zwischen den Geschlechtern forderte Marguerite Thomas-Clement mit ihrem Gesetzesvorschlag von 1920.

Thomas-Clement thematisierte immer wieder die erbärmlichen Arbeits- und Lohnbedingungen der Frauen. Die Geburtsklinik im Pfaffenthal, in der die hygienischen Zustände jämmerlich waren, bezeichnete sie als *„un taudis où la misère vous regard[e] de ses yeux ternes"*.[2] Und ohne Angst vor Tabus setzte sich die einzige Frau im Parlament für die Prostituierten ein, die allein aufgrund ansteckender Geschlechtskrankheiten im Frauengefängnis in Stadtgrund festgehalten wurden: *„Ayez le courage de le dire, Messieurs, la société actuelle que vous soutenez et défendez, a utilisé ces pauvres malheureuses pour préserver les femmes mieux situées, les femmes riches."*[3]

Eine kurze Epoche der Emanzipation

Das Fenster, das sich 1919 für die politische Beteiligung von Frauen geöffnet hatte, sollte sich zehn Jahre später schon wieder schließen. Obwohl das Wahlrecht auf dem Papier nicht in Frage gestellt wurde, sorgten gesellschaftliche Vorurteile dafür, dass sie wieder von der politischen Tribüne verschwanden. Ob im Parlament oder in den Gemeinderäten: Ab den 1930er Jahren gab es drei Jahrzehnte lang kaum noch weibliche Kandidaturen und gar keine gewählten Frauen mehr.

So ist es sicher auch kein Zufall, dass Frauen wie Marguerite Thomas-Clement lange Zeit völlig in Vergessenheit gerieten und erst ab den 1990er Jahren, im Zuge feministischer Anstrengungen, Frauen Sichtbarkeit zu geben, „entdeckt" wurden. Durch das neu geweckte Interesse für die politischen Pionierinnen hat auch Marguerite Thomas-Clement 2008 endlich „ihre" Straße in der Stadt Luxemburg bekommen.

Renée Wagener

Die Zeithistorikerin Renée Wagener interessiert sich für die Geschichte der hiesigen Emanzipationsbewegungen: Frauen, jüdische Minderheit, Arbeiterbewegung. Ihre 2022 publizierte Promotionsarbeit befasst sich mit Judentum und Antisemitismus in Luxemburg.

Bibliografie

Compte rendu des séances / Chambre des députés (CCR).

Berthe Schmitz: Dabei gewesen! In: Krier, Emile: 70 Jahre Frauenwahlrecht, in: Luxemburger Wort, 8. Mai 1989.

Proposition de loi n° 48, tendant à établir, après l'égalité politique, l'égalité civile et économique des deux sexes, 24.9.1920. CCR 1919/20, annexes, S. 801.

Wagener, Renée : Marguerite Thomas-Clement: Sprecherin der Frauen. Die erste Luxemburger Abgeordnete, in: Germaine Goetzinger u. a. (Hrsg.), „Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen ...", 1880-1950, Frauen in Luxemburg = femmes au Luxembourg, Luxembourg 1997, S. 99–112.

1 Der folgende Beitrag fußt auf einem längeren Artikel der Autorin zu Marguerite Thomas-Clement.

2 CCR 1919/20, 20 juillet 1920, S. 4072 ff.

3 CCR 1919/20, 23 juillet 1920, S. 4338 ff.

Text: Ann Muller & Christine Muller

Clotilde Muller Libeski: Die erste Filmemacherin in Luxemburg

Zwischen Großbürgertum und Feminismus – Ein Gespräch zwischen ihrer Enkelin Ann Muller (AM) und ihrer Urenkelin Christine Muller (CM)

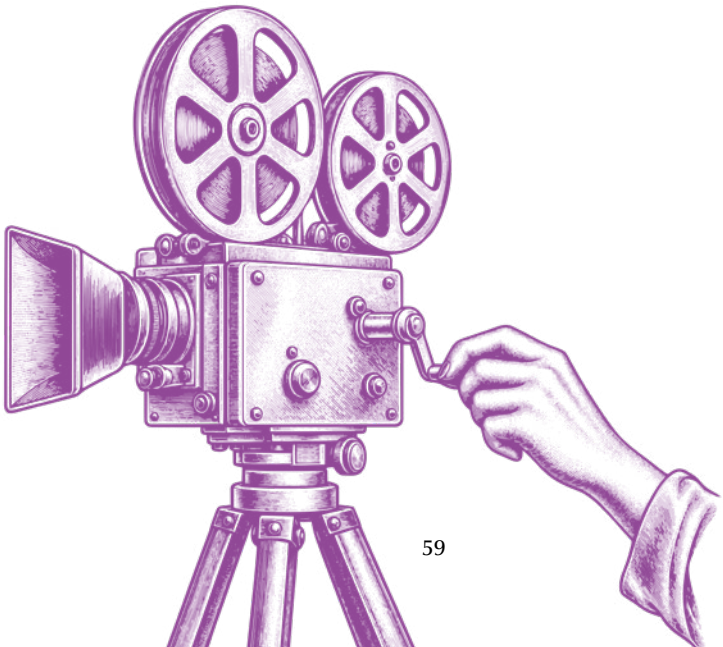


Collection privée

Clotilde Muller Libeski (1893–1968) wuchs in Luxemburg auf. Sie war Schülerin der ersten Gymnasialklasse im staatlichen Mädchenlyzeum auf Limpertsberg (dem heutigen Lycée Robert Schuman), das auf Initiative des Vereins „Association pour les intérêts de la femme" um Aline Mayrisch de Saint-Hubert gegründet worden war. Anschließend studierte sie Architektur und angewandte Kunst in München, bevor sie 1922 Georges Muller heiratete. Als dieser 1933 plötzlich verstarb, ließ er sie mit fünf Kindern zurück.

Ihr Vater Dagobert Libeski, ein studierter Chemiker und Künstler polnischer Herkunft, war staaten- und konfessionslos; ihre Mutter stammte aus einer angesehenen Familie aus Eschweiler (DE). Clotilde hatte zwei Brüder: Robert Libeski, ein Lebemann, Geschäftsmann und Maler der Sezession Wien, sowie Paul Libeski, der als Ingenieur beim Luxemburger Stahlwerk ARBED tätig war.

Clotilde war eine passionierte Fotografin und Spielzeugmacherin. Nach dem Tod ihres Mannes kaufte sie eine 16-mm-Filmkamera und begann zu filmen. Dabei übernahm sie stets Regie und Schnitt in Personalunion. Ihre ersten Familien- und Dorfaufnahmen gelten heute als einzigartige filmische Zeitzeugnisse der 1930er Jahre und lagern im Archiv des *Centre national de l'audiovisuel* (CNA) in Luxemburg. Später folgten Märchen- und Dokumentarfilme. Für ihren Dokumentarfilm *Le Tour de Luxembourg par*



Jempi et Nick machte sie sich Ende der 1930er Jahre – die beiden jüngsten Söhne im Schlepptau – auf den Weg, um ihre Heimat Luxemburg filmisch festzuhalten.

Aber wer war diese Frau? Was trieb sie persönlich und künstlerisch an? Waren Selbstbestimmung, Emanzipation oder gar Feminismus Themen, mit denen sie sich bewusst auseinandersetzte? Inwiefern spielte ihr familiäres Umfeld eine Rolle, und welchen Einfluss hatten ihr kreatives Talent und ihre markante Persönlichkeit auf ihre Enkel und Urenkel?

Fast 60 Jahre nach ihrem Tod gehen Ann Muller (AM) und Christine Muller (CM) diesen Fragen nach.

CM: *Ann, welche Erinnerungen hast du an deine Großmutter?*

AM: Wir wohnten im selben Haus und sie umgab eine ganz besondere Aura. Ehrlich gesagt war sie mir als Kind nicht ganz geheuer. Obwohl sie sehr diskret war und sich kaum in unser Familienleben einmischte, nahm sie doch enorm viel Raum ein. Unvergesslich sind die großen Faschingsfeste, die sie für uns Kinder organisierte. Ihre ganze Wohnung verwandelte sich dann in ein einzigartiges Konfettiparadies, in dem bis zu 50 Kinder wild herumtanzten. Wenn man sie im Haus suchte, war sie entweder im Kino oder arbeitete in ihrer Werkstatt – einem Raum, den wir Kinder allerdings nicht betreten durften. Als sie an einem Gehirntumor erkrankte und ihre letzten Wochen im Krankenhaus verbrachte, packte sie Film- und Fotokamera sowie Filmrollen in ihren Einkaufswagen und verstaute diese im Nachttisch des Krankenzimmers, nach dem Motto, man wisse ja nie wo man hinkäme.

CM: *Hat sie dich als Künstlerin, Filmemacherin oder ganz allgemein als Frau geprägt?*

AM: Das Kino hat mich von klein auf fasziniert, und das lag ganz sicher an ihrem Einfluss. Genau wie sie hing ich ständig im Kino herum, war im „Ciné-Club 80" aktiv und gründete später eine Filmproduktionsfirma. Es ist kein Zufall, dass der erste Film, den ich produzierte und bei dem ich Co-Regie führte, ein Remake ihres Films *Le tour de Luxembourg par Jempi et Nick* war.

Feminismus spielte für mich als Kind natürlich überhaupt keine Rolle. Wir führten auf der Gasse ganz instinktiv ein freiheitliches, emanzipiertes Kinderleben. Auch war es für uns das Normalste der Welt, dass die Großmutter Filme drehte, Spielzeug herstellte und bei den wöchentlichen Familienessen – die für uns Kinder so sterbens-



Collection privée

Aufbruch zur Party! Clotilde Libeski (3. von links) mit ihrer Mutter (links) und Freundinnen (u.a. den Nichten von Joseph Tockert)



Collection privée

Clotilde Libeski im Matrosenkostüm neben ihrem Vater, dem Maler Dagobert Libeski

langweilig waren – mit ihren Söhnen und Schwägerinnen stark über Politik und Literatur debattierte. Überhaupt wurde in dieser Familie wahnsinnig viel diskutiert. Dass wir drei Schwestern, die bis zu ihrem Tod mit ihr aufwuchsen, eigenständige, selbstdenkende und emanzipierte Frauen geworden sind, liegt, glaube ich, auf der Hand, auch wenn unsere Eltern natürlich ihren Teil dazu beigetragen haben. Fakt ist: Das klassische Rollenbild der Frau existierte für mich einfach nicht, weder bei der Großmutter noch bei der Mutter. Sie waren selbstbestimmte, selbstbewusste Frauen, die ihrer Zeit voraus waren. Ja, heute würde ich rückblickend sagen, dass Clotilde eine emanzipierte Frau war, sicherlich auch feministisch angehaucht.

AM: *Christine, Clotilde scheint auch auf dich eine nachhaltige Wirkung zu haben. Du hast eine Theaterkompanie gegründet, die den Namen „Libeski-Kollektiv" trägt. Erzähl mir mehr darüber und wie deine Urgroßmutter dein Leben und dein künstlerisches Schaffen beeinflusst.*

CM: Ich habe meine Urgroßmutter selbst nicht mehr kennengelernt, aber mein Vater hat sehr viel von ihr erzählt. Er stand ihr sehr nahe und hat sie bewundert. Dass er später Kunst studierte, ist mit Sicherheit ihrem Einfluss zu verdanken. Mein Vater wiederum hat mich als Künstler stark geprägt, ebenso wie meine Mutter. Es kommt auch nicht von ungefähr, dass mein Vater für uns Kinder Spielzeug baute.

Das Bild, das ich von Clotilde habe, ist das einer Frau, die sich nichts gefallen und sich nicht auf die Füße treten ließ. Ich glaube, dass so eine Haltung eine Familie über Generationen hinweg prägt – auch im Umgang mit Frauen. Ich bin in einer Atmosphäre aufgewachsen, in der es völlig selbstverständlich war, dass eine Frau stark sein kann.

Meine Theaterkompanie habe ich nach ihr benannt, weil sie alles daran setzte, künstlerisch tätig zu sein. Sie hat Filme gemacht, wann immer es ihr möglich war. Dass sie Ausländerin war – und ich frage mich oft, was das in der damaligen Zeit für sie bedeutet haben muss – und gleichzeitig Witwe, hat ihr paradoxerweise vielleicht auch eine gewisse Freiheit ermöglicht. Man muss das natürlich in den zeitlichen Kontext stellen, in dem Frauen nicht ansatzweise die Möglichkeiten hatten, die uns heute offenstehen. Was mich besonders fasziniert, ist, wie sie ihren ganz eigenen künstlerischen Weg gesucht und gefunden hat.

Auch meine eigenen Wurzeln, die für mich bis vor Kurzem völlig klar schienen – meine Mutter italienischer Herkunft, mein Vater halb Luxemburger, halb Belgier –, haben sich verschoben, als ich erfuhr, dass ich auch polnische Vorfahren habe. Das verändert den Blick auf die eigene Identität, und das finde ich unglaublich spannend.

Ich bin kein großer Fan von klassischen Stammbäumen oder der Frage: „Wer bin ich und wer sind all diese erfolgreichen Menschen in meiner Familie?" Mich interessiert vielmehr, was diese Biografien über die damalige Gesellschaft erzählen. Auf meine Urgroßmutter bezogen bedeutet das: Wie war es für sie, in jener Epoche eine eigenständige Frau zu sein und Filme zu drehen? Und auf mich selbst bezogen frage ich mich, was sie dadurch in mir ausgelöst und ob sie meine künstlerische Sensibilität geprägt hat – vielleicht ganz ohne dass ich mir dessen bewusst bin.

Christine Muller

vereint als Regisseurin und Schauspielerin Theater, Tanz und dokumentarische Formen. Seit 2018 realisiert sie mit dem Libeski-Kollektiv interdisziplinäre Projekte an dieser Schnittstelle.

Ann Muller

bringt über drei Jahrzehnte Erfahrung aus der Berliner Kunst-, Film- und Musikbranche mit. Nach ihrer Zeit als Leiterin der Kulturabteilung der Luxemburger Botschaft in Deutschland (2007–2021) und als Koordinatorin der LUGA – Luxembourg Urban Garden (2021–2026) engagiert sie sich heute unter anderem für den Fonds Culturel National.

Text: Kathrin Mess

Lily Unden – Künstlerin & Widerstandskämpferin

„Wenn ich nur einen Bleistift und Papier haben könnte, um ein bisschen zu zeichnen…“[1]



Lily Unden
30.7.1939

© Privatbesitz

„Frl. Unden brachte uns jedem einen Weihnachtsgruß auf einer von ihr gemachten Karte. Sehr schön, bloß wir waren so traurig u. mussten für alles weinen. Am anderen Tag kam Frl. Unden und brachte jedem eine Schokoladen Knipche [luxemb. für Stückchen]. Sie hat aus Schweden von Verwandten ein Paket bekommen u. an die Lux. [Luxemburgerinnen] restlos ausgeteilt.“[2] So beschreibt Marie Brix-Kopp die Hilfsbereitschaft und Solidarität ihrer Luxemburger Mitgefangenen Lily Unden im Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück. Auch wenn die Umstände es kaum zuließen, im Konzentrationslager zu zeichnen, verschaffte sich Lily diesen Freiraum. Die Pausen während ihres Arbeitseinsatzes in der Schneiderei von Ravensbrück nutzte sie gerne zum Zeichnen. Diese heimliche Betätigung unter den Bedingungen eines Konzentrationslagers war sowohl ein Akt des Widerstands als auch wichtig zur Stärkung ihres Selbstwertgefühls.

Elternhaus und Jugend

Geboren wurde Leonie Annemarie Unden, von allen „Lily“ genannt, am 26. Februar 1908 als jüngste von drei Töchtern von Émile und Justine Unden in Longwy/Frankreich. Nach ihrem Abitur begann sie eine Ausbildung als Kunstmalerin. Für eine Frau war es in den 1930er Jahren kaum möglich, einen Lebensentwurf als eigenständige Künstlerin zu realisieren. Lily setzte sich damit über gesellschaftliche Konventionen hinweg und war bereits in den 30er Jahren eine erfolgreiche und von der Presse hoch gelobte Künstlerin, die auf mehrere Ausstellungen zurückblicken konnte.

Die Besetzung Luxemburgs durch das NS-Regime am 10. Mai 1940 war ein starker Einschnitt für Lily, deren Elternhaus humanistisch und vor allem auch frankophil geprägt war. Sie weigerte sich beispielsweise, der Landeskulturkammer beizutreten, deren Mitgliedschaft für alle Kunst- und Kulturschaffenden verpflichtend war. Daraufhin durfte sie nicht mehr künstlerisch tätig sein und wurde in den Arbeitsdienst gezwungen.

Widerstand und Verhaftung

Lily Unden gehörte zu den ersten Frauen, die sich sowohl allein mit kleineren Protestaktionen als auch im Rahmen ihrer Mitgliedschaft in Resistenzorganisationen gegen die Besetzung Luxemburgs engagierten. Ihre Wohnung war ein zentraler Treffpunkt für verschiedene Widerstandsorganisationen. Zahlreiche Aktionen sind nachgewiesen wie beispielsweise das Verteilen von Flugblättern, Verstecken von politischen Flüchtlingen in ihrer Wohnung sowie die Versorgung und Unterstützung von jüdischen Verfolgten. Diese vielfältigen





© Privatbesitz

Landschaft in Schweden, gezeichnet von Lily Unden, Schweden 1.6.1945

Aktivitäten blieben auch den Besatzern nicht verborgen. Am 3. November 1942 wurde Lily verhaftet und nach Verhören in der Villa Pauly in das Frauengefängnis Luxemburg-Grund und von dort aus am 10. November 1942 in das Trierer Gefängnis verschleppt. Aus den Briefen, die sie dort schreiben durfte, spricht ihre große Sehnsucht nach einer künstlerischen Betätigung mit Bleistift und Papier, aber auch ihre Sorge um ihre Angehörigen.

Etwa sechs Monate später wurde Lily in das Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück überstellt. Ihre Deportation in einem überfüllten Waggon, ohne die Möglichkeit sich waschen oder seine Notdurft verrichten zu können, beschreibt Lily in einem Interview als erste schreckliche Erfahrung.[3]

Ravensbrück

Zum Zeitpunkt von Lilys Einlieferung am 13. Mai 1943 war das ursprünglich für 3000 Häftlinge konzipierte Lager deutlich überbelegt. Allein 1943 wurden mehr als 10.000 Frauen dorthin verschleppt.

Ravensbrück war ein Ort der Gewalt, Erniedrigung und Entmenschlichung. Mit mehreren hundert Frauen wurde Lily in einem Duschraum zusammengepfercht und musste anschließend eine ärztliche Untersuchung durch den für seine Brutalität bekannten Dr. Rosenthal über sich ergehen lassen. In Ravensbrück erhielt sie viel zu dünne Kleidung für diese Jahreszeit, die Nummer 19868 und den roten Winkel der politischen Häftlinge. Etwa 14 Tage blieb die politische Gefangene auf dem Zugangsblock, wo sie ständigen Verhören durch die politische Abteilung ausgesetzt war.

In den ersten Wochen wurde Lily als sogenannte „Verfügbare“ eingesetzt. Das bedeutete, dass sie in der Lagerhierarchie ganz unten war und zu den schwersten Arbeiten eingeteilt werden konnte. Dies war besonders gefährlich, weil die Frauen keine Arbeitsschutzkleidung besaßen – oft nicht mal festes Schuhwerk – und keine angemessene Ernährung erhielten. Später kam Lily in der Schneiderei von Ravensbrück unter, wo sie sich ständig darum bemühte, weitere Luxem-



Archiv der Mahn- und Gedenkstätte Ravensbrück © Musée National de la Résistance et des Droits Humains, Esch-sur-Alzette

Fernande Useldinger, gezeichnet von Lily Unden, Ravensbrück Herbst 1944



© Musée national de la Résistance et des Droits humains, Esch-sur-Alzette

Weihnachtskarte, gezeichnet von Lily Unden, Ravensbrück 1944

burgerinnen unterzubringen. Sie wusste aus eigener Erfahrung, dass ein Arbeitsplatz in Ravensbrück über Leben oder Tod entscheiden konnte.

Lily zeichnete nicht nur Weihnachtskarten für ihre Luxemburger Kameradinnen, auch eine kleine Zeichnung von Fernande, der Tochter von Yvonne Useldinger, ist überliefert. In nur 30 Minuten kopierte Lily heimlich ein Foto des Kindes, welches Yvonne im Gefängnis Trier bekommen hatte. So hatte die junge Mutter ein Bild von ihrem Kind, an das sie oft mit Sehnsucht dachte. (Siehe S. 63)

Befreiung

Etwa 80 Luxemburgerinnen wurden am 24. April 1945 vom Internationalen, Schwedischen und Dänischen Roten Kreuz nach Schweden evakuiert. Die Fahrt in die Freiheit war gefährlich. Die Straßen waren unbefahrbar, die Fahrzeuge alt und überladen. Bei Wismar wurde die Gruppe von alliierten Fliegern bombardiert, die den Transport für eine feindliche Formation hielten.

Die schwedischen Gastgeberinnen bemühten sich sehr um die Luxemburgerinnen, luden sie zu sich nach Hause ein, gaben ihnen Geld, Kleidung und sogar Lippenstifte. Es bildeten sich Freundschaften, die noch bis in die nächsten Generationen hielten.

Für Lily war Schweden lebenslang der Sehnsuchtsort schlechthin – sie hatte schwedische Vorfahren. Die schwedische Landschaft inspirierte sie zu zahlreichen Zeichnungen.

Weiterleben

Nach ihrer Rückkehr nach Luxemburg im Juni 1945 engagierte sich Lily weiterhin politisch. Sie war Mitbegründerin und Vorsitzende der *Amicale für die inhaftierten, politischen Frauen Luxemburgs* und Mitglied im *Conseil national de la Résistance (CNR)*. Sie organisierte die Treffen der Amicale und pflegte regelmäßigen Kontakt mit ihren Freundinnen, die sie in Ravensbrück gewonnen hatte. An ihre Lehrtätigkeiten an der École Professionnelle de l'État und am Lycée Robert Schuman erinnern sich heute noch zahlreiche ältere Luxemburgerinnen gerne.

Auch künstlerisch konnte Lily an ihren Erfolg anknüpfen, den sie als junge Malerin vor Kriegsbeginn hatte. Ihrer Leidenschaft folgend, zeichnete sie zahlreiche Blumen-Stillleben, die sie gerne an ihre ehemaligen Kameradinnen verschenkte, jedoch auch mit großem Erfolg verkaufen konnte. So manches Luxemburger Poesiealbum schmückte sie mit ihren Zeichnungen und guten Wünschen. Als sie am 5. September 1989 in Luxemburg starb, befand sich auf ihrer Staffelei ein fast fertig gestelltes, farbenfrohes Blumenbildnis.

Kathrin Mess

ist promovierte Historikerin und arbeitet als Dozentin an der École nationale pour adultes Luxemburg. Sie forscht u.a. über die Geschichte des 2. Weltkrieges und insbesondere zum Schicksal der Luxemburger Frauen. 2021 erschien das Standardwerk „Hier kommst du nie mehr raus. Luxemburger Frauen im Zweiten Weltkrieg zwischen Widerstand, Verfolgung und Inhaftierung".

Bibliographie

Kathrin Mess (2022, 2. Aufl.), Hier kommst du nie mehr raus. Luxemburger Frauen im Zweiten Weltkrieg zwischen Widerstand, Verfolgung und Inhaftierung. Luxemburg: Institut für Geschichte und Soziales Luxemburg asbl.

Kathrin Mess (2019), Dann habe ich keinen Hunger mehr gespürt... Kunst zwischen Widerstand, Zeugnis und Überlebensstrategie im Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück am Beispiel der Luxemburgerin Yvonne Useldinger. Mit didaktischen Anleitungen für Lehrkräfte, Luxemburg: Institut für Geschichte und Soziales Luxemburg asbl.

Christiane Schlesser-Knaff (1991), Lily Unden – professeur, artiste-peintre, poète, grande résistante 1908-1989. Sa vie – son oeuvre – ses idéaux, Luxemburg: Imprimerie Saint-Paul.

1 Lily Unden, Brief aus dem Landgerichtsgefängnis Trier an ihre Schwester, 25.12.1942, Privatbesitz.

2 Marie Brix-Kopp (1893-1982), Zeitzeugenbericht, 2 Teile, Schweden 1945, Institut für Geschichte und Soziales Luxemburg asbl.

3 Interview mit Lily Unden, durchgeführt von Emile Haag, Luxemburg 1975, Nationalarchiv Luxemburg.

Texte : Antoine Lazzari & Michel Margue

FUNDATIO. Les origines du comté de Luxembourg au XIIe siècle

Du 9 octobre 2026 au 11 juillet 2027, le Lëtzebuerg City Museum présente l'exposition « Fundatio. Les origines du comté de Luxembourg au XIIe siècle ». Le projet trouve son origine dans les recherches que Michel Margue, professeur senior à l'Université du Luxembourg, consacre depuis près de trente ans aux origines du comté de Luxembourg[1]. L'équipe du musée a été épaulée par la société Historical Consulting pour l'élaboration du concept, des cartes et des textes. La scénographie originale est signée Anouk Schiltz.

Le comte Guillaume, un nouveau Sigefroid ?

En 1123, le comte Guillaume (1095/96–1130/31) est le premier à se désigner dans la charte de refondation de l'abbaye de « Münster » comme « comte de Luxembourg ». Ses prédécesseurs s'intitulaient simplement « comtes », sans référence géographique. Ce changement ne crée pas encore un territoire aux frontières précises, mais il révèle une évolution importante. Un pouvoir jusque-là attaché avant tout à une personne et à un rang commence à s'identifier à un lieu. Le château devient un centre symbolique, capable de donner un nom à un ensemble de droits, de possessions et de relations encore dispersés.

L'exposition ne propose pas de remplacer la date traditionnelle de 963 par celle de 1123, ni le comte Sigefroid par un nouveau « fondateur » nommé Guillaume. Au contraire, la formation du comté de Luxembourg est présentée comme un processus long, fait d'alliances, de conflits, de mariages, de fondations religieuses, de droits accumulés et de circonstances politiques habilement exploitées. Le titre adopté par Guillaume ne constitue pas un acte de naissance. Il donne cependant un nom et un point de référence à une construction politique en devenir.



Institut national pour le patrimoine architectural (prêt permanent au LCM), photo Christof Weber

Clé de voûte avec les apôtres Pierre et Paul provenant de l'abbaye de Münster, XIIe siècle



Qui est donc ce Guillaume, longtemps resté dans l'ombre de personnages plus célèbres ? Il détient le château de Luxembourg, exerce des fonctions de protection sur les abbayes d'Echternach et de Saint-Maximin de Trèves en tant qu'avoué, détient un temps les droits comtaux sur la ville de Verdun, représente l'empereur à Thionville et s'entoure de nobles de rang inférieur qui lui doivent conseil et assistance militaire. Son espace d'action s'étend entre Meuse et Moselle, mais il demeure discontinu : il est constitué de terres, de revenus, de droits de justice ou d'usage et de liens de fidélité plus que d'un territoire homogène clairement délimité.

L'association du château et de l'abbaye est au cœur de cette histoire et constitue en tant que tel le fil rouge de l'exposition. La fondation monastique, entreprise par Conrad (1059–1086), le père de Guillaume en 1083, d'abord avortée à cause de sa mort en pèlerinage à Jérusalem, puis achevée quarante ans plus tard par son fils et dotée par celui-ci, répond d'abord à une préoccupation religieuse. À une époque où le salut de l'âme détermine une grande partie des comportements, une communauté de moines entretient la mémoire des défunts et prie pour la famille fondatrice. Mais l'abbaye est aussi un instrument de prestige et de gouvernement. Placée sous la protection du pape, elle renforce l'autonomie symbolique de la fondation comtale. Ses moines rédigent des actes, conservent des documents et contribuent à inscrire le pouvoir de Guillaume dans la durée. À proximité immédiate du château, l'abbaye donne au site de Luxembourg une dimension religieuse, culturelle et administrative qui dépasse sa seule fonction militaire et donnera naissance, peu de temps après, à la ville de Luxembourg.

Ce rapprochement entre pouvoir aristocratique et institution religieuse n'est pas propre à Luxembourg. Autour de 1100, de nombreuses familles comtales et ducales fondent ou réforment des établissements monastiques près de leurs résidences. Ce phénomène s'inscrit dans la grande réforme de l'Église, qui redéfinit les rapports entre clercs et laïcs. Le long conflit communément appelé « querelle des Investitures » opposant la papauté à l'empereur au sujet de la direction de l'Église ébranle l'ordre politique de l'Empire. Affaibli, le souverain doit davantage composer avec les princes. Ceux-ci interviennent comme médiateurs, négocient entre les deux puissances et participent à l'élaboration du compromis qui débouche en 1122 sur le « concordat de Worms ». Au début des années 1120, ils ne sont plus seulement les exécutants de la volonté impériale : ils s'affirment comme des acteurs politiques capables de défendre leurs propres intérêts dans leurs régions.

C'est dans cette reconfiguration que Guillaume trouve sa marge de manœuvre. Comme les autres princes, il continue de reconnaître l'empereur, de fréquenter sa cour et de lui apporter ponctuellement aide et conseil. En même temps, l'éloignement du pouvoir central et les crises qui le traversent lui permettent de renforcer ses positions locales. La naissance du comté apparaît ainsi moins comme une « révolution féodale » uniforme que comme une lente régionalisation du pouvoir, faite de négociations autant que de conflits.



Hessisches Hauptstaatsarchiv Wiesbaden, Inv. No. 40, No. U 7

Sceau de la comtesse Adélaïde de Weimar-Orlamünde, premier sceau féminin au nord des Alpes, 1097



© MNAHA, photo Tom Lucas

Monnaie attribuée au comte Guillaume de Luxembourg, Collection du Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art

Charte du comte Guillaume confirmant la fondation de l'abbaye de Münster, 1123

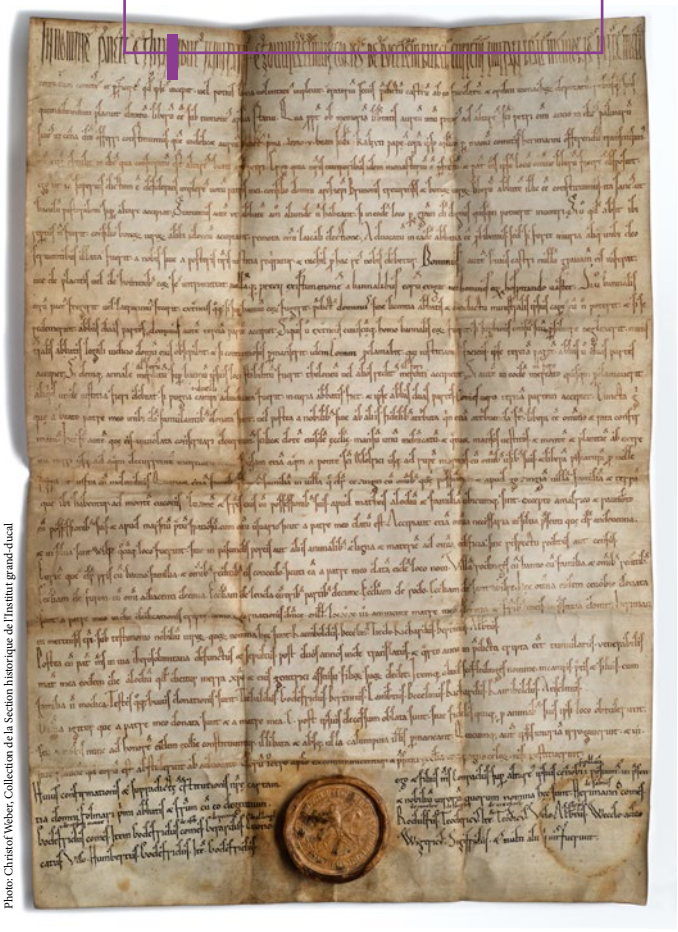


Photo: Christof Weber, Collection de la Section historique de l'Institut grand-ducal

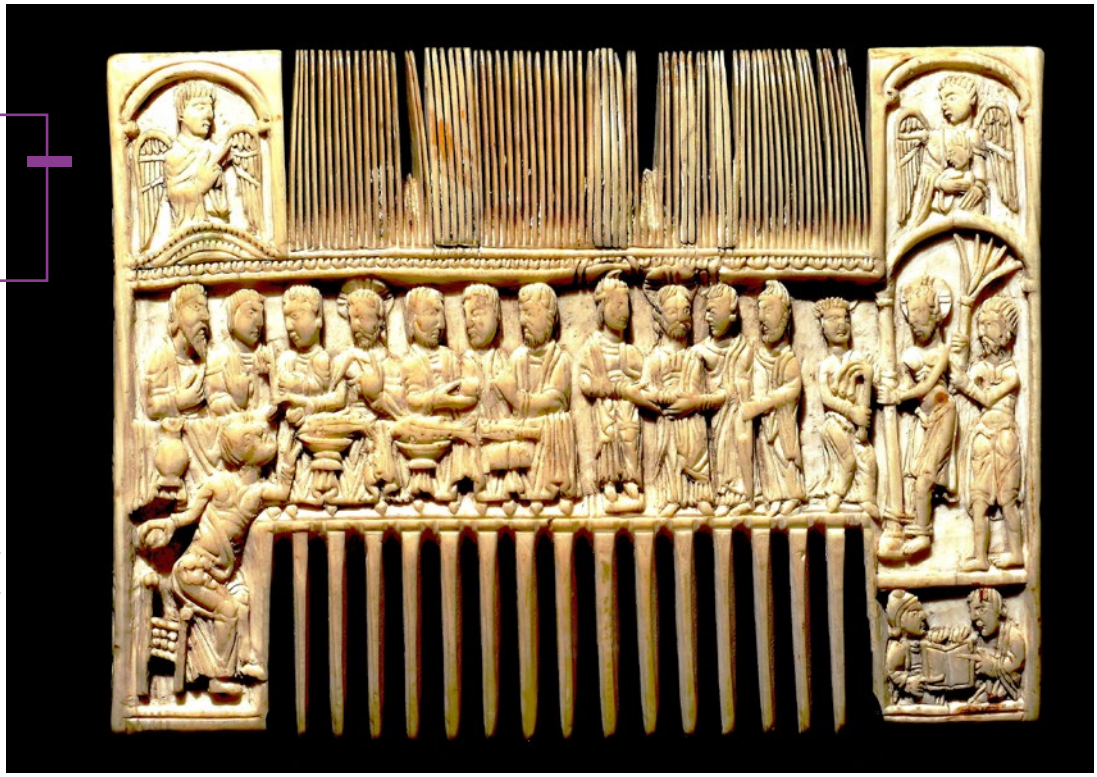
L'exposition accorde également une place essentielle aux femmes, trop souvent reléguées à l'arrière-plan des récits dynastiques. Par les mariages, les dots et les héritages, elles mettent en relation des familles et des espaces éloignés. Elles fondent des établissements religieux, administrent leurs biens et peuvent exercer la régence lorsque leur époux est absent ou que leur fils est mineur. Clémence († après 1130) et Ermesinde († 1143) ne sont donc pas seulement la mère et la sœur de Guillaume : elles sont des actrices de la politique aristocratique et de la réforme religieuse. L'exercice du pouvoir au XIIe siècle ne se limite pas aux champs de bataille ni aux assemblées d'hommes.

Cette histoire ne conduit pas directement au Luxembourg contemporain. Le comté du XIIe siècle ne possède ni les institutions, ni les frontières, ni l'identification nationale d'un État moderne. Même la lignée masculine de Guillaume s'éteint dès 1136 avec Conrad II (1130/31–1136). Pourtant, le nom attaché au château s'impose progressivement pour désigner une principauté, puis un duché, avant d'être réinvesti des siècles plus tard par les récits nationaux. Il existe donc une continuité du nom et, dans une certaine mesure, de l'espace, mais non une continuité politique ou institutionnelle.

Le parcours de l'exposition

Le parcours de l'exposition « FUNDATIO » suit une logique par élargissements successifs. Il part du château de Luxembourg et de l'abbaye Notre-Dame, le « Münster », puis replace le comte dans les réseaux aristocratiques et ecclésiastiques de la région, avant d'ouvrir la perspective sur l'Empire. Guillaume apparaît entouré de son épouse Liutgarde, de sa mère Clémence, de sa sœur Ermesinde, de ses enfants, de ses alliés et de ses rivaux, mais aussi de l'abbé de la nouvelle abbaye, d'évêques, de princes, de papes et d'empereurs.

Chartes, sceaux, monnaies, objets archéologiques, cartes, généalogies et reconstitutions donnent corps à ces relations. Le visiteur découvre également les circulations d'objets, de savoirs et de récits qui façonnent la culture aristocratique. Autour des élites, des encadrés rappellent en outre que leur pouvoir repose sur le travail des paysans, des artisans et des clercs, mais aussi sur la culture produite et diffusée par les trouvères. Vingt-cinq prêteurs ont permis de réunir des œuvres et des documents venus entre autres de Verdun, Metz, Trèves, Mayence, Spire, Bruxelles, Braunschweig, Hambourg, Munich, et bien sûr Luxembourg. Aux rares vestiges liés à l'abbaye Notre-Dame et aux découvertes archéologiques des châteaux s'ajoutent notamment des monnaies attribuées à Guillaume, encore jamais présentées au public.



Peigne liturgique ayant appartenu à un évêque de Verdun, vers 1120, ivoire taillé

© Collection du Musée de la Princerie, Verdun, inv. 85.6.25

La scénographie d'Anouk Schiltz présente un Moyen Âge coloré, à rebours des univers gris et bruns du cinéma : pourpre des prélats, arcades inspirées de l'architecture romane ou tons minéraux du château. Enfin, « FUNDATIO » interroge notre rapport au Moyen Âge sans effacer son altérité. L'exposition propose des rapprochements discrets avec le présent : recherche de consensus politique, place des femmes dans la société ou encore culture dominante. Animations, puzzle, calligraphie et brochure destinée aux enfants offrent plusieurs niveaux d'accès au sujet.

« FUNDATIO » propose ainsi une autre manière de raconter les origines. Au lieu d'un commencement unique, elle montre des fondations successives ; au lieu d'un héros solitaire, une pluralité d'acteurs ; au lieu d'un territoire déjà constitué, un espace de relations en mouvement. Le XIIe siècle n'y apparaît ni comme une époque obscure ni comme un simple prélude au présent, mais comme un moment de mutation politique qui rappelle parfois étrangement l'époque à laquelle nous vivons.

Antoine Lazzari

est conservateur adjoint au Lëtzebuerg City Museum.

Michel Margue

est professeur senior de l'Université du Luxembourg.

Bibliographie

1 Michel Margue, Actes princiers et naissance des principautés territoriales. Chartes et pouvoir laïques dans les espaces mosan et mosellan (fin Xe-début XIIe siècle), in : *Chancelleries princières et Scriptoria dans les anciens Pays-Bas. Xe-XVe siècles. Vorstelijke kanselarijen en Scriptoria in de Lage Landen. 10de-15de eeuw* (Bulletin de la Commission royale d'histoire, 176/2), Bruxelles, 2010, p. 219-242.

Michel Margue, Avouerie et châteaux dans le discours monastique. Quelques réflexions d'ordre historiographique à partir du cas du comté de Luxembourg (Xe-début XIIe siècles), in : Frédéric Chantinne, Paulo Charruadas et Philippe Sosnowska, (éd.), *Trulla et Cartae. De la culture matérielle aux sources écrites. Liber discipulorum et amicorum in honorem Michel de Waha*, Bruxelles, 2014, p. 341-360.

Michel Margue, Lotharingien als Reformraum (10. bis Anfang des 12. Jahrhunderts). Einige einleitende Bemerkungen zum Gebrauch räumlicher und religiöser Kategorien, in: Klaus Herbers et Harald Müller (dir.), *Lotharingien und das Papsttum im Früh- und Hochmittelalter* (Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften zu Göttingen, Neue Folge; Studien zu Papstgeschichte und Papsturkunden, 45), Aachen, 2017, p. 12-38.

Michel Margue, Au nom du comte. Quelques réflexions sur les modes d'inscription du pouvoir comtal dans l'espace lotharingien (Xe-XIIe siècle), in : Geneviève Bührer-Thierry, Steffen Patzold, et Jens Schneider (dir.), *Genèse des espaces politiques (IXe-XIIe siècle). Autour de la question spatiale dans les royaumes francs et post-carolingiens* (Collection Haut Moyen Âge, 28), Turnhout, 2018, p. 149-170.

Michel Margue, L'avouerie en Lotharingie. Le « moment comtal » (deuxième moitié du XIe-début du XIIe s.), in : Tristan Martine, et Jessika Nowak (dir.), *D'un regnum à l'autre. La Lotharingie, un espace de l'entre-deux ? Vom regnum zum imperium. Lotharingien als Zwischenreich ?* (Archéologie, Espaces, Patrimoines), Nancy, 2021, p. 151-178.

2 Sur Guillaume, voir Heinz Renn, *Das erste Luxemburger Grafenhaus (963–1136)*, Bonn, 1941 ; Jules Vannérus, *La première dynastie luxembourgeoise* (à propos de l'étude de Heinz Renn, *Das erste Luxemburger Grafenhaus (963–1136)*) in : *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 25, fasc. 3-4 (1946), p. 801-858.

3 Gerhard Lubich, Heinrich V.: *Der letzte Salierkönig*, Darmstadt, 2024.

4 Georges Duby, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Paris, 1978.

Text: Marie-Paule Jungblut

Unveiling local cultural heritage: Bonnevoie



Titelzeile des Kriminalromans „Die Tote Hand".

Bonnevoie besitzt kein herausragendes Baudenkmal und keinen kanonischen Erinnerungsort wie etwa die Festung oder die Altstadt. Offiziell blickt das Viertel auf kein „großes" Kulturerbe zurück. Ausgangspunkt für ein Uni-Projekt war deshalb kein Monument, sondern ein fast vergessener Kriminalroman: „Die tote Hand" von Tony Jungblut, 1927 in Bonnevoie angesiedelt. Ein transdisziplinäres Team aus Public History und Humangeographie machte daraus mit Geschichtsstudierenden im 4. Semester eine Erkundung des unsichtbaren Alltagserbes – mit unerwarteten Folgen weit über das Seminar hinaus.

Ein Viertel ohne Wahrzeichen, aber mit Geschichte

Rund 18.000 Menschen leben in Bonnevoie, einem der dichtesten Viertel der Hauptstadt. Fast 80 Prozent der Bevölkerung sind keine luxemburgischen Staatsbürger:innen. Kulturerbe von nationalem Rang sucht man hier vergeblich. Genau das machte Bonnevoie zum idealen Fall für das seit 2023 laufende transdisziplinäre Lehr- und Forschungsprojekt „Unveiling Local Cultural Heritage", das die Public-History-Spezialistin Marie-Paule Jungblut gemeinsam mit dem Humangeographen Tom Becker an der Universität Luxemburg leitet. Im Zentrum steht das Seminar „Representing the City of Luxembourg" für Geschichtsstudierende im 4. Semester: Nach Cents, Hollerich und Clausen war im Sommersemester 2026 Bonnevoie an der Reihe.

Der Krimi als Schlüssel zum Alltag

Kern des Projekts ist der 1931 in der Zeitschrift „Das Füllhorn" erschienene Kriminalroman „Die tote Hand" von Anton [Tony] Jungblut, der die Handlung 1927 präzise in den Straßen, Cafés und Industriestandorten von Bonnevoie verortet. 13 Studierende erforschten die im Roman verborgenen Themen – von Kokainhandel bis zur Modernisierung der Polizeiarbeit – und entwickelten daraus zusammen mit den Seminarleitern und der Krimiautorin Monique Feltgen zwölf Stationen für die digitale Tour „Die tote Hand – Ein Krimi führt durch Bonneweg" auf izi.TRAVEL. Ausgangspunkt ist der heute verschwundene Steinbruch an der Rue de l'Égalité, Tatort des Mordes; die Leiche wird an der Alzette gefunden. Von dort folgen die Nutzer:innen den Ermittlern Schritt für Schritt bei der Aufklärung des Falls. Jede Station verknüpft eine Romanpassage mit historischer Einordnung und einer heutigen Beobachtung. Die kostenlose izi.TRAVEL App ist in Deutsch, Französisch und Englisch verfügbar; die Tour lässt sich zu Fuß, mit dem Fahrrad oder den öffentlichen Bussen über mobiliteit.lu erkunden.

Vom Seminar zum Krimi-Universum

Was als Seminararbeit begann, hat inzwischen ein transmediales Eigenleben entwickelt. Eine Lesung aus dem Roman im Tiers Lieu in Bonnevoie lockte rund 60 Interessierte an und kann unter marie-paule.jungblut@uni.lu angefragt werden. Das MediaCenter der Universität produziert derzeit ein Krimi-Hörbuch/Podcast, das Luxembourg City Tourist Office prüft feste Krimi-Führungen, und zwei Rotary Clubs planen eine „Crime Night". Aus einem Viertel ohne „großes" Erbe ist so ein kleines, aber lebendiges Heritage-Ökosystem entstanden.

QR-Code zur Krimi-Tour auf izi.Travel.

Marie-Paule Jungblut

ist Public Historian am Institut für Geschichte der Universität Luxemburg und leitet dort gemeinsam mit dem Humangeographen Tom Becker das Lehr- und Forschungsprojekt „Unveiling Local Cultural Heritage".

Text: Simone Beck


© wikicommons

1 Rue Dominique Lang Cents

Am 26. Juni 1997 beschließt der Schöffenrat, der Straße in Cents, welche die rue Carmel mit der rue Léon Moulin verbindet, den Namen des Malers Dominique Lang zu geben. Dominique Lang kommt am 15. April 1874 in einer wohlhabenden Familie von Landwirten in Düdelingen zur Welt. Schon früh begeistert er sich für die Natur und das Zeichnen, macht seine Sekundarstudien am Athenäum in Luxemburg, wo er bei Michel Engels Zeichenunterricht nimmt, und schreibt sich 1895 an der Akademie in Antwerpen ein. Seine frühen Studienjahre sind schwierig, da sein Vater ihn materiell nicht unterstützt. Seine erste Schaffenszeit, die um 1900 beginnt, zeichnet sich vornehmlich durch religiöse Werke aus wie *Die Taufe Christi*, ein Fresco für die Pfarrkirche von Junglinster oder Kreuzwegstationen in seiner Heimatstadt Düdelingen. Eine staatliche Subvention ermöglicht ihm einen viermonatigen Studienaufenthalt in Florenz und Rom. Die finanziellen Probleme, die ihn nach seiner Rückkehr erwarten, wie auch die negative Rezeption seiner Werke greifen seine physische und mentale Gesundheit an. Im Gefolge der englischen Präraffaeliten zeigt Langs stark symbolistisches Werk *(Der Tod und das Mädchen, Der Fluch)* eine Ablehnung der modernen und industrialisierten Welt. Ein Wendepunkt wird sein Aufenthalt in München ab 1906. Dort wendet er sich der zeitgenössischen deutschen Kunst und zunehmend dem Impressionismus zu. Werke wie *Auf der Brücke* zeigen diesen Stilwandel. Zugleich entdeckt Lang die Fotografie und eröffnet mit Umberto Capellari ein eigenes Studio, das seine finanzielle Lage deutlich verbessert. 1911 heiratet Lang Anne-Marie Ney und nimmt eine Stelle an als Kunstlehrer am neugegründeten Mädchenlyzeum in Luxemburg und später an der Industrieschule in Esch-sur-Alzette. Während des Ersten Weltkriegs malt er vor allem ländliche Landschaften; *Dudelange en 1917* zeigt eine friedliche Stadt ohne sichtbare Industrie. Depressionen und starke Migränen kennzeichnen die letzten Jahre seines Lebens. Dominique Lang stirbt am 22. Juni 1919 im Alter von 45 Jahren in Schifflingen.


© Christophe Olinger

2 Passage Marc Olinger Stadtzentrum

Seit 2025 trägt die Passage, die vom Theaterplatz zur rue des Capucins führt, den Namen Marc Olingers, Schauspieler, Regisseur und langjähriger Direktor des Kapuzinertheaters. Marc Olinger kommt am 6. Januar 1946 in Luxemburg zur Welt. Sein erster Lehrmeister im Schauspielfach ist Eugène Heinen, der die *Compagnons de la Scène* und das *Lëtzebuerger Theater* leitet. Marc Olinger studiert in Paris Philosophie und Literaturwissenschaft und besucht neben der Sorbonne die renommierte Schauspielschule der *Cours Simon*. In Paris lernt er auch Claudine Pelletier kennen, seine Partnerin im Leben und auf der Bühne. Nach seiner Rückkehr nach Luxemburg unterrichtet er Französisch, bleibt aber seiner großen Liebe, dem Schauspiel, treu. Aber wie Tun Deutsch und später Philippe Noesen stellt Marc Olinger die Auswahl der Stücke und die traditionellen Inszenierungen Eugène Heinens in Frage. So entstehen aus dieser Auseinandersetzung 1964 das Kasemattentheater (Tun Deutsch) und 1973 das Théâtre du Centaure (Philippe Noesen und Marja-Leena Junker) und das Théâtre Ouvert Luxembourg (Marc Olinger und Claudine Pelletier). In diesen drei „kleinen" Häusern gelingt ein Aufbruch, der neue Stücke und neue Gesichter auf die Bühne bringt. 1985 wird Marc Olinger Direktor des Kapuzinertheaters, das nach langer Renovierung im ehemaligen Kapuzinerkloster seine Türen öffnet. Bis zu seiner Pensionierung im Jahre 2010 macht Olinger aus dem Kapuzinertheater eine vielfältige und bereichernde Spielstätte. Aber er ist nicht nur hinter der Bühne aktiv: in zahlreichen erfolgreichen Aufführungen steht er auf der Bühne. Von Molière (Sganarelle in *Dom Juan* oder Argan in *Le Malade Imaginaire*) glänzt er ebenso wie in *Le Souper* von Jean-Claude Brisville. Ebenso beeindruckend ist seine Leistung als Filmschauspieler und Filmregisseur. In den 80er Jahren führt er mit Menn Bodson Regie bei den großen Klassikern (in denen er auch Rollen übernimmt) *E Fall fir sech, Déi zwee vum Bierg, De falschen Hond* oder *E Liewe laang*. Er dreht mit Andy Bausch *(Troublemaker, Le Club des Chômeurs, Deepfrozen)*, Nicolas Steil *(Réfractaire)* oder mit Paul Scheuer und Maisy Hausemer *(D'Symmetrie vum Päiperlek)*. In Erinnerung bleibt einer seiner letzten Auftritte 2014: *Ofgeschminkt* von Jemp Schuster erzählt die Geschichte eines alternden Schauspielers, der auf sein Leben zurückblickt. Am 8. Januar 2015 stirbt Marc Olinger im Alter von 69 Jahren.

3 Rue General Major Lunsford E. Oliver
Belair


© wikikommons

Im Zweiten Weltkrieg befehligt Major General Lunsford Errett Oliver die 5. US-Panzerdivision. Eine Straße im Viertel *Schéiwisschen* in Belair trägt seinen Namen (Schöffenratsbeschluss vom 12. August 1994). Lunsford E. Oliver kommt am 17. März 1889 im US-Staat Nebraska zur Welt. Im Alter von 20 Jahren tritt er in die Militärakademie von West Point ein, die er 1913 abschließt. Während des Ersten Weltkrieges übernimmt er in den USA organisatorische Arbeiten und bildet Eisenbahn-Pioniereinheiten aus. In den 1920er Jahren sammelt er Erfahrung an großen Infrastrukturprojekten, die sich mit Hochwasserschutz und Straßenbau befassen. Seine militärische Ausbildung setzt er an der *Command and General Staff School* und am *Army War College* fort. In Fort Knox trägt er maßgeblich zu technischen Entwicklungen für Panzeroperationen bei. 1942 wird er zum Brigadegeneral befördert und nimmt mit seiner Panzerdivision an der *Operation Torch* in Nordafrika teil. Noch im selben Jahr wird er zum Major General befördert und übernimmt Anfang 1943 das Kommando über die 5. US-Panzerdivision. Mit dieser Einheit landet er im Juni 1944 in der Normandie, stößt durch Frankreich vor und befreit im September 1944 die Stadt Luxemburg. Die 5. Panzerdivision kommt bis 70 Kilometer vor Berlin, als Eisenhower befiehlt, die amerikanischen Positionen an der Elbe zu festigen und nicht bis nach Berlin vorzudringen. Nach dem Krieg scheidet Oliver aus dem aktiven Dienst aus. Er stirbt am 13. Oktober 1978 und wird in West Point beigesetzt.

4 Rue Jeanne Rouff
Merl


© wikikommons

Am 24. März 2017 beschließt der Schöffenrat, die Juristin und Frauenrechtlerin Jeanne Rouff mit einer Straße in Merl zu ehren. Jeanne Rouff kommt am 26. April 1928 als drittes von sechs Kindern zur Welt und verbringt ihre Kindheit in Dommeldingen. Nach ihren Sekundarstudien am *Lycée de Jeunes Filles* in Luxemburg studiert sie an der Sorbonne Recht, Soziologie und Literatur. 1959 wird sie Mitglied der Anwaltskammer und wechselt zwei Jahre später in die Magistratur. Mit Anne-Marie Courte und Claire Peters ist Jeanne Rouff eine der drei ersten Frauen, die von Justizminister Paul Elvinger als Richterinnen genannt werden. Sie wird Richterin am Bezirksgericht in Luxemburg, Staatsanwältin, Vorsitzende des Berufungsgerichts und leitet als erste Frau die Generalstaatsanwaltschaft. Jeanne Rouff ist maßgeblich an den längst überfälligen Reformen des Zivilrechts beteiligt, die die Rechte der Frauen in Luxemburg stärken und die nach heftigen Debatten 1972 und 1974 vom Parlament angenommen werden. Mit ihnen wird die rechtliche Vormundschaft des Ehemannes abgeschafft und die vollständige Gleichberechtigung von Mann und Frau im Eherecht verankert. Jeanne Rouff engagiert sich auch in zahlreichen Organisationen, die sich für Frauenrechte einsetzen. Sie ist Mitglied der *Fédération luxembourgeoise des Femmes universitaires*, des *Mouvement de libération des Femmes und des Conseil national des Femmes*, dem sie ab 1997 vorsteht. Jeanne Rouff stirbt am 28. Dezember 2012 im Alter von 84 Jahren. Ihr politisches Archiv wird vom *CID Fraen an Gender* verwaltet.

Bibliographie

Dominique Lang et son époque, Catalogue de l'exposition dans les Centres d'art de la Ville de Dudelange, (Nei Liicht et Dominique Lang), au Centre de Documentation sur les migrations humaines et dans l'église paroissiale Saint-Martin de Dudelange (octobre-décembre 2019)

Dominique Lang (1874-1919): http://www.migcendo.lu/his/portrait/bio/lang.html (abgerufen am 30.08.2026)

25 ans Théâtre des Capucins, Luxembourg, janvier 2010

Marc Thill, Marc Olinger wäre 80 geworden. Was bleibt wenn der Vorhang fällt?, in: Luxemburger Wort 01.06.2026

Joseph C. Harsch, Why Eisenhower halted at the Elbe, in: The Christian Science Monitor, 10.04.1995 (abgerufen am 31.8.2026)

Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen, hrsg. Germaine Goetzinger, Antoinette Lorang, Renée Wagener, Publications nationales, Ministère de la Culture 1997, S. 343

Flammang, Simone, L'accès des femmes au monde judiciaire luxembourgeois, dans : Histoire de la Justice au Luxembourg (1795 à nos jours) : Institutions – Organisation – Acteurs, éd. par Vera Fritz, Denis Scuto and Elisabeth Wingerter, Berlin, Boston: De Gruyter Oldenbourg, 2022, pp. 321-334

CID Fraen an Gender https://cid-fg.lu/de/geschichte/jeanne-rouff-juristin-und-frauenrechtlerin/

Novembre 2026

Vies de femmes

Frauenleben



